



# Assemblée générale

Distr. générale  
3 septembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-neuvième session**

Point 131 de l'ordre du jour provisoire\*

**Budget-programme de l'exercice  
biennal 2014-2015****Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques,  
missions de bons offices et autres initiatives politiques  
autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil  
de sécurité****Groupe thématique I : envoyés spéciaux ou personnels  
et conseillers spéciaux du Secrétaire général****Rapport du Secrétaire général****Additif***Résumé*

Le présent rapport détaille les ressources demandées pour 2015 au titre des 11 missions politiques spéciales classées dans le groupe thématique « envoyés spéciaux ou personnels et conseillers spéciaux du Secrétaire général ».

Le montant des ressources à prévoir pour 2015 au titre des missions politiques spéciales relevant de ce groupe s'élève à 37 312 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Compte tenu du solde inutilisé des crédits alloués aux 11 missions à la fin de 2014, estimé à 3 395 800 dollars, le montant des crédits additionnels demandés au titre de ces missions est de 33 916 500 dollars.

---

\* A/69/150.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Situation financière . . . . .	3
II. Missions politiques spéciales . . . . .	4
A. Conseiller spécial pour le Myanmar . . . . .	4
B. Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre . . . . .	11
C. Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide . . . . .	18
D. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental . . . . .	30
E. Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité . . . . .	35
F. Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève . . . . .	41
G. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Syrie . . . . .	47
H. Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud . . . . .	55
I. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen . . . . .	63
J. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel . . . . .	73
K. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs . . . . .	81

## I. Situation financière

1. Le montant des ressources à prévoir pour 2015 au titre des missions politiques spéciales relevant du groupe I s'élève à 37 312 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Le tableau 1 ci-dessous met en regard les prévisions de dépenses pour 2015 et les crédits approuvés au titre de 2014 par l'Assemblée générale dans ses résolutions 68/247A et 68/280 et après examen des rapports du Secrétaire général (A/68/327 /Add.1, Add.6 et Add.11) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/68/7/Add.10 et Add.27).

Tableau 1

### Ressources nécessaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2) (3) = (1) - (2)		(4) (5) = (4) - (3)		(6) (7) = (4) - (1)	
Conseiller spécial pour le Myanmar	1 338,6	1 155,3	183,3	1 161,0	977,7	—	(177,6)
Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	3 388,4	2 976,1	412,3	3 183,3	2 771,0	12,0	(205,1)
Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 435,6	2 173,8	261,8	2 171,0	1 909,2	—	(264,6)
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	657,6	572,5	85,1	586,8	501,7	—	(70,8)
Envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	723,6	580,0	143,6	654,3	510,7	—	(69,3)
Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	2 193,1	2 107,7	85,4	2 042,6	1 957,2	—	(150,5)
Bureau de l'Envoyé spécial en Syrie	12 644,5	11 151,0	1 493,5	11 871,1	10 377,6	54,5	(773,4)
Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud	1 672,7	1 345,3	327,4	1 319,5	992,1	19,5	(353,2)
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen	5 362,0	5 192,1	169,9	5 352,3	5 182,4	2,0	(9,7)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel	3 323,4	2 855,6	467,8	3 987,7	3 519,9	23,5	664,3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	4 376,8	4 611,1	(234,3)	4 982,7	5 217,0	11,5	605,9
<b>Total</b>	<b>38 116,3</b>	<b>34 720,5</b>	<b>3 395,8</b>	<b>37 312,3</b>	<b>33 916,5</b>	<b>123,0</b>	<b>(804,0)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits au titre de 2014.

## II. Missions politiques spéciales

### A. Conseiller spécial pour le Myanmar

(1 161 000 dollars)

#### Historique, mandat et objectif

2. Le 27 décembre 2013, l'Assemblée générale a adopté la résolution 68/242 sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de continuer à offrir ses bons offices et de poursuivre ses entretiens sur la situation des droits de l'homme, la transition vers la démocratie et la réconciliation nationale avec le Gouvernement et le peuple du Myanmar, en y associant toutes les parties prenantes, dont les groupes qui promeuvent la démocratie et les droits de l'homme, et de fournir une assistance technique au Gouvernement à cet égard. Sur la demande et au nom du Secrétaire général, le Conseiller spécial a continué d'œuvrer à l'exécution de la mission de bons offices au Myanmar, notamment en engageant le dialogue avec toutes les parties intéressées à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

3. Les réformes en cours au Myanmar ont rendu nécessaire que le Secrétaire général et son Conseiller spécial poursuivent leur mission de bons offices au gré d'une concertation avec les autorités nationales et les autres parties prenantes. Les échanges dans les domaines politique, humanitaire et socioéconomique se sont également poursuivis afin qu'il soit possible de progresser sur la voie de la réalisation des objectifs de cette mission de bons offices. Dans ses contacts avec les autorités nationales et d'autres parties prenantes, le Conseiller spécial s'est employé à faciliter les avancées à cinq titres :

a) Encouragement des autorités nationales à poursuivre sur la voie des réformes engagées et, ce faisant, à dialoguer de façon plus ouverte avec la communauté internationale;

b) Appui visant à renforcer l'action menée par le Comité opérationnel de rétablissement de la paix (Gouvernement) et la Nationwide Ceasefire Coordination Team (Équipe de coordination du cessez-le-feu au niveau national – groupes ethniques armés) à un stade ultime et critique de la réconciliation nationale, avec notamment la participation du Conseiller spécial à d'importantes réunions portant sur ce processus, en qualité d'observateur officiel des Nations Unies;

c) Assistance dans le cadre de l'action menée pour rétablir la paix et l'harmonie entre les communautés et créer des conditions propices à l'amélioration des conditions de vie des populations qui vivent dans l'Arakan, en particulier les Rohingya, dans une optique humanitaire, politique et socioéconomique;

d) Facilitation de l'octroi d'un appui multilatéral en vue d'améliorer les conditions socioéconomiques au Myanmar, grâce au renforcement du partenariat entre les Nations Unies et ce pays;

e) Concertation et coopération plus systématiques entre le Myanmar et le système des Nations Unies dans son ensemble, dans le cadre de la mission de bons offices.

4. Le Secrétaire général et son Conseiller spécial ont continué de collaborer étroitement avec les États Membres intéressés, dont les États de la région et les pays

donateurs, afin de se rapprocher encore d'un règlement des problèmes de longue date et de relever les nouveaux défis apparus en 2013 et en 2014. L'accent a été mis sur la réconciliation entre groupes ethniques et sur l'atténuation du clivage entre les communautés bouddhiste et musulmane, s'agissant en particulier de la situation dans l'Arakan. Outre qu'il a participé à plusieurs réunions bilatérales à New York et au Myanmar, le Conseiller spécial a pris la parole le 17 avril 2014 devant le Conseil de sécurité, à la demande de celui-ci, afin de lui présenter la situation d'ensemble au Myanmar. À la suite de la décision du Groupe des amis du Secrétaire général pour le Myanmar de réorganiser le Groupe pour prendre acte du dialogue nouvellement engagé par le Myanmar avec la communauté internationale, le Secrétaire général a organisé la première réunion du Groupe de partenariat le 25 avril 2014, à laquelle a participé une délégation du Myanmar présidée par U Khin Yi, Ministre de l'immigration et des questions de population.

### **Coopération avec d'autres entités**

5. Dans le cadre de la mission de bons offices, le Conseiller spécial et son bureau ont travaillé en concertation et en coopération étroites avec le Département des affaires politiques, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar. Ils ont également fait bénéficier de leur coopération le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Coordonnateur résident et l'équipe de pays à Yangon, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres entités du système des Nations Unies. Comme le veut la pratique établie, le Conseiller spécial a consulté l'équipe de pays chaque fois qu'il s'est rendu au Myanmar. Il s'entretient également de façon régulière avec de hauts fonctionnaires des Nations Unies et d'autres entités compétentes afin d'assurer la cohérence et la coordination des interventions menées à l'échelle du système. Dans le cadre de ces démarches, le Conseiller spécial a contribué à la création de la nouvelle Équipe spéciale interorganisations, à New York, et participe à ses activités en tant que coprésident. L'Équipe se réunit chaque mois : c'est l'occasion pour ses membres de débattre d'enjeux essentiels, notamment le mécanisme de prise de décisions coordonné en ce qui concerne l'appui dont l'équipe de pays a besoin de la part du Siège pour faire face efficacement aux divers problèmes qui se posent dans le pays. Le Bureau du Conseiller spécial conserve des locaux au Myanmar, financés grâce à des ressources extrabudgétaires et administrés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Il œuvre activement en faveur de la réconciliation nationale en tenant des consultations régulières avec les parties prenantes.

### **Résultats obtenus**

6. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les aspects principaux du mandat, à savoir la réconciliation nationale, les réformes politiques et la démocratisation, les droits de l'homme et l'amélioration des conditions socioéconomiques.

7. S'agissant de la réconciliation nationale, les progrès sur la voie de l'instauration d'une paix durable dans diverses régions du Myanmar se sont poursuivis. En 2014, les négociations avec divers groupes ethniques ont continué, dans un esprit de cohésion plus marqué, une orientation plus satisfaisante ayant été imprimée au dialogue. Les derniers pourparlers entre le Gouvernement et les groupes ethniques, en avril et mai 2014, ont essentiellement porté sur la négociation d'un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale. Des divergences de fond persistent et d'autres pourparlers auront lieu. Le libellé du texte arrêté sera présenté à toutes les parties pour ratification. En demeurant en contact avec les parties prenantes et en adressant les messages voulus en temps opportun, le Bureau du Conseiller spécial a continué à faciliter ce processus. Au cours de la période considérée, le Conseiller spécial s'est rendu cinq fois au Myanmar pour examiner la situation avec l'ensemble des parties prenantes à cette étape ultime et critique. En janvier 2014, il s'est rendu à Chiang Mai, en Thaïlande, et au Myanmar et a rencontré des représentants de la Nationwide Ceasefire Coordination Team. Des visites ont également été menées au Myanmar en mars-avril, juin, juillet et août 2014 pour poursuivre l'action menée au titre de la réconciliation nationale. Le Conseiller spécial a également participé à des pourparlers relatifs à ce processus en qualité d'observateur officiel des Nations Unies.

8. S'agissant de la démocratisation et des réformes politiques, le Constitutional Review Joint Committee (Comité mixte d'examen de la Constitution), composé de membres des 20 partis politiques et de représentants de l'armée, a remis son rapport au Parlement le 31 janvier 2014. Afin qu'il soit possible d'aller de l'avant, l'Organizing Implementation Committee for the Amendment of the Constitution (Comité d'organisation de l'action menée pour la modification de la Constitution) a été créé : composé de 31 membres, il est dirigé par le Vice-Président du Parlement de l'Union, U Nanda Kyaw Swa. Conformément à son mandat, le Conseiller spécial continuera d'assurer le suivi et l'évaluation de ce processus.

9. La situation dans l'État d'Arakan et les fréquentes flambées de violence suscitent une préoccupation toujours plus vive parmi la communauté internationale et menacent de faire échouer les réformes d'ensemble engagées au Myanmar. Il est fréquemment fait état d'actes de violence, notamment une attaque perpétrée contre les biens des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales internationales à Sittwe le 27 mars 2014, qui ont mis en évidence le danger auquel sont exposés les travailleurs humanitaires. Ayant à l'esprit les considérations liées à la sécurité au Myanmar, le Secrétaire général s'est entretenu avec le Président Thein Sein le 30 mars 2014 et a souligné que, plutôt que de réduire ses effectifs sur place, l'ONU accroîtrait sa présence dans l'Arakan. Dans le cadre de ses échanges avec le Gouvernement du Myanmar, le Conseiller spécial a souligné qu'il était nécessaire que les travailleurs humanitaires bénéficient d'un accès accru et reçoivent des assurances plus fermes qu'ils seront autorisés à se déplacer sur le territoire, mais aussi que des mesures devraient être prises par les autorités pour protéger le personnel recruté sur le plan local. Il a également prié instamment les autorités de faciliter le retour de Médecins sans frontières dans l'Arakan à la suite des vives protestations suscitées par l'incident survenu à Maungdaw. En mars 2014, à Nay Pyi Taw, le Conseiller spécial a été informé que le Gouvernement avait mené des discussions constructives au cours de la visite récemment effectuée sur place par le Président international de Médecins sans frontières. En juillet 2014, le Président a décidé d'autoriser l'organisation à revenir dans l'Arakan. Dans le même temps, le

Conseiller spécial a engagé un dialogue avec diverses parties prenantes, notamment le Gouvernement et les dirigeants de communautés, afin de leur enjoindre de prendre des mesures concertées pour promouvoir la cohésion sociale et le dialogue entre les deux communautés à plusieurs niveaux. Il a également engagé instamment les autorités à prendre des mesures fermes contre les écrits et les discours propageant la haine. En public, et lors de consultations privées avec les autorités, le Conseiller spécial a souligné à plusieurs reprises qu'il était nécessaire que le Gouvernement se montre plus déterminé à lutter contre la discrimination politique, sociale et économique dont pâtit la communauté Rohingya.

10. En 2014, le Ministère de l'immigration et des questions de population a procédé au premier recensement effectué depuis 1983. Le Président Thein Sein ayant sollicité auprès du Secrétaire général, en novembre 2011, le concours des Nations Unies à ce titre, le FNUAP a fourni au Gouvernement une assistance technique pendant plus de deux ans en préparation du recensement. Le Bureau du Conseiller spécial a facilité la coopération entre le FNUAP et le Gouvernement, et il a assisté à un certain nombre de réunions importantes consacrées à cette question au Myanmar. Le recensement s'est déroulé en mars et en avril 2014 et il a été mené à bien dans tout le pays, à l'exception de l'Arakan et de certaines parties du Kachin. Le Conseiller spécial se trouvait au Myanmar quand le recensement a débuté. Certains des incidents négatifs survenus dans l'Arakan, comme l'attaque perpétrée contre les biens des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales internationales à Sittwe, ont été rapprochés du recensement à venir. Dans ces circonstances difficiles, le Conseiller spécial a examiné cette question de près avec les fonctionnaires compétents, afin d'évaluer la situation, et les a tenus informés des préoccupations de la communauté internationale. Tout en s'inquiétant du revirement de dernière minute du Gouvernement, qui avait soudain décidé d'interdire aux Rohingya d'Arakan de faire connaître eux-mêmes leur identité ethnique, le Conseiller spécial a enjoint au FNUAP d'être ouvert sur l'avenir, compte tenu de la décision par le Gouvernement de procéder au recensement à ce moment critique et de garder à l'esprit à quel point les données recueillies seraient utiles pour les responsables politiques du Myanmar et les organismes internationaux de développement, en particulier dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du logement et des transports. Le Conseiller spécial a souligné qu'il était nécessaire que le FNUAP et les donateurs s'emploient à collaborer de façon constructive avec le Gouvernement afin de trouver le moyen d'obtenir que le recensement aboutisse à des résultats optimaux.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

11. La démarche reposant sur trois volets qui a été adoptée par le Secrétaire général et consiste à agir dans une optique politique, humanitaire et économique, demeurera le cadre directeur de la mission de bons offices au Myanmar en 2015. Les avancées vers les objectifs correspondants se poursuivront, le Bureau agissant dans le prolongement de ce qui aura été entrepris à ces divers titres en 2014.

12. À l'heure où le Myanmar entre dans une étape délicate du processus de réconciliation nationale, les Nations Unies continueront en 2015 à intensifier leur contribution à la consolidation de la paix, afin de favoriser la création de conditions propices à la bonne application des accords de cessez-le-feu et à une paix durable. Elles emploieront tous les instruments à leur disposition pour aider le Gouvernement du Myanmar et la population du pays à ancrer le pays dans la paix et la stabilité.

13. Il demeure un certain nombre d'obstacles significatifs à la démocratisation du pays, qui détermineront la trajectoire qu'il imprime à ses réformes et les progrès d'ensemble qui seront accomplis. À ce titre, l'un des événements les plus importants sera la tenue d'élections générales (présidentielle et législatives) en 2015, dont le bon déroulement sera essentiel pour qu'il soit possible d'évaluer la viabilité des réformes démocratiques engagées au Myanmar. À la suite de la demande d'assistance émanant de la Commission électorale de l'Union, les Nations Unies apporteront un appui technique à la Commission, dont la nature sera fonction des résultats de la mission d'évaluation des besoins en matière d'assistance électorale qui aura été menée par la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques.

14. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats obtenus au titre de la mission sont détaillés ci-après.

Tableau 2

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**


---

**Objectif :** Faire progresser le processus de réconciliation nationale et de démocratisation au Myanmar

---

**Réalisations escomptées****Indicateurs de succès**

a) Progrès sur la voie de la réconciliation nationale

a) i) Nombre d'accords de cessez-le-feu entre les groupes armés et le Gouvernement du Myanmar respectés

*Mesure des résultats*

2013 : 11

2014 (estimation) : 12

2015 (objectif) : 12

ii) Nombre accru d'initiatives de concertation

*Mesure des résultats*

2013 : 17

2014 (estimation) : 17

2015 (objectif) : 20

b) Progrès dans la transition vers la démocratie

b) i) Liberté de tenir des rassemblements politiques

*Mesure des résultats*

2013 : aucune restriction

2014 (estimation) : aucune restriction

2015 (objectif) : aucune restriction

ii) Nombre de lois et d'amendements adoptés qui font progresser le respect des libertés fondamentales

*Mesure des résultats*

2013 : 9

2014 (estimation) : 8

2015 (objectif) : 8



c) Progrès sur la voie d'une amélioration de la situation des droits de l'homme

c) i) Nombre de prisonniers politiques libérés

*Mesure des résultats*

2013 : 348

2014 (estimation) : 30

2015 (objectif) : 20

ii) Nombre de programmes de renforcement des capacités ou de formation en matière de droits de l'homme menés à l'intention des membres des forces armées, de la police et du personnel pénitentiaire

*Mesure des résultats*

2013 : 14

2014 (estimation) : 14

2015 (objectif) : 15

d) Progrès sur la voie d'une amélioration des conditions socioéconomiques

d) i) Tenue de consultations ouvertes à tous sur les moyens de régler les problèmes socioéconomiques

*Mesure des résultats*

(Nombre d'ateliers portant sur les questions socioéconomiques)

2013 : 10

2014 (estimation) : 15

2015 (objectif) : 15

ii) Nombre de politiques et pratiques de référence internationales nouvellement appliquées dans le secteur socioéconomique

*Mesure des résultats*

2013 : 12

2014 (estimation) : 13

2015 (objectif) : 14

#### *Produits*

- Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale (1)
- Échanges et consultations réguliers avec les autorités du Myanmar et les autres parties prenantes, notamment les groupes de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, les partis d'opposition, la société civile et autres acteurs de premier plan, sur tous les enjeux ayant trait à la transition vers la démocratie et à la réconciliation nationale
- Facilitation de l'octroi d'une assistance technique par les Nations Unies aux fins de la promotion du dialogue politique et social entre les communautés dans l'État d'Arakan
- Consultations et échanges réguliers avec les États Membres intéressés, notamment les États voisins et les autres pays de la région, aux fins de l'élaboration d'approches communes, pour qu'il soit possible de continuer à progresser sur la voie de la démocratisation, de la réconciliation nationale et du développement
- Exposé du Conseiller spécial à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (1)
- Exposés du Conseiller spécial au Groupe de partenariat, sur demande ou en fonction des besoins (2)
- Facilitation de l'octroi d'une assistance technique à la Commission électorale, à sa demande, en prévision des élections de 2015

- Facilitation de l'octroi d'une assistance technique au Gouvernement, à sa demande, et en coordination étroite avec d'autres entités compétentes du système des Nations Unies, afin d'appuyer les efforts déployés par le Myanmar pour définir ses priorités en matière de développement et atteindre les objectifs fixés

### Facteurs externes

15. Les bons offices du Secrétaire général, exercés principalement par le Conseiller spécial, devraient permettre d'atteindre l'objectif prévu, à condition que le Gouvernement du Myanmar et les autres parties prenantes aient à cœur de tirer parti des services offerts par les diverses entités compétentes des Nations Unies aux fins du renforcement des institutions démocratiques et de la consolidation des acquis obtenus grâce aux négociations de paix menées avec divers groupes dans le but de promouvoir la réconciliation nationale et le développement du pays.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 3

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2) (3) = (1) - (2)		(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	1 002,8	838,1	164,7	843,8	679,1	—	(159,0)
Dépenses opérationnelles	335,8	317,2	18,6	317,2	298,6	—	(18,6)
<b>Total</b>	<b>1 338,6</b>	<b>1 155,3</b>	<b>183,3</b>	<b>1 161,0</b>	<b>977,7</b>	<b>—</b>	<b>(177,6)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits au titre de 2014.

Tableau 4

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total
Effectif approuvé pour 2014	1	—	—	—	—	2	1	—	4	—	1	5	—	—	—	5
Effectif proposé pour 2015	1	—	—	—	—	2	1	—	4	—	1	5	—	—	—	5
<b>Variation</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

16. Le solde inutilisé prévu au titre de 2014 est principalement imputable au fait que les dépenses de personnel effectives ont été inférieures au montant inscrit au budget et que les voyages effectués dans la région ont été moins nombreux que prévu.

17. Les ressources à prévoir en 2015 pour financer les activités du Bureau du Conseiller spécial pour le Myanmar s'élèvent à 1 161 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Ce montant permettra de couvrir les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant au maintien des cinq postes existants [1 SGA, 2 P-4, 1 P-3 et 1 G(AC)] (843 800 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (317 200 dollars), à savoir les dépenses afférentes aux voyages (209 500 dollars), aux installations et infrastructures (83 500 dollars), aux transports terrestres (2 700 dollars), aux communications (12 600 dollars), à l'informatique (5 600 dollars) et aux fournitures, services et matériel divers (3 300 dollars).

18. Pour 2015, aucun changement n'est proposé quant au nombre et au classement des postes affectés au Bureau du Conseiller spécial pour le Myanmar.

19. La variation entre le montant des ressources demandées pour 2015 et celui des crédits ouverts pour 2014 s'explique principalement par le fait que le montant estimatif des dépenses de personnel pour 2015 est inférieur à celui des crédits ouverts au titre de 2014, et ce pour trois raisons : tendance enregistrée en matière de dépenses effectives, arrêt du financement de souscriptions et non-reconduction d'un financement ponctuel aux fins de l'achat de matériel.

#### **Ressources extrabudgétaires**

20. Le Bureau du Conseiller spécial a recueilli des contributions volontaires qui ont permis de financer la création d'un bureau local au Myanmar. En 2014, des ressources extrabudgétaires d'un montant de quelque 667 500 dollars servent à financer un poste de spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) et un poste d'assistant administratif (agent local) au Myanmar, ainsi que des dépenses opérationnelles, notamment aux titres des communications, de l'achat de mobilier pour le bureau local, de voyages et de services divers.

21. Pour 2015, des contributions aux ressources extrabudgétaires d'un montant de 51 900 dollars ont été annoncées au titre de la poursuite des activités du bureau local au Myanmar. Les donateurs ont été sollicités afin qu'il soit possible de mobiliser les ressources nécessaires, d'un montant estimatif de 666 500 dollars, pour financer les activités du bureau sur l'ensemble de l'année.

### **B. Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre**

*(3 183 300 dollars)*

#### **Historique, mandat et objectif**

22. Le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, qui exerce lui aussi une mission de bons offices, prête un appui au Conseiller spécial, dont le mandat est d'aider les parties à mener des négociations en vue de parvenir à un règlement global.

23. Le 10 juillet 2008, dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2008/456), le Secrétaire général a annoncé la nomination, à compter du 14 juillet 2008, de son Conseiller spécial pour Chypre, qu'il a chargé d'aider les parties à

mener des négociations d'ensemble visant à aboutir à un règlement global du problème de Chypre. Le 3 septembre 2008, les dirigeants ont entamé des négociations en bonne et due forme sous les auspices des Nations Unies au sujet des chapitres concernant les questions touchant à la gouvernance et au partage du pouvoir, aux biens fonciers, à l'Union européenne, à l'économie, à la sécurité et aux garanties, ainsi qu'au territoire.

24. Depuis que des négociations véritables ont été engagées, le Secrétaire général présente au Conseil de sécurité des rapports sur les activités de la mission de bons offices menée à Chypre (S/2009/610, S/2010/238, S/2010/603, S/2011/112, S/2011/498 et S/2012/149). Le Conseiller spécial a fait des exposés au Conseil de sécurité à huit reprises (le 10 juin 2010, le 30 novembre 2010, le 15 mars 2011, le 7 septembre 2011, le 29 mars 2012, le 10 juillet 2012, le 30 mai 2013 et le 22 janvier 2014). De plus, le Secrétaire général et son Conseiller spécial ont tous deux continué d'organiser des réunions à un rythme soutenu afin de tenir les parties prenantes internationales et les principaux gouvernements de la région informés de l'évolution de la situation.

25. Au cours de la période qui a précédé l'élection présidentielle de février 2013, les négociations de fond se sont interrompues momentanément. À ce moment-là, les deux parties ont fait porter leurs efforts principalement sur les comités techniques et les mesures propres à créer un climat de confiance, plutôt que sur les enjeux fondamentaux des négociations. En septembre 2013, elles ont repris ces négociations de fond, marquant cette nouvelle étape par une déclaration conjointe dans laquelle elles ont énoncé les paramètres de l'unification de Chypre sur lesquels les deux dirigeants devaient se mettre d'accord. À la suite de négociations intensives, ceux-ci ont mis la dernière touche à leur déclaration conjointe lors de leur réunion du 11 février 2014. Depuis, les pourparlers progressent à un rythme régulier, des négociateurs se réunissant une fois par semaine, et, depuis juin 2014, les dirigeants se réunissent tous les 15 jours pour débattre des divers chapitres de fond des négociations.

26. Sept comités techniques, sur la criminalité et les questions y relatives (les questions économiques et commerciales, le patrimoine culturel, la gestion des crises, les enjeux humanitaires, la santé et l'environnement), ont été créés en 2008 pour améliorer la vie quotidienne des Chypriotes au moyen de mesures visant à créer un climat de confiance. En 2012, deux autres comités ont vu le jour, sur la radiodiffusion et sur l'ouverture de nouveaux points de passage. Les travaux de ces comités sont facilités par le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre et par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP).

27. Après qu'Alexander Downer a cessé d'exercer les fonctions de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, en avril 2014, le Représentant spécial du Secrétaire général, qui est aussi à la tête de l'UNFICYP, a été nommé Conseiller spécial par intérim. Dans la lettre qu'il a adressée au Conseil de sécurité le 21 août 2014 (S/2014/618), le Secrétaire général a fait part de son intention de proposer la nomination d'Espen Barth Eide (Norvège) au poste de Conseiller spécial pour Chypre. Dans une lettre du Président du Conseil de sécurité adressée au Secrétaire général le 22 août 2014 (S/2014/619), le Conseil a pris note de l'intention du Secrétaire général.

### **Coopération avec d'autres entités**

28. La mission de bons offices est censée créer une synergie optimale avec la Force et les autres organismes des Nations Unies opérant à Chypre, de manière à garantir la cohérence et l'efficacité de l'appui apporté en faveur de l'effort de paix. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Force remplit les fonctions de Conseiller spécial adjoint du Secrétaire général pour les questions relevant de la mission. Le Représentant veille à ce que le Bureau du Conseiller spécial reçoive un appui de la part de la Force (à titre gracieux) et de l'équipe de pays des Nations Unies. Le Conseiller spécial adjoint coordonne les initiatives prises par les organismes des Nations Unies et par le Comité des personnes disparues à Chypre.

29. Conformément à la démarche intégrée qui gouverne la présence des Nations Unies dans le pays, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre continuera de fournir un appui logistique et administratif au Bureau du Conseiller spécial afin d'assurer la cohérence des activités visant à faciliter les négociations. L'examen détaillé des mécanismes régissant la coordination entre le Bureau et la Force, auquel il a été procédé en février 2011, demeure valable (voir A/65/706, annexe III). Un accord officiel sur l'appui administratif et le soutien logistique a été conclu en 2013 entre l'UNFICYP et le Bureau du Conseiller spécial.

### **Résultats obtenus**

30. À la suite d'une période de pourparlers intensifs entre les deux parties, qui a débuté en septembre 2013, les dirigeants ont repris les négociations d'ensemble en février 2014 en adoptant une déclaration conjointe énonçant les paramètres de l'unification de Chypre. Entre janvier et mai 2014, les dirigeants se sont rencontrés deux fois (en février et en mars) et cinq réunions bilatérales ont été organisées entre eux et les Nations Unies. À la suite de la reprise des pourparlers, les négociateurs nommés par les deux dirigeants ont remplacé les représentants à la table des négociations (en juillet 2014). Le Bureau du Conseiller spécial continuera de faciliter les réunions des deux négociateurs qui ont accepté de se rencontrer une fois par semaine. Les négociateurs des deux parties ont échangé des documents sur les thèmes touchant les divers chapitres abordés dans le cadre des pourparlers. En marge des réunions conjointes auxquelles participent les négociateurs, les représentants des Nations Unies continuent de faire régulièrement office d'intermédiaires entre les deux parties, afin de faciliter les débats sur des thèmes spécifiques.

31. Suite à la reprise des négociations, les nouveaux coordonnateurs des comités techniques ont tenu leur première réunion. Entre janvier et mai 2014, les comités techniques représentatifs des deux communautés ont formulé trois nouvelles mesures propices à créer un climat de confiance dans les domaines de la santé, du patrimoine culturel et de la radiodiffusion, qui ont été approuvées par les dirigeants et exécutées. On s'attend que les comités techniques continuent de mettre en œuvre d'autres mesures propres à instaurer un climat de confiance pendant le restant de l'année.

32. À la suite du départ du Conseiller spécial, en avril 2014, le Conseiller spécial par intérim a engagé un dialogue intensif avec les deux parties afin de préserver la dynamique du processus de paix, enclenchée par l'adoption de la déclaration conjointe de février 2014. Avec la nomination du nouveau Conseiller spécial du

Secrétaire général, en août 2014, on s'attend que le processus se poursuive à un rythme plus soutenu, et qu'une combinaison de réunions directes et de médiations soit organisée jusqu'à la fin de 2014, voire que la fréquence des réunions bilatérales entre les représentants des Nations Unies et les deux dirigeants s'accroisse.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

33. Le Bureau du Conseiller spécial ne prévoit pas de changement majeur de ses priorités, de ses activités ou de ses besoins opérationnels en 2015. Il continuera de faciliter les réunions entre les deux dirigeants, leurs négociateurs et les experts jusqu'à ce qu'ils parviennent à un règlement global, et il continuera de dialoguer tour à tour avec les deux parties séparément, ainsi qu'avec divers interlocuteurs locaux – parmi lesquels des représentants de partis politiques, de la société civile et des groupes féminins – ainsi qu'avec les parties prenantes régionales et internationales, afin de faire avancer le processus. Il continuera aussi d'épauler les comités techniques, ainsi que les nouveaux comités qui pourraient voir le jour, et de soutenir les mesures propres à créer un climat de confiance.

34. Si les négociations progressent notablement en 2015, il est prévu que l'ONU organise une conférence multilatérale, qui serait la dernière étape du processus de négociation. Si l'on parvient à un règlement en 2015, il pourrait être nécessaire de redéfinir les attributions du Bureau, afin qu'il soit éventuellement chargé d'aider à la mise en œuvre de l'accord.

35. Le nouveau Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre a été nommé en août 2014. Basé à Genève, il se rendra régulièrement à Chypre pour participer à des réunions avec les deux parties et faciliter les négociations. Il entreprendra aussi des voyages dans la région et se rendra à New York à l'occasion de consultations avec le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires, le cas échéant.

36. Dans la déclaration conjointe arrêtée le 11 février 2014, les dirigeants des parties ont opté pour une approche plus intégrée et pour des négociations axées sur les résultats. En conséquence, l'expertise technique des consultants externes continuera d'être requise afin qu'il soit possible de surmonter les pierres d'achoppement et de faciliter les négociations, chapitre après chapitre. Les fonctionnaires du Bureau et les membres du personnel chargé de la facilitation des négociations assument la responsabilité générale de chacun des aspects des négociations; pour leur part, les consultants fournissent, s'il y a lieu, des conseils spécialisés pour contribuer à résorber les dissensions et font des suggestions d'éventuelles stratégies de mise en œuvre.

37. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et les résultats du Bureau du Conseiller spécial sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 5

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats****Objectif** : Parvenir à un règlement global du problème de Chypre**Réalisations escomptées****Indicateurs de succès**

Progrès dans les négociations d'ensemble en vue d'un règlement global

i) Convergence accrue entre les parties au sujet des enjeux principaux et des questions de fond

*Mesure des résultats*

a) Nombre de réunions entre les dirigeants

2013 : 26

2014 (estimation) : 40

2015 (objectif) : 60

b) Nombre de réunions entre les négociateurs des dirigeants consacrées à la recherche de terrains d'entente

2013 : 73

2014 (estimation) : 82

2015 (objectif) : 100

c) Nombre de réunions des groupes de travail et des comités techniques consacrées à l'examen de certains domaines techniques et à la recherche de terrains d'entente

2013 : 202

2014 (estimation) : 229

2015 (objectif) : 229

d) Nombre de documents faisant état d'un rapprochement entre les parties dans le cadre des négociations d'ensemble

2013 : 100

2014 (estimation) : 100

2015 (objectif) : 150

ii) Mise en œuvre des mesures destinées à créer un climat de confiance formulées par les comités techniques et avalisées par les dirigeants, en vue de faciliter la vie quotidienne des Chypriotes partout dans l'île

*Mesure des résultats*

Nombre de mesures propices à la création d'un climat de confiance

2013 : 31

2014 (estimation) : 37

2015 (objectif) : 40

*Produits*

- Réunions bilatérales avec les dirigeants chypriote grec et chypriote turc, ou leurs négociateurs ou conseillers, portant sur tous les aspects des négociations (160)
- Conseils dispensés aux deux parties et élaboration de documents d'orientation (150) sur les questions de fond ayant trait à tous les aspects des négociations
- Séances d'information organisées à l'intention de la communauté internationale et réunions bilatérales avec ses représentants (70)
- Facilitation de réunions tenues par les six groupes de travail et les sept comités techniques sur les questions de procédure, juridiques, techniques et de fond ayant trait à tous les aspects des négociations (229)
- Réunions avec les dirigeants des partis politiques et d'autres personnalités et groupes influents, ainsi que des représentants des médias, du monde universitaire et de la société civile des deux communautés, et participation aux activités contribuant à l'instauration de conditions propices au processus de négociation (50)
- Dialogue avec les médias chypriotes et internationaux (50 interviews et 60 communiqués de presse) en coopération avec la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
- Poursuite de la campagne multimédia de « faire-savoir » visant à renforcer l'appui en faveur du processus de négociation (6 débats radiodiffusés, 6 messages d'intérêt général (2 diffusés à la télévision et 4 à la radio) et 5 expositions de photos)
- Rapports et exposés présentés au Conseil de sécurité (4)

**Facteurs externes**

38. L'objectif devrait être atteint, sous réserve que les deux dirigeants et leurs communautés respectives continuent de faire preuve de la même volonté politique et que la communauté internationale continue de leur apporter son appui.

**Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 6

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014</i>			<i>Montants nécessaires pour 2014</i>			
	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>Total</i>	<i>Total net<sup>a</sup></i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Variation (2014-2015)</i>
<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (1) - (2)</i>	<i>(4)</i>	<i>(5) = (4) - (3)</i>	<i>(6)</i>	<i>(7) = (4) - (1)</i>
Personnel civil	2 408,0	2 131,7	276,3	2 383,6	2 107,3	—	(24,4)
Dépenses opérationnelles	980,4	844,4	136,0	799,7	663,7	12,0	(180,7)
<b>Total</b>	<b>3 388,4</b>	<b>2 976,1</b>	<b>412,3</b>	<b>3 183,3</b>	<b>2 771,0</b>	<b>12,0</b>	<b>(205,1)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits au titre de 2014.



Tableau 7  
Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées		Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies		Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux		
Effectif approuvé pour 2014	1 <sup>a</sup>	–	–	1	3	5	–	–	10	3	1	14	–	5	–	19
Effectif proposé pour 2015	1 <sup>a</sup>	–	–	1	3	5	–	–	10	3	1	14	–	5	–	19
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

<sup>a</sup> Le Secrétaire général adjoint a été engagé en vertu d'un contrat-cadre.

39. Le solde inutilisé escompté pour 2014 est principalement imputable aux facteurs suivants : a) la vacance du poste de conseiller spécial à partir d'avril 2014, qui a conduit à revoir à la baisse les prévisions de dépenses au titre du personnel, des voyages et de l'organisation des réunions; b) une sous-utilisation des crédits prévus au titre des dépenses communes de personnel pour les fonctionnaires recrutés sur le plan international; c) une sous-utilisation des crédits prévus au titre des communications et des installations et infrastructures.

40. Les ressources demandées au titre de 2015 pour financer les activités du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre s'élèvent à 3 183 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Ce montant permettrait de couvrir les traitements et dépenses communes de personnel correspondant aux 19 postes existants (1 poste de Secrétaire général adjoint pour une période de 224 jours sur la base d'un contrat cadre, 1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 3 postes d'agent du Service mobile, 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes), 5 postes d'agent local) (2 383 600 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (799 700 dollars) – à savoir les dépenses afférentes aux consultants (176 200 dollars), aux voyages (219 100 dollars), aux installations et infrastructures (83 200 dollars), aux transports terrestres (46 500 dollars), aux communications (75 400 dollars), à l'informatique (24 500 dollars) et aux fournitures, services et matériel divers (174 800 dollars).

41. Aucun changement n'est proposé pour 2015 quant au nombre et au classement des postes affectés au Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre.

42. Le montant des ressources demandées au titre de 2015 est en diminution de 205 100 dollars par rapport à celui des crédits ouverts pour 2014, ce qui tient essentiellement à la diminution des dépenses opérationnelles, principalement imputable aux facteurs suivants : a) diminution des frais de voyage du nouveau Conseiller spécial, qui est basé à Genève, à la différence de son prédécesseur; b) diminution du montant des ressources demandées au titre du matériel de lutte contre les incendies, des services de nettoyage et de la consommation d'électricité.

### **Ressources extrabudgétaires**

43. Il n'a pas été alloué de ressources extrabudgétaires au Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre en 2014 et il n'en sera pas non plus alloué en 2015.

## **C. Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide**

*(2 171 000 dollars)*

### **Historique, mandat et objectif**

44. Comme suite à la résolution 1366 (2001), dans laquelle le Conseil de sécurité l'invitait à lui communiquer des informations et des analyses provenant d'organismes des Nations Unies concernant les cas de violations graves du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits de l'homme, le Secrétaire général a indiqué au Président du Conseil, dans une lettre datée du 12 juillet 2004 (S/2004/567), qu'il avait décidé de nommer un conseiller spécial pour la prévention du génocide. Dans sa réponse du 13 juillet 2004 (S/2004/568), le Président du Conseil a fait savoir au Secrétaire général que le Conseil avait pris note de son intention.

45. Aux termes du mandat que lui a confié le Secrétaire général, le Conseiller spécial est chargé :

a) De recueillir toutes les informations, notamment au sein du système des Nations Unies, concernant des violations graves et massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire, fondées sur l'origine ethnique et la race et qui, si rien n'est fait pour les prévenir ou les faire cesser, comportent un risque de génocide;

b) De faire office de mécanisme d'alerte rapide pour le Secrétaire général, et par son intermédiaire, pour le Conseil de sécurité, en portant à leur attention toute situation présentant un risque de génocide;

c) De formuler des recommandations au Conseil de sécurité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, sur les mesures visant à prévenir ou à faire cesser tout génocide;

d) D'assurer les relations avec le système des Nations Unies sur les activités de prévention des génocides et s'efforcer d'améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'analyser et de gérer toute information relative à des crimes de génocide ou infractions connexes.

46. L'action du Conseiller spécial, outre l'échange de lettres, est essentiellement dictée par les dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, par le corpus juridique général du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit pénal international, ainsi que par les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme, notamment le Document final du Sommet mondial de 2005.

47. S'agissant de la responsabilité de protéger, on se souviendra qu'aux termes des paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005, il incombe

à la fois aux États Membres et à la communauté internationale de protéger les populations par la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, y compris l'incitation à les commettre. Les chefs d'État et de gouvernement qui ont participé au Sommet se sont notamment engagés à aider l'ONU à mettre en place un dispositif d'alerte rapide. Ils ont également demandé à l'Assemblée générale de poursuivre l'examen de la responsabilité de protéger. L'Assemblée générale a adopté le Document final dans sa résolution 60/1, et le Conseil de sécurité a réaffirmé les dispositions des paragraphes 138 et 139 du Document final au paragraphe 4 de sa résolution 1674 (2006), qu'il a rappelé au deuxième alinéa du préambule de sa résolution 1706 (2006). En insérant le paragraphe 140, par lequel ils expriment leur appui sans réserve à la mission du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, dans la partie du Document final consacrée à la responsabilité de protéger, les dirigeants politiques ont souligné le lien étroit qui existe entre ces deux mandats.

48. Le 31 août 2007, dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2007/721), le Secrétaire général a exprimé son intention de nommer un conseiller spécial pour la responsabilité de protéger. Dans sa réponse datée du 7 décembre 2007 (S/2007/722), le Président du Conseil a informé le Secrétaire général que le Conseil prenait note de sa décision. Le 12 juillet 2013, le Secrétaire général a nommé une nouvelle Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger.

49. Pour favoriser l'instauration d'un dialogue avec et entre les États Membres et pour définir une stratégie tenant compte des dispositions des paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005, le Secrétaire général a publié, en janvier 2009, un rapport sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger (A/63/677). À l'annexe de ce rapport, il a annoncé son intention de créer un bureau commun pour le Conseiller spécial pour la prévention du génocide et le Conseiller spécial pour la responsabilité de protéger, compte tenu de la similarité et de la complémentarité de leurs activités. L'Assemblée générale a examiné le rapport du Secrétaire général en juillet 2009 et a adopté, par consensus, sa première résolution sur la responsabilité de protéger (résolution 63/308), dans laquelle elle a réaffirmé son intention de continuer d'examiner cette question. Dans le rapport sur l'alerte rapide, l'évaluation et la responsabilité de protéger (A/64/864) qu'il a présenté à l'Assemblée en juillet 2010, le Secrétaire général a de nouveau proposé d'officialiser la collaboration entre le Conseiller spécial pour la prévention du génocide et le Conseiller spécial pour la responsabilité de protéger. L'Assemblée a examiné ses propositions relatives à l'effectif et aux ressources du Bureau en décembre 2010 (voir A/65/328/Add.1 et Corr.1 et Corr.2). Le 16 avril 2014, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2150 (2014) sur le maintien de la paix et de la sécurité et sur la prévention du génocide, dans laquelle il a réaffirmé les paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005 et rappelé le rôle important joué par les conseillers spéciaux du Secrétaire général pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger, qui accomplissent notamment une mission d'alerte rapide pour prévenir toutes situations susceptibles de déboucher sur un génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou un nettoyage ethnique.

50. Le mandat confié au Conseiller spécial pour la prévention du génocide fait de lui un élément moteur au sein du système des Nations Unies, et plus largement de la communauté internationale, chargé de faire mieux comprendre les causes et la dynamique des actes de génocide, de sonner l'alarme lorsqu'un génocide risque de

se produire dans un pays ou une région donnés, et de formuler des recommandations visant à le prévenir ou à y mettre un terme.

51. Le Conseiller spécial pour la responsabilité de protéger est chargé d'éclairer sur toutes les dimensions (conceptuelle, institutionnelle et opérationnelle) de ce principe et de poursuivre la concertation engagée avec les États Membres et les autres parties prenantes quant à sa traduction sur le plan pratique. Il s'emploie également, en coopération avec le Conseiller spécial pour la prévention du génocide, à transposer sur le plan opérationnel le caractère distinct mais complémentaire de leurs missions respectives, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

### **Coopération avec d'autres entités**

52. Les conseillers spéciaux agissent en étroite collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, à savoir le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le HCDH, le Bureau des affaires juridiques, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants, le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PNUD et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ils contribuent aux travaux des principaux dispositifs et instances des Nations Unies, notamment à ceux du Comité des politiques créé par le Secrétaire général, ainsi qu'aux réunions de ses Conseillers principaux et de l'équipe dirigeante, ou encore du Comité exécutif pour la paix et la sécurité. Les conseillers spéciaux et le personnel du Bureau contribuent également aux travaux de divers équipes spéciales intégrées et groupes de travail, notamment ceux qui sont dirigés par le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix, ou encore l'équipe spéciale sur la prévention des conflits du groupe de travail sur les transitions, qui élabore des stratégies intégrées de prévention des conflits et des atrocités et détermine les moyens politiques et techniques nécessaires à la mise en œuvre de ces stratégies. En 2014, le Bureau a également continué d'apporter son appui au plan d'action « Les droits avant tout », qui a pour but d'améliorer la réponse des Nations Unies aux situations qui donnent lieu, ou sont susceptibles de donner lieu, à de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

53. Sur leur demande, le Conseiller spécial pour la prévention du génocide communique aux organes intergouvernementaux des informations touchant des questions qui relèvent de son mandat, notamment en ce qui concerne la situation dans tel ou tel pays.

### **Résultats obtenus**

54. En 2014, le Bureau du Conseiller spécial a continué d'affiner la méthode d'alerte rapide retenue pour porter à l'attention du Secrétaire général et, par son intermédiaire, à celle du Conseil de sécurité, les situations laissant présager un génocide, des crimes de guerre, un nettoyage ethnique ou des crimes contre l'humanité [voir S/2004/567, annexe, par. b)]. Il a, à cette fin, mis la dernière main

au cadre d'analyse grâce auquel les personnels des Nations Unies, les États Membres et la société civile pourront évaluer, dans une situation donnée, le risque que ces crimes soient commis. Défini en consultation avec les partenaires des Nations Unies et des spécialistes universitaires, ce cadre se fonde sur les instruments internationaux et la jurisprudence en la matière. Il a été mis à profit en 2014 pour aider les organismes des Nations Unies, les États Membres et les organisations régionales à mieux repérer les situations critiques, et à mettre en place ou perfectionner des dispositifs d'alerte précoce destinés à les prévenir.

55. Les conseillers spéciaux et le personnel du Bureau ont continué de mener des activités de communication et de sensibilisation afin de mieux faire connaître les causes et les phénomènes précurseurs des actes de génocide et autres atrocités apparentées ainsi que les mesures susceptibles de les prévenir, et de mieux faire comprendre et appliquer le principe de la responsabilité de protéger. Ces activités sont exposées sur le site Web du Bureau. Les conseillers spéciaux se sont également employés à faire mieux connaître leur mandat et leurs activités, et ils ont, à cette fin, contacté les médias et participé à de nombreux forums de la société civile et du monde universitaire.

56. Comme le veut son mandat, le Bureau a poursuivi l'exécution du programme de formation destiné à renforcer les capacités de l'ONU en matière d'analyse et de gestion des données sur les génocides et crimes apparentés. Les personnels des Nations Unies, les États Membres, les organisations régionales et les acteurs de la société civile sont de plus en plus nombreux à solliciter cette formation spécialisée, qui permet de mieux déceler les facteurs de risques afin de prendre les mesures de prévention qui s'imposent. C'est ainsi qu'en 2014, des activités de formation – séminaires, stages pratiques et assistance technique – ont été menées en Belgique, au Costa Rica, aux États-Unis d'Amérique, en Finlande, au Mexique, en Suisse, en Thaïlande et en Turquie. Il est prévu d'en exécuter sept autres dans des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient. Il est à noter que plusieurs de ces activités ont été organisées en collaboration avec des organismes des Nations Unies – dont le PNUD, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – et des acteurs de la société civile.

57. Le Conseiller spécial pour la prévention du génocide a, à la demande du Conseil de sécurité, informé ce dernier, à plusieurs reprises en 2014, de la situation en République centrafricaine et au Soudan du Sud. Les conseillers spéciaux ont par ailleurs présenté au Secrétaire général, au cours des cinq premiers mois de 2014, quatre notes d'information sur des situations données, accompagnées de recommandations adressées aux organismes des Nations Unies concernant les mesures de prévention à prendre. Ils ont de plus fait des déclarations ou donné des conférences de presse sur la situation dans certains pays et entamé des consultations avec les États Membres au sujet de mesures de prévention.

58. Privilégiant l'action régionale, les conseillers spéciaux ont continué d'étoffer les partenariats opérationnels avec les organisations régionales et sous-régionales en vue de mieux prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Ils ont également aidé ces dernières, au moyen de stages de formation ainsi que par la prestation d'une assistance technique, à mettre en place ou renforcer des dispositifs régionaux de prévention. Ces activités ont permis :

a) d'intensifier la coopération dans des domaines relevant de la compétence des

deux conseillers spéciaux; b) de mieux faire comprendre les causes et la dynamique des actes de génocide et atrocités apparentées et les mesures à prendre pour les prévenir; c) de consolider partant les moyens de prévention, de protection et d'intervention.

59. En ce qui concerne plus particulièrement la coopération avec les institutions régionales et sous-régionales du continent africain, il est à noter que, depuis sa création en 2010, le Bureau a apporté son concours au Comité régional pour la prévention et la répression du crime de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et de toute forme de discrimination, qui relève de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. À la réunion que le Comité a tenue à Brazzaville, en mai 2011, les 11 États membres de la Conférence ont prié le Bureau de leur prêter un appui technique pour étoffer, aux niveaux sous-régional et national, les moyens d'alerte rapide en vue de prévenir ces atrocités, et ils se sont engagés à créer à cet effet des comités nationaux. En 2012 et 2013, le Bureau a dispensé une formation et une assistance technique au Comité régional et aux comités nationaux du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Soudan du Sud et de la Zambie, en vue de la mise en place de dispositifs d'alerte rapide et de stratégies de prévention du génocide et des crimes apparentés. Le Bureau a de plus contribué à l'organisation d'activités de prévention adaptées aux particularités nationales, dont des forums pour la paix visant favoriser le dialogue entre les communautés et les confessions. En 2014, il a continué d'aider les comités nationaux en place à se consolider et à mener leurs activités, et il a contribué à la création du comité national de la République centrafricaine et à celle du comité de la République démocratique du Congo. Il prévoit d'apporter son concours à la création d'au moins un autre comité national en 2014.

60. La collaboration avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est poursuivie et, en 2014, les conseillers spéciaux ont établi des relations avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Ils se sont de plus attachés à intensifier les échanges avec les autres partenaires régionaux et sous-régionaux, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

61. Pour ce qui est de la région Asie-Pacifique, il est à noter que le Conseiller spécial pour la prévention du génocide tient, depuis 2010, des consultations annuelles avec l'ASEAN et certains de ses États membres. En 2014, le Bureau a noué le dialogue avec des parlementaires de pays membres de l'ASEAN pour les sensibiliser à leur rôle en matière de prévention du génocide, des crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité en Asie du Sud-Est.

62. En ce qui concerne l'Europe, les conseillers spéciaux ont poursuivi leur collaboration avec l'Union européenne et les États qui en sont membres ainsi qu'avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour ce qui touche l'action préventive et la consolidation des dispositifs de prévention nationaux et régionaux. S'agissant de l'Union européenne, ils ont notamment eu des échanges avec le Conseil et le Parlement européens ainsi qu'avec le Service européen pour l'action extérieure. Ils ont poursuivi les discussions avec le Service européen pour l'action extérieure concernant les dispositifs d'alerte rapide et l'évaluation de certaines situations jugées critiques. S'agissant de l'OSCE, le Haut-Commissariat pour les minorités nationales et le Centre de prévention des conflits

demeurent leurs principaux interlocuteurs. Le Bureau examine la possibilité d'engager des contacts avec le Bureau des instances démocratiques et des droits de l'homme. Il a de plus tissé des liens avec le Conseil de l'Europe.

63. Pour ce qui est de l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, le Bureau a poursuivi sa collaboration avec l'Organisation des États américains en vue d'étoffer le dispositif régional de prévention du génocide et des atrocités apparentées, faisant fond sur les consultations tenues les trois années précédentes. Les conseillers spéciaux ont également continué à soutenir les initiatives nationales engagées à la suite de la création, en 2012, du Réseau latino-américain pour la prévention du génocide et des atrocités massives, qui compte 18 États membres. Depuis la création du Réseau, ils ont prêté leur concours à la tenue de stages pratiques consacrés aux dispositifs institutionnels, outils et méthodes de prévention de ces atrocités au niveau national. Des activités de ce type se sont déroulées en Argentine et en Uruguay en 2012, au Paraguay en 2013, ainsi qu'au Costa Rica, au Mexique et de nouveau au Paraguay en 2014. Le Bureau a par ailleurs facilité des débats régionaux, certains des collaborateurs des conseillers spéciaux ayant animé à cette fin des stages de formation. Ainsi, en juin 2014, une formation a été dispensée en marge d'une réunion de l'ensemble des membres du Réseau en Argentine. Toutes ces activités se sont déroulées en coopération avec l'Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation, organisation non gouvernementale qui assure le secrétariat du Réseau. Le Bureau envisage d'organiser d'autres activités de formation dans la région, sur la demande des États Membres, notamment afin d'aider à mettre en place des dispositifs nationaux de prévention d'actes de génocide et d'atrocités apparentées. Il entend également nouer le dialogue avec l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

64. Les conseillers spéciaux ont continué d'inciter les États à désigner des interlocuteurs nationaux en matière de prévention du génocide et de responsabilité de protéger, et ils ont, en mars 2014, apporté leur concours à la première réunion du réseau Action mondiale contre les atrocités criminelles, qui regroupe ces interlocuteurs. Ont pris part à cette réunion, tenue au Costa Rica, les représentants de 52 États Membres, ainsi que des organisations régionales et des organisations non gouvernementales internationales.

65. Les aspects politiques, théoriques et opérationnels de la responsabilité de protéger ont continué d'être affinés, l'Assemblée générale ayant décidé, en 2005, de poursuivre l'examen de ce principe. Les deux conseillers spéciaux ont poursuivi leurs consultations avec les États Membres, tant au Siège que dans les pays, ainsi que leur dialogue avec les organisations régionales et sous-régionales et les représentants de la société civile en vue de donner corps à ce principe et de réfléchir aux moyens de concrétiser l'engagement que tous les chefs d'État et de gouvernement ont pris, en 2005, de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, y compris l'incitation à commettre ces atrocités. La Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger a supervisé la rédaction du sixième rapport que le Secrétaire général a présenté sur cette question en juillet 2014 (A/68/947-S/2014/449). Pour ce faire, elle a tenu des consultations avec les États Membres, ainsi qu'avec les organisations régionales et les représentants de la société civile de par le monde. Le rapport du Secrétaire général faisait ressortir les moyens dont divers acteurs internationaux disposent pour aider les États qui le souhaitent à s'acquitter de leur obligation de

protéger. La Conseillère spéciale a également supervisé les préparatifs du cinquième débat interactif et informel que l'Assemblée générale devait tenir le 8 septembre 2014, consacré à la responsabilité de protéger.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

66. Les conseillers spéciaux continueront de prêter avis au Secrétaire général quant aux situations qui présentent un risque de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique ou de crimes contre l'humanité, et de recommander des mesures préventives que pourraient prendre les organismes des Nations Unies. Ils poursuivront leurs échanges avec les États Membres ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales en vue de favoriser la coopération et la concertation et d'étoffer les capacités de façon à prévenir tout génocide, crime de guerre, nettoyage ethnique et crime contre l'humanité, ainsi que de cerner les pratiques optimales retenues par les pays qui ont su éviter ces crimes, notamment en réprimant l'incitation à les commettre. Ils poursuivront donc leur action, en l'axant, comme auparavant, sur les cinq aspects suivants : a) sensibilisation; b) collecte et analyse de l'information; c) mise en évidence de situations critiques; d) exposition des situations préoccupantes et recommandations y relatives; e) renforcement des capacités en matière de prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.

#### *Sensibilisation*

67. Pour empêcher tout génocide, crime de guerre, nettoyage ethnique ou crime contre l'humanité, le Bureau doit continuer d'aider les organismes des Nations Unies, les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales et la société civile à agir ensemble. Œuvrer à une meilleure appréhension des causes et de la dynamique de ces atrocités, ainsi que des mesures susceptibles de les prévenir, fait en soi partie de la prévention. Le Bureau aidera l'Assemblée générale à poursuivre son examen de la question de la responsabilité de protéger, et, à cet effet, notamment, il apportera son concours au Secrétaire général pour l'établissement des rapports annuels qui portent sur les divers aspects de la mise en pratique de ce concept, et pour l'organisation, chaque année, d'un débat informel et interactif sur ce thème. Il organisera également, en coopération avec les organismes des Nations Unies, les États Membres, les organisations régionales et la société civile, des conférences, séminaires et exposés sur les divers aspects de la prévention du génocide et des atrocités apparentées, ainsi que sur la notion de responsabilité de protéger. Ces manifestations sont l'occasion de consulter les principaux intéressés et d'intensifier l'échange d'informations avec les principaux acteurs.

68. Le Bureau diffusera, notamment sur son site Web, les travaux de recherche et publications ayant trait à divers aspects de la prévention du génocide et la responsabilité de protéger qu'il aura élaborés en collaboration avec des organismes des Nations Unies ainsi qu'avec des établissements universitaires et des instituts de recherche.

#### *Collecte d'informations*

69. Les conseillers spéciaux continueront de recueillir des informations sur les situations qui risquent de devenir critiques, où que ce soit dans le monde, aux niveaux national et régional, et à analyser les divers aspects thématiques. Ils tireront parti des renseignements relatifs à la situation politique et humanitaire ainsi qu'aux droits de l'homme et au développement, en particulier ceux recueillis par les



organismes des Nations Unies. Le Bureau accordera une attention particulière aux facteurs structurels et à leur dynamique : présence de groupes ethniques, nationaux, religieux ou raciaux divers et relations entre eux, qualité de la gouvernance, respect ou non des droits de l'homme, changements ayant des répercussions sur certains groupes de population, événements qui risquent de déclencher des violences (élections, troubles sociaux, changements de gouvernement extraconstitutionnels, etc.) et autres signes d'incitation à la violence et à la haine fondés sur des considérations d'ordre national, racial ou religieux.

*Mise en évidence de situations critiques*

70. Les conseillers spéciaux continueront de se pencher sur les situations susceptibles d'entraîner des risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité et, pour ce faire, ils examineront de près toutes les informations utiles, en particulier celles recueillies par les organismes des Nations Unies, et ils tiendront des consultations avec les départements et bureaux du Secrétariat, les fonds et programmes des Nations Unies, les États Membres concernés et les organisations régionales, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales, des établissements universitaires et des experts indépendants. Le Bureau poursuivra ses travaux de recherche et prêterà des conseils fondés sur le cadre d'analyse qu'il a mis au point (voir A/63/677, annexe, et A/64/864). Si nécessaire, et en concertation avec les autorités nationales et régionales concernées, les conseillers spéciaux continueront de se rendre dans un pays donné afin d'y rencontrer de hauts responsables, des représentants d'organisations régionales, l'équipe de pays des Nations Unies ou d'autres acteurs, selon qu'il convient.

*Exposition de situations critiques et recommandations y relatives*

71. Conformément à la pratique et aux procédures établies par le Secrétaire général (voir A/64/864), le Bureau rendra compte des situations critiques à ce dernier ainsi qu'à d'autres hauts fonctionnaires de l'Organisation et il fera des recommandations sur les dispositions à prendre pour éliminer tout risque de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité. Les conseillers spéciaux pourront à cet effet préconiser des mesures au titre de la Charte des Nations Unies que les États, mais aussi les organisations internationales et, d'une manière générale, la communauté internationale, seront invités à mettre en œuvre pour s'acquitter de leurs responsabilités. Il s'agit là de mesures économiques et sociales, politiques et diplomatiques, constitutionnelles et juridiques, ainsi que de mesures relatives au secteur de la sécurité.

72. S'il faut prendre d'urgence des mesures de prévention ou de protection, les conseillers spéciaux pourront, à la demande du Secrétaire général, réunir les secrétaires généraux adjoints concernés afin qu'ils examinent les solutions envisageables, solutions qu'ils présenteront au Secrétaire général, lequel, s'il le juge bon, en saisira le Comité des politiques. Le Bureau pourra également faire part de ses préoccupations au Conseil de sécurité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, à l'Assemblée générale ou à d'autres organes intergouvernementaux, et formuler des recommandations y relatives, surtout lorsque des mesures préventives s'imposent ou lorsqu'une situation requiert l'attention de l'un au moins de ces organes. Il informera également les instances intergouvernementales et interorganisations dont il est membre. Sachant que les activités de prévention et de protection sont particulièrement fructueuses lorsque l'État concerné consent à agir rapidement et que la communauté internationale s'accorde sur les problèmes et l'action à mener pour les régler, les conseillers spéciaux mèneront des activités de sensibilisation

destinées à favoriser l'instauration d'un climat politique propice à la prévention et à la protection, par des échanges constructifs. Ces activités pourront être entreprises sur le plan bilatéral ou multilatéral, à titre confidentiel ou non.

*Renforcement des capacités en matière de prévention du génocide*

73. Les conseillers spéciaux poursuivront leurs consultations étendues pour cerner les situations critiques et combler les lacunes des politiques et directives en vigueur concernant la prévention du génocide et la mise en pratique du principe de responsabilité de protéger. La Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger continuera de prêter conseil sur les moyens d'intégrer ce principe aux travaux de l'Organisation.

74. Le Bureau continuera, partout dans le monde, d'étendre le champ de ses activités de formation et de renforcement des capacités, qui ont pour objet d'étoffer les moyens dont dispose l'ONU en matière d'analyse des risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité; il continuera aussi d'apporter son concours au renforcement des capacités nationales et régionales pour pouvoir faire face à des situations à risque et prévenir ces atrocités. Il communiquera également les résultats d'études menées sur des questions thématiques en rapport avec sa mission. Enfin, il continuera d'engager toutes les entités des Nations Unies compétentes à aider les États Membres à recenser et étoffer les moyens dont ils disposent pour prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

75. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats du Bureau sont indiqués au tableau 8 ci-après.

Tableau 8

**Objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Progresser dans l'action menée aux niveaux national, régional et international pour protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, et contre l'incitation à les commettre

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Renforcement des capacités des organismes des Nations Unies, des États Membres et des organisations régionales et sous-régionales pour ce qui est de cerner et de prévenir ou d'atténuer les risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité, grâce à la formation et à l'assistance technique dispensées par les conseillers spéciaux	<p>a) i) Nombre de responsables de l'ONU, des États Membres, des organisations régionales et sous-régionales et de la société civile qui ont suivi une formation dispensée par le Bureau en matière d'analyse et de gestion de l'information concernant le génocide et les crimes apparentés, et de mesures à prendre pour les prévenir ou en atténuer le risque</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : 428  2014 (estimation) : 350  2015 (objectif) : 350</p> <p>ii) Nombre d'États Membres ou d'organisations régionales ou sous-régionales qui ont reçu une assistance technique du Bureau et prennent des mesures pour mettre en place, au niveau national et</p>

régional, des dispositifs et mesures de prévention de crimes d'atrocités, y compris des dispositifs d'alerte rapide

*Mesure des résultats*

2013 : 6

2014 (estimation) : 8

2015 (objectif) : 8

b) Sensibilisation accrue aux causes et à la dynamique du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et aux mesures qui pourraient être prises pour prévenir ces crimes ou en atténuer le risque, y compris pour ce qui est du principe de responsabilité de protéger

b) Nombre d'États Membres ou d'organisations régionales qui ont sollicité ou facilité une mission des conseillers spéciaux concernant la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et la responsabilité de protéger

*Mesure des résultats*

2013 : 20

2014 (estimation) : 16

2015 (objectif) : 15

c) Renforcement de la capacité de tous les organismes des Nations Unies pour ce qui est de prévenir ou d'atténuer les risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité, grâce à des conseils pertinents donnés par le Bureau au moment voulu, à son analyse correcte des risques de génocide et des crimes apparentés dans une situation donnée et à ses recommandations concernant des mesures préventives

c) Nombre de sources d'information fiables et conséquentes, principalement au sein du système des Nations Unies, dont les apports sont recueillis et analysés quotidiennement par le Bureau, afin qu'il puisse alerter le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies chaque fois que surgit une situation présentant des risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique ou de crimes contre l'humanité

*Mesure des résultats*

2013 : 175

2014 (estimation) : 200

2015 (objectif) : 225

*Produits*

- Dispositif d'alerte rapide reposant sur la collecte, la gestion et l'analyse systématiques de renseignements provenant essentiellement des organismes des Nations Unies, concernant toute situation de par le monde, et pertinents au regard de la prévention du génocide, de crimes de guerre, du nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité
- Rapports hebdomadaires et mensuels aux organismes des Nations Unies concernant l'évolution de situations présentant des risques où que ce soit dans le monde
- Rapports, exposés ou notes d'information destinés au Secrétaire général renfermant des recommandations sur les stratégies ou les solutions politiques susceptibles d'aider les organismes des Nations Unies à faire face aux situations présentant des risques de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de nettoyage ethnique (12)
- Rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la mise en pratique de la responsabilité de protéger (1)
- Débat interactif et informel organisé en marge de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, celle-ci ayant décidé de rester saisie de la question de la responsabilité de protéger

- Ateliers de formation, séminaires et assistance technique visant à étoffer les moyens dont disposent l'ONU et les États Membres pour analyser les risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité et pour prendre des mesures préventives; et élaboration de supports de formation, et mise en place d'une équipe de formateurs spécialisés (12)
- Échanges avec les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales, dans le cadre de missions consultatives, de consultations et de stages pratiques de haut niveau, en vue d'améliorer la prévention du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité et de mieux lutter contre l'incitation à les commettre (15)
- Missions de sensibilisation menées dans les pays ou les régions où les services des conseillers spéciaux sont jugés particulièrement utiles pour la prévention avancée des risques de génocide, de crimes de guerre, de nettoyage ethnique et de crimes contre l'humanité (8)
- Élaboration et diffusion de publications et travaux de recherche sur divers aspects, insuffisamment étudiés, de la prévention du génocide et la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité (6)

### Facteurs externes

76. Les objectifs devraient être réalisés à condition que les États Membres, notamment au sein du Conseil de sécurité, soient décidés à poursuivre leur collaboration avec les conseillers spéciaux en vue de promouvoir la prévention du génocide et mettre en pratique la responsabilité de protéger, que les États Membres sur le territoire desquels se produisent des événements graves soient disposés à collaborer avec les conseillers spéciaux, et que les États Membres ainsi que les organisations régionales, sous-régionales et autres participent activement au renforcement des moyens de prévention et prennent les mesures qui s'imposent pour prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 9

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	1 690,9	1 448,0	242,9	1 449,2	1 206,3		(241,7)
Dépenses opérationnelles	744,7	725,8	18,9	721,8	702,9		(22,9)
<b>Total</b>	<b>2 435,6</b>	<b>2 173,8</b>	<b>261,8</b>	<b>2 171,0</b>	<b>1 909,2</b>		<b>(264,6)</b>

<sup>a</sup> Compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2014.

Tableau 10  
Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international	Adminis- trateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total	
Effectif approuvé pour 2014	1	1 <sup>a</sup>	—	—	1	3	2	—	8	—	2	10	—	—	—	10	
Effectif proposé pour 2015	1	1 <sup>a</sup>	—	—	1	3	2	—	8	—	2	10	—	—	—	10	
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

<sup>a</sup> Le Sous-Secrétaire général est engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique d'un dollar par an.

77. Le solde inutilisé attendu pour 2014 s'explique essentiellement par le coût moindre que prévu des prestations auxquelles les titulaires des postes peuvent prétendre.

78. Les prévisions de dépenses pour 2015 au titre du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide se montent à 2 171 000 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Le montant demandé servira à financer les traitements et dépenses communes de personnel en vue du maintien des 10 postes approuvés [1 SGA, 1 SSG (engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique d'un dollar par an), 1 P-5, 3 P-4, 2 P-3 et 2 G(AC)] (1 449 200 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (721 800 dollars) prévues au titre des consultants (91 500 dollars), des voyages autorisés (365 200 dollars), des installations et infrastructures (168 100 dollars), des transports terrestres (3 600 dollars), des transmissions (23 400 dollars), des services informatiques (11 000 dollars) et des fournitures, services et matériel divers (59 000 dollars).

79. Pour 2015, aucun changement n'est prévu par rapport à l'effectif approuvé pour le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide.

80. La variation entre le montant des crédits ouverts pour 2014 et les dépenses prévues pour 2015 est imputable essentiellement au fait que les dépenses de personnel relatives aux titulaires des postes ont été calculées en fonction des prestations auxquelles ils ont droit et non des coûts standard.

### Ressources extrabudgétaires

81. Les ressources extrabudgétaires dont le Bureau dispose pour 2014 (785 000 dollars) financent un poste d'administrateur adjoint chargé des relations extérieures (P-2) et un poste de spécialiste des questions politiques (adjoint de 1<sup>re</sup> classe) chargés d'exécuter le programme de renforcement des capacités et de formation, ainsi que des visites de pays et des stages pratiques de haut niveau destinés à favoriser la concertation avec les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales, et les consultations entreprises en vue de la rédaction du rapport sur la responsabilité de protéger que le Secrétaire général est tenu de présenter en 2014.

82. Pour 2015, le montant estimatif des dépenses financées à l'aide de ressources extrabudgétaires s'établit à quelque 780 000 dollars. Il devrait essentiellement servir à assurer le maintien de deux postes de temporaire (2 P-2), ainsi que l'exécution du programme de renforcement des capacités et de formation et la rédaction du rapport sur la responsabilité de protéger que le Secrétaire général doit présenter en 2015. Les contributions volontaires reçues se montent à 230 000 dollars et le Bureau sollicite auprès des bailleurs de fonds des ressources supplémentaires se chiffrant à environ 550 000 dollars en vue de financer adéquatement les activités devant se dérouler en 2015.

## **D. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental**

*(586 800 dollars)*

### **Historique, mandat et objectif**

83. Le 6 janvier 2009, le Secrétaire général a désigné M. Christopher Ross pour être son Envoyé personnel pour le Sahara occidental (voir S/2009/19) et il a indiqué au Conseil de sécurité que M. Ross travaillerait avec les parties, le Maroc et le Front populaire pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front Polisario) et les pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie, sur la base de la résolution 1813 (2008) et des résolutions précédentes du Conseil, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

84. Comme dans ses résolutions précédentes, le Conseil de sécurité a, dans sa résolution 2152 (2014), demandé aux parties et aux États voisins de coopérer davantage avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres et de s'impliquer plus résolument pour mettre fin à l'impasse actuelle et aller de l'avant vers une solution politique. Il a également demandé aux parties de poursuivre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, en tenant compte des efforts réalisés depuis 2006 et des faits nouveaux survenus depuis lors, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Soucieux de faire évoluer la situation, l'Envoyé personnel du Secrétaire général a, en 2014, engagé une nouvelle stratégie reposant sur le va-et-vient diplomatique. Comme convenu avec les parties et les États voisins en 2013, cette nouvelle approche se fonde sur des discussions bilatérales confidentielles avec les autorités ainsi qu'avec les interlocuteurs de la société civile de sorte à élaborer les différents éléments d'un compromis acceptable par toutes les parties.

### **Coopération avec d'autres entités**

85. L'Envoyé personnel rend compte au Secrétaire général de ses constatations et recommandations par l'intermédiaire du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix prêtent tous deux appui à l'Envoyé personnel, tant au Siège que par l'intermédiaire de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). À cet effet, notamment, ils le tiennent périodiquement informé de l'évolution de la situation politique dans la région et de la situation sur le terrain, lui font part de leurs analyses politiques et lui prêtent conseil. La MINURSO transmet à l'Envoyé personnel des informations

diffusées dans les médias et des messages chiffrés concernant les faits nouveaux intervenus sur le territoire du Sahara occidental et dans les camps de Tindouf. Par ailleurs, la Mission apporte, à titre gracieux, son concours aux voyages de l'Envoyé personnel dans la zone d'opérations au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés. L'Envoyé personnel contribue, au moyen d'éléments de texte sur les négociations politiques, à l'établissement, par le Département des opérations de maintien de la paix, du rapport du Secrétaire général sur le Sahara occidental.

86. Sous la direction de l'Envoyé personnel, l'équipe de médiation travaille en coopération étroite avec le HCR en vue de promouvoir et consolider les mesures de confiance, notamment pour ce qui est des visites familiales et des colloques sur la culture sahraouie.

### **Résultats obtenus**

87. Du 18 au 30 janvier 2014, l'Envoyé personnel s'est rendu dans la région pour engager concrètement la stratégie reposant sur le va-et-vient diplomatique. Il a, à cette occasion, présenté plusieurs questions aux parties pour qu'elles clarifient certains points et précisent leurs positions respectives, et pour déterminer si elles étaient disposées à faire preuve de souplesse. L'Envoyé personnel s'est entretenu avec les groupes de travail nouvellement constitués par le Maroc et le Front Polisario, et il a posé des questions précises à chaque partie, à titre confidentiel, en vue de faire avancer la situation en 2014. Il est retourné dans la région du 27 février au 7 mars 2014 pour s'entretenir avec les groupes de travail et recueillir les réponses aux questions posées lors des consultations de janvier 2014. Il a de plus poursuivi ses entretiens avec les responsables algériens et mauritaniens afin de déterminer le meilleur moyen pour ces pays de participer à la recherche d'un règlement. Il a, en octobre 2013 puis en avril 2014, informé le Conseil de sécurité de l'évolution de la situation et reçu un large appui de la part de ce dernier. Il est prévu qu'il s'adresse de nouveau au Conseil en octobre 2014 pour lui faire part de son analyse préliminaire des avancées obtenues.

88. Parallèlement au va-et-vient diplomatique, l'Envoyé personnel a entamé une nouvelle série de négociations avec les représentants du Groupe des Amis du Sahara occidental, à l'occasion desquelles il a sollicité de ses interlocuteurs la poursuite de leur appui à la stratégie reposant sur le va-et-vient diplomatique, insistant sur la nécessité pour les parties d'envisager à la fois une solution politique de fond, mutuellement acceptable, et les moyens d'exercer l'autodétermination. Il a également demandé aux membres du Groupe de se joindre à lui pour bien faire comprendre aux parties qu'elles devaient faire preuve de souplesse dans la recherche d'un compromis. Tous ses interlocuteurs se sont ralliés à la nouvelle stratégie.

89. Les membres du Groupe ont fait part à l'Envoyé personnel de leur inquiétude unanime face à l'aggravation de l'instabilité et de l'insécurité que la persistance du conflit au Mali risquait d'entraîner dans l'ensemble de la région, ainsi que de leur vif désir de voir les parties engager de réelles négociations et les pays voisins intensifier leur aide.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

90. En 2015, l'Envoyé personnel entend poursuivre son va-et-vient diplomatique entre le Gouvernement marocain et les dirigeants du Front Polisario en vue de trouver une solution politique à la question du Sahara occidental.

91. L'Envoyé personnel continuera de tenir des consultations avec les États Membres concernés, tant à New York que dans leurs capitales. Ces consultations seront axées sur le va-et-vient diplomatique, qui vise à approfondir les discussions avec les parties pour parvenir à un compromis mutuellement acceptable. Une fois que celles-ci auront adéquatement manifesté leur volonté de s'engager dans des discussions sérieuses, les séances de négociation se tiendront sans intermédiaire. L'Envoyé personnel prévoit également de se rendre à Genève pour discuter de l'aspect humanitaire du conflit avec les organismes compétents.

92. Les travaux de l'Envoyé personnel arriveront à leur conclusion lorsque les parties seront parvenues à une solution politique mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

93. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats de l'Envoyé personnel sont indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau 11

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**


---

**Objectif :** Parvenir à un règlement global de la question du Sahara occidental

---

**Réalisations escomptées****Indicateurs de succès**

Progrès réalisés vers un règlement global de la question du Sahara occidental

i) Rapprochement entre les parties sur les principales questions de fond

*Mesure des résultats*

Augmentation du nombre de consultations menées dans la région entre l'Envoyé personnel, les parties et les États voisins

2013 : 2

2014 (estimation) : 2

2015 (objectif) : 3

ii) Participation plus active de la communauté internationale

*Mesure des résultats*

Augmentation du nombre de consultations avec le Groupe des Amis et de réunions d'information à son intention

2013 : 6

2014 (estimation) : 8

2015 (objectif) : 10

iii) Mise en œuvre intensifiée des mesures de confiance

*Mesure des résultats*

Réunions d'examen du plan d'action concernant les mesures de confiance



2013 : 1  
 2014 (estimation) : 1  
 2015 (objectif) : 2

### Produits

- Poursuite du dialogue de haut niveau entre les parties et les États voisins
- Négociations informelles entre les parties (2)
- Consultations politiques tenues dans la région avec les parties et les États voisins (3)
- Consultations politiques tenues au Siège avec les parties et les États voisins (12)
- Rapports et exposés présentés au Conseil de sécurité (2)
- Consultations avec le Groupe des Amis et la communauté internationale et réunions d'information à leur intention (10)
- Tournée des capitales des pays membres du Groupe des Amis (2)
- Réunions avec le HCR en vue d'examiner et d'appuyer les mesures de confiance (2)
- Augmentation du nombre de visites familiales par voie aérienne et de colloques sur la culture organisés par le HCR (2 colloques)
- Séminaires intersahraouis organisés par le HCR (3)

### Facteurs externes

94. Les missions de bons offices du Secrétaire général, menées dans une large mesure par l'intermédiaire de son Envoyé personnel, devraient atteindre leur objectif, à condition que les deux parties aient la volonté et la détermination de parvenir à un règlement politique et que les États voisins et la communauté internationale apportent leur appui aux efforts du Secrétaire général et de son Envoyé personnel.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 12

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	350,2	327,3	22,9	348,1	325,2	—	(2,1)
Dépenses opérationnelles	307,4	245,2	62,2	238,7	176,5	—	(68,7)
<b>Total</b>	<b>657,6</b>	<b>572,5</b>	<b>85,1</b>	<b>586,8</b>	<b>501,7</b>	<b>—</b>	<b>(70,8)</b>

<sup>a</sup> Compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2014.

Tableau 13  
Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Total (personnel internation- al)	Personnel recruté sur le plan national		Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux		Adminis- trateurs	Agents locaux		
Effectif approuvé pour 2014	1 <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	2	—	—	—	2
Effectif proposé pour 2015	1 <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	1	—	2	—	—	2	—	—	—	2
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>a</sup> Le Secrétaire général adjoint est engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

95. Le solde inutilisé attendu pour 2014 s'explique essentiellement par : a) la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de médiation, qui suppose une diminution au titre des voyages autorisés, des voyages de consultants ainsi que des services de conférence et d'interprétation; b) le coût moindre que prévu des prestations auxquelles les titulaires des postes peuvent prétendre; c) des frais de voyages aériens inférieurs aux prévisions.

96. Les dépenses à prévoir en 2015 au titre des activités de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental s'élèvent à 586 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Ce montant devrait servir à financer les traitements et dépenses communes de personnel afférentes au maintien des deux postes du Bureau [1 SGA (pour un engagement de 224 jours en vertu d'un contrat-cadre) et 1 P-3 (spécialiste des affaires politiques)] (348 100 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (238 700 dollars) prévues au titre des services de consultants (49 100 dollars), des voyages autorisés (137 000 dollars), des installations et infrastructures (16 200 dollars), des transmissions (3 100 dollars), de l'informatique (2 300 dollars) et des fournitures, services et matériel divers (31 000 dollars).

97. Aucun changement n'est proposé quant au nombre et au rang des postes du Bureau de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental.

98. La diminution des ressources demandées pour 2015 par rapport au crédit ouvert pour 2014 s'explique essentiellement par : a) la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de médiation, qui suppose une diminution au titre des voyages autorisés, des voyages de consultants ainsi que des services de conférence et d'interprétation; b) des frais de voyages aériens inférieurs.

#### Ressources extrabudgétaires

99. Aucun montant n'a été alloué en 2014 ni n'est prévu pour 2015 au titre des fonds extrabudgétaires pour cette mission politique spéciale.

## **E. Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité**

*(654 300 dollars)*

### **Historique, mandat et objectif**

100. Le 14 décembre 2004, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait décidé de désigner M. Terje Roed-Larsen comme son Envoyé spécial pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, de manière à lui permettre de faire rapport au Conseil, tous les six mois, sur l'application de ladite résolution, comme il y avait été convié par le Conseil dans la déclaration de son président en date du 19 octobre 2004 (S/PRST/2004/36). Dans l'exercice de son mandat, l'Envoyé spécial tient des consultations avec le Gouvernement libanais et d'autres États intéressés en vue d'aider le Secrétaire général à établir, à l'intention du Conseil, des rapports semestriels sur l'application de la résolution.

101. Le 17 mai 2006, comme suite au troisième rapport semestriel du Secrétaire général (S/2006/248), le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1680 (2006), dans laquelle il a demandé à nouveau que soient intégralement appliquées toutes les prescriptions de la résolution 1559 (2004), encouragé vivement le Gouvernement syrien à donner suite à la demande faite par le Gouvernement libanais, conformément aux accords issus du dialogue national libanais, de délimiter leur frontière commune, surtout dans les secteurs où celle-ci est incertaine ou contestée, et d'établir des relations diplomatiques complètes et une représentation en bonne et due forme, notant que ce serait un pas important dans le sens de la consécration de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Liban, ainsi que de l'amélioration des relations entre les deux pays, et que cela contribuerait ainsi à la stabilité de la région, et engagé l'une et l'autre partie à s'efforcer d'y parvenir en poursuivant le dialogue bilatéral.

102. Le 11 août 2006, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1701 (2006), dans laquelle il a souligné qu'il importait que le Gouvernement libanais étende son autorité à l'ensemble du territoire libanais, conformément aux dispositions des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) et aux dispositions pertinentes des Accords de Taëf, prié le Secrétaire général de mettre au point, en liaison avec les acteurs internationaux clefs et les parties intéressées, des propositions pour mettre en œuvre les dispositions pertinentes des Accords de Taëf et des résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006), notamment celles relatives au désarmement et à la délimitation des frontières internationales du Liban, et prié aussi le Secrétaire général de lui rendre compte à intervalles réguliers de l'application de la résolution 1701 (2006).

103. Le processus devant aboutir à l'application intégrale de la résolution 1559 (2004) est long et difficile. Depuis l'adoption de la résolution, le 2 septembre 2004, nombre de ses dispositions ont toutefois été appliquées. La République arabe syrienne a retiré ses troupes et ses moyens militaires du Liban en avril 2005, conformément à l'accord conclu avec l'ONU en mars 2005. Une élection présidentielle libre et régulière s'est tenue en 2008, et des élections législatives libres et régulières ont eu lieu en 2005 et 2009. Malgré l'ajournement des élections législatives prévues en juin 2013, le calendrier électoral reste inchangé pour les élections législatives et présidentielle à venir, prévues pour 2014. En octobre 2008, le Liban et la République arabe syrienne ont rétabli des relations diplomatiques complètes.

104. Malgré ces progrès importants, qui laissent entrevoir l'application intégrale de la résolution, la disposition relative à la dissolution et au désarmement de toutes les milices libanaises et non libanaises n'a toujours pas été appliquée. Entre septembre 2008 et novembre 2010, les dirigeants libanais ont engagé un dialogue national dont le principal objectif était d'élaborer une stratégie de défense qui réglerait la question des armes échappant au contrôle de l'État. Le 31 mars 2014, après la formation, le 15 février 2014, d'un nouveau gouvernement dirigé par le Premier Ministre M. Tammam Salam, le Président, M. Sleiman, a décidé la reprise du dialogue national. De nombreux partis politiques libanais ont pris part à cette reprise, mais plusieurs groupes, parmi lesquels le Hezbollah et les forces armées libanaises, n'y ont pas participé. Le Président a de nouveau convoqué une nouvelle session de dialogue le 5 mai 2014.

105. Dans sa résolution 1680 (2006), le Conseil de sécurité a vivement encouragé le Gouvernement syrien à donner suite à la demande faite par le Gouvernement libanais de délimiter leur frontière commune. La délimitation et la démarcation des frontières du Liban sont essentielles pour garantir l'intégrité territoriale du pays, conformément à la résolution 1559 (2004). Or, au cours de la période examinée, il n'y a eu aucun échange ni contact entre le Liban et la République arabe syrienne sur la délimitation de leur frontière commune. En outre, depuis le début du conflit syrien, on a enregistré une multiplication des incidents de part et d'autre de la frontière entre les deux pays, d'où un accroissement du risque d'escalade. L'évolution de la situation sur le terrain montre qu'en dépit du caractère bilatéral de la question de la délimitation des frontières et de la politique de dissociation adoptée par le Liban par rapport au conflit syrien, les deux États doivent impérativement progresser sur cette question, comme le prescrit la résolution 1680 (2006) du Conseil de sécurité, qui, elle-même, découle de la résolution 1559 (2004).

106. Faisant fond sur sept déclarations consécutives à la presse, faites les 19 novembre 2013 (SC/11180), 27 décembre 2013 (SC/11232), 2 janvier 2014 (SC/11239), 16 janvier 2014 (SC/11249), 21 janvier 2014 (SC/11256), 1<sup>er</sup> février 2014 (SC/11269) et 19 février 2014 (SC/11287), le Conseil de sécurité a invité tous les Libanais à protéger l'unité nationale face aux atteintes à la stabilité du pays et souligné qu'il importait que toutes les parties respectent la politique libanaise de dissociation et se tiennent à l'écart de la crise syrienne, comme elles s'y étaient engagées dans la Déclaration de Baabda.

#### **Coopération avec d'autres entités**

107. L'Envoyé spécial collabore étroitement avec le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, qui l'informe régulièrement de l'évolution de la situation politique au Liban. De plus, le Coordonnateur spécial, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le PNUD et le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient fournissent un appui logistique à l'Envoyé spécial à l'occasion de ses déplacements au Moyen-Orient.

#### **Résultats obtenus**

108. L'Envoyé spécial entretient des contacts réguliers avec ses homologues libanais, régionaux et internationaux, mais la mise en œuvre des dispositions non encore appliquées de la résolution 1559 (2004) n'a pas avancé, notamment du fait

de l'instabilité régionale et de la fragilité du climat politique. L'enlèvement du processus de mise en œuvre pourrait affaiblir les dispositions déjà appliquées et compromettre l'application de celles qui doivent encore l'être. Le Secrétaire général continuera de faire tout son possible pour favoriser de nouveaux progrès, dans l'intérêt supérieur de la paix et de la stabilité régionales.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

109. Les dispositions de la résolution 1559 (2004) qui n'ont pas encore été appliquées sont les plus difficiles à mettre en œuvre et les plus délicates; ce sont celles qui concernent la dissolution et le désarmement des milices libanaises et non libanaises, l'extension du contrôle exercé par le Gouvernement libanais à l'ensemble du territoire et le strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance politique du Liban. Les préparatifs en vue de nouvelles élections parlementaires et présidentielle devraient se poursuivre conformément au calendrier électoral. Compte tenu de la persistance des troubles dans la région, le Secrétaire général entend, en 2015, continuer de s'employer à inciter les parties concernées à faire de nouveaux progrès en vue de l'application intégrale de la résolution 1559 (2004), dans l'intérêt de la stabilité dans la région.

110. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats du Bureau de l'Envoyé spécial sont indiqués dans le tableau 14 ci-après.

Tableau 14

### **Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Appliquer intégralement la résolution 1559 (2004) et toutes les décisions que le Conseil de sécurité a adoptées ultérieurement sur la question

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Promotion du strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance politique du Liban sous l'autorité unique et exclusive du Gouvernement libanais s'exerçant sur l'ensemble du territoire libanais	<p>a) i) Absence de violations des espaces terrestre, aérien et maritime</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : plusieurs violations enregistrées  2014 (estimation) : plusieurs violations enregistrées  2015 (objectif) : aucune violation</p> <p>ii) Nombre de contacts avec les parties concernées afin de réduire le nombre de violations et de les éliminer totalement</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : 31  2014 (estimation) : 33  2015 (objectif) : 34</p> <p>iii) Facilitation de l'extension de l'autorité du Gouvernement libanais à l'ensemble du territoire libanais, notamment le long de ses frontières</p>

*Mesure des résultats*

Nombre de contacts avec les parties intéressées

2013 : 31

2014 (estimation) : 33

2015 (objectif) : 34

iv) Retrait de toutes les forces étrangères du Liban

*Mesure des résultats*

2013 : retrait incomplet

2014 (estimation) : retrait incomplet

2015 (objectif) : retrait complet

b) Promotion du désarmement et de la dissolution de toutes les milices libanaises et non libanaises

b) i) Accession accrue du Gouvernement libanais au droit à l'exercice exclusif de l'emploi de la force dans tout le territoire

*Mesure des résultats*

Nombre de contacts avec les parties intéressées

2013 : 31

2014 (estimation) : 33

2015 (objectif) : 34

ii) Appui fourni par l'Envoyé spécial pour faire en sorte qu'aucune personne ni aucun groupe autre que les forces armées officielles ne porte d'armes, eu égard aux réunions périodiques tenues dans le cadre du dialogue national

*Mesure des résultats*

Nombre de contacts avec les parties intéressées

2013 : 31

2014 (estimation) : 33

2015 (objectif) : 34

iii) Appui fourni par l'Envoyé spécial en vue de la dissolution et du désarmement de toutes les milices libanaises et non libanaises opérant au Liban, compte tenu de l'organisation du dialogue national, et appui aux décisions prises antérieurement dans le cadre du dialogue national en ce qui concerne les armes détenues par des Palestiniens à l'intérieur et à l'extérieur des camps

*Mesure des résultats*

Nombre de contacts avec les parties intéressées

2013 : 31

2014 (estimation) : 33

2015 (objectif) : 34

c) Promotion d'une action plus résolue menée par tous les États Membres pour qu'il soit donné suite aux dispositions non encore appliquées de la résolution 1680 (2006) du Conseil de sécurité

c) Promotion par l'Envoyé spécial de l'intensification de l'action visant à donner suite aux dispositions non encore appliquées de la résolution 1680 (2006) du Conseil de sécurité, compte tenu des importants progrès déjà accomplis

*Mesure des résultats*

Nombre de contacts avec les parties intéressées

2013 : 31

2014 (estimation) : 33

2015 (objectif) : 34

*Produits*

- Réunions régulières de l'Envoyé spécial avec des représentants du Gouvernement libanais et d'autres gouvernements intéressés pour faire avancer l'application de la résolution 1559 (2004) (34)
- Réunions de l'Envoyé spécial avec le Gouvernement libanais pour faire avancer le dialogue national sur la dissolution et le désarmement des milices libanaises (34)
- Réunions de l'Envoyé spécial avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)/l'Autorité palestinienne et missions de bons offices entre l'OLP et le Gouvernement libanais pour faciliter le dialogue entre l'OLP/l'Autorité palestinienne et le Gouvernement libanais au sujet de la dissolution et du désarmement des milices palestiniennes (10)
- Missions de bons offices et consultations avec tous les gouvernements étrangers qui peuvent amener les milices libanaises et non libanaises opérant au Liban à aider par des moyens pacifiques à l'application des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité (30)
- Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité (2)

**Facteurs externes**

111. La mission de l'Envoyé spécial devrait atteindre son objectif si les conditions suivantes sont réunies : a) la stabilité politique et la sécurité règnent au Liban; b) il n'y a pas de reprise des hostilités dans la région ni dans le pays; c) les parties concernées font preuve de la volonté politique voulue; d) la volonté politique des États Membres a une influence positive sur les parties concernées; et e) il n'y a pas de tensions entre le Liban et ses voisins.

**Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 15

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	283,6	281,5	2,1	278,6	276,5	–	(5,0)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Dépenses opérationnelles	440,0	298,5	141,5	375,7	234,2	—	(64,3)
<b>Total</b>	<b>723,6</b>	<b>580,0</b>	<b>143,6</b>	<b>654,3</b>	<b>510,7</b>	<b>—</b>	<b>(69,3)</b>

<sup>a</sup> Compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2014.

Tableau 16  
Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international)	Adminis- trateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total
Effectif approuvé pour 2014	1 <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	1	—	2	—	1	3	—	—	—	3
Effectif proposé pour 2015	1 <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	1	—	2	—	1	3	—	—	—	3
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

<sup>a</sup> Le Secrétaire général adjoint est engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

112. Le solde inutilisé attendu pour 2014 s'explique essentiellement par la diminution des ressources demandées au titre des voyages autorisés (le poste de spécialiste des questions politiques étant demeuré vacant pendant trois mois) et par des frais de voyages aériens inférieurs aux prévisions. Les dépenses au titre des transmissions devraient également diminuer compte tenu d'une utilisation inférieure aux prévisions et des dépenses effectivement enregistrées pour 2014.

113. Les dépenses à prévoir en 2015 au titre des activités de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité s'élèvent à 654 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Le montant demandé servira à financer les traitements et dépenses communes de personnel en vue du maintien des trois postes approuvés [1 SGA (engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an), 1 P-4 et 1 G(AC)] (278 600 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (375 700 dollars) prévues au titre des voyages autorisés (299 500 dollars), des installations et infrastructures (51 600 dollars), des transports terrestres (3 000 dollars), des transmissions (13 600 dollars), de l'informatique (4 000 dollars) et des fournitures, services et matériel divers (4 000 dollars).

114. Pour 2015, aucun changement n'est prévu par rapport à l'effectif approuvé pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité.



115. La diminution des ressources demandées pour 2015 par rapport au crédit ouvert pour 2014 s'explique essentiellement par la diminution des ressources demandées au titre des voyages autorisés et des transmissions compte tenu des dépenses engagées en 2014.

#### **Ressources extrabudgétaires**

116. Il n'a pas été alloué de ressources extrabudgétaires à cette mission politique spéciale en 2014 et il n'en sera pas non plus en 2015.

### **F. Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève**

(2 042 600 dollars)

#### **Historique, mandat et objectif**

117. Le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie n'ayant pas été reconduit en juin 2009, l'ONU a continué d'apporter un appui aux discussions internationales de Genève sur la sécurité et la stabilité et sur le retour des déplacés et des réfugiés, qui, à la suite des hostilités du mois d'août 2008, avaient débuté à Genève le 15 octobre 2008 par l'entremise de la présidence française de l'Union européenne, conformément à l'accord en six points du 12 août 2008 et aux mesures d'application du 8 septembre 2008 (voir S/2009/254, par. 5). Dans sa résolution 1866 (2009), le Conseil de sécurité s'est félicité du début des discussions et a prié le Secrétaire général de continuer à appuyer pleinement ce processus par l'entremise de son Représentant spécial. Ces discussions, qui jusqu'ici ont comporté 28 cycles, dont le dernier s'est tenu le 18 juin 2014, sont coprésidées par l'Union européenne, l'OSCE et l'ONU.

118. À la suite de l'approbation à Genève, le 18 février 2009, des propositions concernant des mécanismes conjoints de prévention des incidents et d'intervention, le Secrétaire général a adressé, le 28 septembre 2009, une lettre au Président du Conseil de sécurité, informant les membres du Conseil des progrès accomplis dans les discussions internationales de Genève et de l'organisation d'une réunion sous les auspices de l'ONU à Gali dans le cadre du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention (voir S/2009/254, par. 5 et 6). Il a également indiqué qu'à la suite de consultations avec les acteurs concernés, l'ONU avait décidé de continuer à participer aux discussions internationales de Genève et au Mécanisme conjoint et avait désigné à cette fin un petit nombre de fonctionnaires chargés de lui faciliter la tâche et de coopérer avec les acteurs compétents. Ces fonctionnaires seraient basés à Genève et passeraient autant de temps que nécessaire sur le terrain pour s'acquitter de ces fonctions. Le Secrétaire général a adressé, le 29 septembre 2009, une lettre à ce sujet au Ministre géorgien des affaires étrangères qui y a répondu le 28 octobre 2009. Des vues ont été échangées et des contacts pris à ce propos, sans préjudice des positions respectives des participants aux discussions qui se poursuivaient à Genève.

119. Dans une lettre datée du 28 décembre 2009 adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a noté que, compte tenu de l'importance des discussions internationales de Genève et du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention, qui contribuent à stabiliser la situation et à instaurer un climat de confiance, et de la vaste mobilisation, notamment des principales parties

prenantes, en faveur du maintien d'une présence effective de l'ONU au-delà du 31 décembre 2009, l'Organisation continuerait de participer aux discussions internationales de Genève et aux travaux du Mécanisme conjoint. Dans une lettre adressée au Président du Conseil le 25 février 2010 (S/2010/103), le Secrétaire général a fait part, après consultations, de son intention de nommer Antti Turunen (Finlande) Représentant de l'Organisation des Nations Unies aux discussions internationales de Genève et auprès du Mécanisme conjoint. Par une lettre datée du 2 mai 2011 (S/2011/279), le Président du Conseil de sécurité a informé le Secrétaire général que les membres du Conseil avaient pris note de son intention et des informations contenues dans sa lettre du 25 février 2010.

120. Le Représentant de l'ONU et son équipe ont pour tâche de préparer, en consultation avec les coprésidents, les séances des discussions internationales de Genève. Ils sont également chargés de préparer, d'organiser et de faciliter les réunions périodiques du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention. À cette fin, l'équipe tient une permanence téléphonique pour permettre aux parties de communiquer et d'échanger des informations en temps voulu sur toute question présentant un intérêt commun.

121. Le Représentant de l'ONU et son équipe conserveront un bureau à l'Office des Nations Unies à Genève, moyennant remboursement. Les membres de l'équipe se rendront régulièrement sur le terrain pour s'entretenir avec les acteurs concernés avant et après les discussions tenues dans le cadre du Mécanisme conjoint. L'équipe continuera de partager des locaux avec le PNUD et le HCR et de bénéficier de leurs services d'appui logistique.

### **Perspectives**

122. Le Représentant de l'ONU devrait continuer à exercer ses fonctions tant que l'ONU participera aux discussions internationales de Genève et aux mécanismes conjoints de prévention des incidents et d'intervention. Les principaux partenaires demeurent favorables aux discussions tenues à Genève et aux mécanismes conjoints, ainsi qu'à la poursuite de la participation de l'ONU. Le rôle de l'ONU sera réexaminé en fonction de l'évolution des discussions internationales de Genève ou des mécanismes conjoints, et des vues des principales parties prenantes.

### **Coopération avec d'autres entités**

123. Le Représentant de l'ONU et son équipe entretiendront des contacts avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, tels que le Bureau du Coordonnateur résident, le HCR, le PNUD et d'autres acteurs, en particulier pour assurer la coordination de la participation et de la contribution de l'ONU aux discussions internationales de Genève et au Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention.

### **Résultats obtenus**

124. En étroite coopération avec ses partenaires aux discussions internationales de Genève (Union européenne et OSCE), la mission a organisé un cycle des discussions de Genève en mars 2014 et un autre en juin 2014. Tous les participants ont indiqué leur volonté de continuer à participer aux discussions et devraient participer à deux autres séances, en octobre et en décembre 2014.

125. Le 18 juin 2014, le Représentant de l'ONU a coprésidé le vingt-huitième cycle des discussions internationales de Genève. Malgré la complexité des questions examinées, l'ONU et les autres coprésidents (l'Union européenne et l'OSCE) ont réussi à mobiliser encore tous les participants qui ont réaffirmé leur volonté de participer aux discussions de Genève. Des « séances d'information » spéciales ont été organisées en marge des débats officiels et, à une occasion, dans le cadre du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention, à Gali. Facilitées par l'ONU, l'Union européenne et l'OSCE, elles ont enrichi les débats officiels. Deux autres cycles de discussions sont prévus en 2014. La dernière (35<sup>e</sup>) réunion du Mécanisme conjoint s'est tenue le 23 mars 2012. Après cette date, les réunions prévues n'ont pas eu lieu. Depuis la suspension du mécanisme, le Représentant de l'ONU s'est employé à faire en sorte que les participants surmontent leurs divergences de vues, mais malgré ses efforts, les réunions du Mécanisme conjoint n'ont toujours pas repris. Tant que ces réunions n'auront pas repris, le Représentant de l'ONU et son équipe continueront à jouer le rôle d'intermédiaire sur le terrain et à engager un dialogue bilatéral avec toutes les parties prenantes afin de garder ouvertes les voies de communication et d'entretenir les efforts de prévention des incidents.

126. Les réunions prévues dans le cadre du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention ont continué d'être suspendues, et il n'y en a pas eu entre janvier et mai 2014. La mission continue de dialoguer avec les principales parties prenantes afin de : a) maintenir les voies de communication ouvertes; b) participer à la prévention des incidents; et c) traiter les incidents signalés et trouver une solution mutuellement acceptable en vue de la reprise des réunions du Mécanisme conjoint. Malgré l'intensification du dialogue sur le terrain entre la mission et toutes les parties prenantes qui a permis de réduire le nombre d'incidents, la reprise des réunions du Mécanisme conjoint de Gali demeure une priorité. Tant que les participants ne se seront pas entendus sur la reprise des réunions dans le cadre du Mécanisme conjoint, la mission continuera de s'employer à améliorer la coopération entre les principales parties prenantes en vue de prévenir des incidents sur le terrain et d'y faire face.

#### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

127. Il est prévu que les discussions de Genève continueront d'être organisées régulièrement et que les réunions du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention reprendront, aussi l'appui fonctionnel et technique de l'ONU sera-t-il nécessaire. Ces deux cadres demeurent essentiels pour traiter les problèmes présentant un intérêt pour toutes les parties concernées. La situation sur le terrain devrait continuer de justifier que la communauté internationale intervienne pour prévenir l'instabilité et faciliter des contacts réguliers et l'échange d'informations entre les parties.

128. En 2015, les réunions organisées dans le cadre des discussions de Genève devraient se poursuivre au même rythme, soit une fois tous les deux mois et demi ou trois mois en moyenne. Dans l'optique de ces réunions, le Représentant de l'ONU sera amené à participer à des visites préparatoires des coprésidents des discussions de Genève (Union européenne, OSCE et ONU). Les réunions devraient aussi reprendre dans le cadre du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention, et ce, à la même fréquence, soit une fois toutes les quatre semaines en moyenne, le Représentant spécial pouvant convoquer à bref délai des réunions

d'urgence. Le Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève se tient prêt à contribuer à la prévention ou à l'éclaircissement de tout incident préoccupant se produisant dans la zone relevant de sa compétence en offrant ses bons offices aux participants au Mécanisme conjoint.

129. L'exécution de ces activités suppose que des fonctionnaires recrutés sur le plan international secondent le Représentant de l'ONU, entretiennent des contacts avec tous les acteurs concernés et gèrent les tâches quotidiennes liées aux discussions de Genève et au Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention. Ces fonctionnaires seront officiellement en poste à Genève et se rendront régulièrement sur le terrain pour préparer et animer les discussions de Genève et les réunions du Mécanisme conjoint et s'entretenir avec les acteurs concernés.

130. Le Représentant de l'ONU et son équipe traiteront avec les autres acteurs des Nations Unies, tels que le Coordonnateur résident en Géorgie, le PNUD, le HCR et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, pour adopter une position concertée sur les questions humanitaires abordées lors des discussions internationales de Genève et dans le cadre du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention. Le Représentant de l'ONU et son équipe entretiendront également des contacts étroits avec l'Union européenne et sa mission de surveillance et avec l'OSCE.

131. Les objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et la mesure des résultats de la mission sont indiqués ci-après.

Tableau 17

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Promouvoir l'entente et la concertation entre les principaux partenaires des discussions internationales de Genève et du Mécanisme conjoint de prévention des incidents et d'intervention

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Progrès dans l'examen des principales questions inscrites à l'ordre du jour du Groupe de travail I (sur la sécurité et la stabilité) et du Groupe de travail II (sur les questions humanitaires) des discussions internationales de Genève	<p>a) Poursuite de la participation des parties aux discussions de Genève dans les groupes de travail I et II</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>Nombre de séances tenues dans le cadre des discussions de Genève</p> <p>2013 : 4</p> <p>2014 (estimation) : 4</p> <p>2015 (objectif) : 4</p>

*Produits*

- Consultations entre le Représentant de l'ONU et les participants aux discussions de Genève (10)
- Visites conjointes des coprésidents des discussions de Genève dans le cadre des préparatifs des séances (5)
- Établissement de notes libres thématiques par les coprésidents (2)

- Organisation, à l'intention des participants aux discussions de Genève, de séances d'information sur des questions inscrites à l'ordre du jour (4)
- Établissement du communiqué de presse des coprésidents publié après chaque cycle des discussions de Genève (4)
- Tenue d'une conférence de presse après chaque cycle des discussions de Genève (4)
- Établissement de rapports sur les consultations des coprésidents et les progrès des discussions de Genève (4)
- Publication périodique de comptes rendus immédiats (4)

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
b) Resserrement des liens de coopération entre les participants du Mécanisme conjoint, le but étant de prévenir les incidents sur le terrain et d'y faire face	b) i) Nombre de réunions conduites dans le cadre du Mécanisme conjoint <i>Mesure des résultats</i> 2013 : 0 2014 (estimation) : 4 2015 (objectif) : 12  ii) Nombre d'incidents traités dans le cadre du Mécanisme conjoint ou par l'entremise de l'équipe du Représentant de l'ONU sur le terrain <i>Mesure des résultats</i> 2013 : 25 2014 (estimation) : 25 2015 (objectif) : 20

#### Produits

- Établissement de l'ordre du jour des réunions du Mécanisme conjoint à partir des propositions formulées par les participants (12)
- Établissement des communiqués de presse (12) et des comptes rendus (12) du Président publiés à l'issue de chaque réunion du Mécanisme conjoint
- Établissement de notes internes à verser au dossier concernant chaque réunion du Mécanisme conjoint (12)
- Organisation de réunions d'information avec les représentants de la communauté internationale et du corps diplomatique sur le terrain (12)
- Utilisation régulière de la permanence téléphonique (au moins 5 appels passés par semaine pour échanger des informations)
- Rapports hebdomadaires sur la sécurité (52)

#### Facteurs externes

132. L'objectif visé sera atteint si les conditions suivantes sont réunies : a) les parties aux discussions de Genève et au Mécanisme conjoint continuent de participer aux réunions tenues dans ce cadre; et b) les parties aux réunions tenues

dans le cadre des discussions internationales de Genève et du Mécanisme conjoint remettent en temps voulu la totalité des documents attendus d'elles.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 18

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation 2014-2015
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	1 458,1	1 418,0	40,1	1 454,6	1 414,5	—	(3,5)
Dépenses opérationnelles	735,0	689,7	45,3	588,0	542,7	—	(147,0)
<b>Total</b>	<b>2 193,1</b>	<b>2 107,7</b>	<b>85,4</b>	<b>2 042,6</b>	<b>1 957,2</b>	<b>—</b>	<b>(150,5)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits en 2014.

Tableau 19

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel interna- tional)	Adminis- trateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total
Effectif approuvé pour 2014	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	1	7	–	–	–	7
Effectif proposé pour 2015	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	1	7	–	–	–	7
Variation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

133. Le solde inutilisé prévu en 2014 s'explique essentiellement par ce qui suit : a) les dépenses effectives de personnel sont inférieures aux prévisions et le taux de vacance de postes moyen est supérieur aux prévisions; et b) les dépenses effectives liées aux voyages et à la location des bureaux sont moins élevées que prévu.

134. Les ressources proposées pour le Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève pour 2015, d'un montant de 2 042 600 dollars (déduction faite des contributions du personnel), couvriront les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant au maintien des 7 postes temporaires [1 SSG, 1 P-5, 2 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC)] (1 454 600 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (588 000 dollars), à savoir les voyages (337 500 dollars), les installations et infrastructures (66 300 dollars), les transports terrestres (36 400

dollars), les communications (39 700 dollars), l'informatique (22 800 dollars) et les fournitures, services et matériel divers (85 300 dollars).

135. Le nombre et la classe des postes temporaires proposés pour 2015 pour le Bureau du Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève sont inchangés.

136. La variation de 150 500 dollars entre le montant des ressources proposé pour 2015 et le montant des crédits ouverts pour 2014 s'explique essentiellement par : a) la réduction des crédits demandés au titre des voyages, compte tenu de la structure des dépenses de ces dernières années; et b) la réduction des crédits demandés au titre de la location des locaux à Genève.

#### **Ressources extrabudgétaires**

137. Il n'a pas été alloué de ressources extrabudgétaires à cette mission politique spéciale en 2014 et il n'en sera pas non plus alloué en 2015.

### **G. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Syrie**

*(11 871 100 dollars)*

#### **Historique, mandat et objectif**

138. Le Conseil de sécurité a publié le 3 août 2011 une déclaration du Président (S/PRST/2011/16) dans laquelle il s'est déclaré gravement préoccupé par la détérioration de la situation en République arabe syrienne et a souligné que la seule solution pour sortir de la crise consistait pour la Syrie à mener un processus politique sans exclusive. Le 16 février 2012, dans sa résolution 66/253, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies d'apporter leur concours aux efforts de la Ligue des États arabes par des missions de bons offices visant à promouvoir le règlement pacifique de la crise syrienne, y compris en nommant un envoyé spécial, et par une assistance technique et matérielle, en consultation avec la Ligue.

139. Le 23 février 2012, les Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes ont nommé leur Envoyé spécial conjoint, Kofi Annan, qui avait pour mission de coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes et la communauté internationale afin de faire cesser la violence et la crise humanitaire et de faciliter l'obtention d'un règlement politique pacifique et sans exclusive, dirigé par les Syriens, qui réponde aux aspirations démocratiques de la population, par l'ouverture d'un véritable dialogue politique entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes.

140. Le 21 mars 2012, dans une déclaration de son président (S/PRST/2012/6), le Conseil de sécurité a souscrit à un plan en six points. Conformément à ce plan, le Gouvernement de la République arabe syrienne et les forces armées de l'opposition ont dans une grande mesure observé l'arrêt de la violence au 12 avril 2012. La violence a fortement diminué dans l'ensemble du pays pendant environ cinq semaines. Par sa résolution 2042 (2012), le Conseil de sécurité a autorisé la mise en place d'une mission préparatoire comprenant jusqu'à 30 observateurs militaires non armés qui assureraient la liaison avec les parties et commenceraient à rendre compte des progrès accomplis sur la voie de la cessation de la violence armée sous toutes

ses formes par toutes les parties. Dans sa résolution 2043 (2012) du 21 avril 2012, le Conseil a décidé de créer, pour une période initiale de 90 jours, la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne (MISNUS).

141. Le 30 juin 2012, lors d'une réunion tenue à Genève sous les auspices de l'Envoyé spécial conjoint, les ministres des affaires étrangères des pays membres du Groupe d'action pour la Syrie ont adopté un communiqué (S/2012/523) (le Communiqué de Genève) dans lequel ils ont défini : des dispositions et des mesures que devaient prendre les parties pour garantir l'application intégrale du plan en six points et des résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité, notamment un arrêt immédiat de toutes les formes de violence; des lignes directrices et des principes pour une transition politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien; et des actions qu'ils entreprendraient pour atteindre ces objectifs de façon à appuyer les efforts entrepris par l'Envoyé spécial conjoint en vue de faciliter un processus de transition conduit par les Syriens.

142. Le 20 juillet 2012, dans sa résolution 2059 (2012), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MISNUS pour une dernière période de 30 jours et déclaré qu'il ne serait disposé à proroger ce mandat par la suite que si le Secrétaire général indiquait et lui-même confirmait qu'il n'était plus fait usage d'armes lourdes et que le niveau de violence de la part de toutes les parties avait suffisamment diminué pour permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat. Compte tenu de l'aggravation de la violence, le Conseil de sécurité n'a pas renouvelé le mandat de la Mission et celle-ci a cessé ses activités le 19 août 2012.

143. Le 2 août 2012, l'Envoyé spécial conjoint a informé le Secrétaire général de son intention de ne pas renouveler son mandat lorsqu'il prendrait fin, le 31 août 2012. Le 3 août 2012, par sa résolution 66/253 B, l'Assemblée générale a de nouveau lancé un appel en faveur d'une transition politique sans exclusive conduite par les Syriens et menant à l'instauration d'un régime politique démocratique et pluraliste, fondé sur l'égalité des citoyens quelles que soient leur appartenance politique ou ethnique, ou leurs convictions, à la faveur notamment de l'ouverture d'un véritable dialogue politique entre les autorités syriennes et l'ensemble des forces d'opposition syriennes. L'Assemblée a réaffirmé son soutien à la mission de l'Envoyé spécial conjoint, et exigé que toutes les parties syriennes collaborent avec son bureau afin de mettre en œuvre rapidement le plan de transition exposé dans le Communiqué de Genève.

144. Le 17 août 2012, agissant en consultation avec le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, le Secrétaire général de l'ONU a nommé Lakhdar Brahimi aux fonctions de représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie.

145. Alors que la situation se détériorait rapidement en République arabe syrienne, que la catastrophe humanitaire croissante pesait lourdement sur les pays voisins et que le risque de déstabilisation régionale se profilait à l'horizon, le Représentant spécial conjoint a tenu des consultations avec les diverses parties prenantes et entrepris sa première tournée régionale en septembre 2012, au cours de laquelle il s'est rendu à Damas pour s'entretenir avec le Président de la République arabe syrienne.



146. Le 6 décembre 2012, le Représentant spécial conjoint a tenu une réunion avec le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie et le Secrétaire d'État des États-Unis à Dublin. Cette première réunion trilatérale serait suivie de plusieurs autres réunions entre le Représentant spécial conjoint et les représentants de la Fédération de Russie et des États-Unis.

147. Le 7 mai 2013, à Moscou, le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie et le Secrétaire d'État des États-Unis ont demandé l'organisation d'une conférence internationale sur la crise en Syrie avec la participation du Gouvernement de la République arabe syrienne et de l'opposition syrienne, afin de parvenir à un accord sur la mise en œuvre intégrale du Communiqué de Genève.

148. Le 15 mai 2013, l'Assemblée générale a adopté la résolution 67/262, dans laquelle elle a réaffirmé son soutien au Représentant spécial conjoint et exigé de toutes les parties syriennes qu'elles entreprennent avec le Bureau du Représentant spécial de mettre rapidement en œuvre le plan de transition exposé dans le Communiqué de Genève, d'une façon qui garantisse la sécurité de tous dans un climat de stabilité et de calme et qui envisage des étapes claires et irréversibles de la transition obéissant à un calendrier fixe, la création d'un organe de gouvernement transitoire de consensus doté des pleins pouvoirs exécutifs, auquel seraient transférées toutes les fonctions de la présidence et du Gouvernement, y compris celles touchant l'armée, la sécurité et le renseignement, ainsi que la révision de la Constitution sur la base d'un dialogue national ouvert à tous et l'organisation d'élections multipartites libres et régulières dans le cadre de ce nouvel ordre constitutionnel. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général d'apporter aide et concours à la mise en œuvre du plan de transition résultant du Communiqué de Genève et invité les États Membres à apporter un soutien diplomatique agissant dans ce sens. Elle a par ailleurs prié le Secrétaire général, agissant en étroite coordination avec les institutions financières internationales, les organisations régionales et internationales compétentes, y compris la Ligue des États arabes, d'autres acteurs internationaux intéressés et les représentants syriens, d'entamer la planification nécessaire pour accompagner la transition conduite par les Syriens, les moyens nécessaires à cette entreprise devant lui être fournis.

149. Le 27 septembre 2013, le Secrétaire général a tenu une réunion avec le Représentant spécial conjoint et les ministres des affaires étrangères des membres permanents du Conseil de sécurité pour discuter de l'organisation d'une conférence internationale sur la République arabe syrienne. Le même jour, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2118 (2013) dans laquelle il a unanimement souscrit au Communiqué de Genève et demandé qu'une conférence internationale sur la République arabe syrienne soit organisée dans les meilleurs délais aux fins de la mise en œuvre du Communiqué. Il a également engagé toutes les parties syriennes à participer avec sérieux et de manière constructive à la Conférence de Genève sur la Syrie.

150. En novembre 2013, le Représentant spécial conjoint s'est rendu une nouvelle fois dans la région, notamment à Damas, pour tenir des consultations sur la conférence internationale envisagée. Le 25 novembre 2013, comme il avait été recommandé à l'issue de la réunion trilatérale entre le Représentant spécial conjoint et les représentants de la Fédération de Russie et des États-Unis, le Secrétaire général a annoncé que la conférence débiterait le 22 janvier 2014 à Montreux (Suisse) par un débat de haut niveau d'une journée, suivi par des pourparlers entre

Syriens animés par le Représentant spécial conjoint. La première et la deuxième série de pourparlers entre Syriens se sont tenues à Genève du 24 au 31 janvier et du 10 au 15 février 2014, respectivement. À l'issue de la deuxième série de pourparlers, le Représentant spécial conjoint a informé le Secrétaire général qu'à son avis, cela ne servirait à rien d'en organiser une troisième à moins qu'un certain nombre de conditions soient remplies.

151. Le 22 février 2014, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2139 (2014) dans laquelle il a souligné que la situation humanitaire continuerait de se détériorer en l'absence d'une solution politique et s'est félicité à cet égard de la Conférence de Genève sur la Syrie qui s'était ouverte à Montreux le 22 janvier 2014. Il a exigé que toutes les parties œuvrent en faveur de l'application intégrale des dispositions du Communiqué de Genève pour parvenir à organiser une véritable transition politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de décider en toute indépendance et de manière démocratique de son propre avenir.

#### **Coopération avec d'autres entités**

152. Le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions fournissent un appui fonctionnel au Bureau du Représentant spécial conjoint. Dans le cadre de sa mission de bons offices, l'Envoyé spécial conjoint et son bureau continueront de consulter et de collaborer étroitement avec le Département des affaires politiques et, selon que de besoin, les autres départements et les bureaux, organismes, fonds et programmes du système des Nations Unies. Ils continueront aussi à coopérer avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies œuvrant dans la région. Le Bureau de l'Envoyé spécial à Damas continuera de consulter l'équipe de pays des Nations Unies en République arabe syrienne et de coopérer avec elle. En outre, tous les organismes travaillant en République arabe syrienne sont représentés dans l'Équipe spéciale interorganisations pour la crise syrienne, qui assure la coordination et la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies en République arabe syrienne sur le plan politique, humanitaire et des droits de l'homme.

153. Suivant les principes de la stratégie globale d'appui aux missions, le Bureau continuera de mettre à profit les moyens administratifs et logistiques du Centre de services mondial à Brindisi (Italie), de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

154. Dans sa résolution 68/247, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'envisager de faire en sorte que les fonctions correspondant à cinq postes d'agent de sécurité soient englobées dans le mémorandum d'accord avec l'Office des Nations Unies à Genève afin que les services correspondants soient fournis sur la base du remboursement des coûts, et de modifier en conséquence le prochain projet de budget s'il y a lieu. Le Bureau a depuis établi un mémorandum d'accord avec l'Office des Nations Unies à Genève pour la fourniture de services d'appui essentiels, y compris des services de sécurité, sur la base du remboursement des coûts.

155. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de donner, dans son prochain projet de budget, des informations plus détaillées sur les ressources et l'appui fournis par le Bureau du Représentant spécial à la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'ONU en République arabe syrienne (Mission conjointe OIAC-ONU). À cet égard, il convient

de noter que le Bureau a aidé au démarrage de la Mission conjointe en octobre 2013 en prêtant ses véhicules, en assurant la liaison avec les parties concernées et en organisant des réunions d'information sur la situation sur place, mais il n'a pas fourni d'appui à la Mission conjointe en 2014 et il n'est pas prévu qu'il le fasse.

### **Résultats obtenus**

156. De janvier à juin 2014, les activités du Bureau ont consisté à prendre des mesures en vue de mettre fin à la violence et de parvenir à un règlement pacifique du conflit en République arabe syrienne. Le Bureau a organisé, le 22 janvier 2014 à Montreux, la Conférence de Genève sur la Syrie au cours de laquelle les États Membres et les organisations régionales ont engagé les parties syriennes à s'entendre sur un règlement politique qui réponde aux aspirations du peuple syrien et à appliquer intégralement les dispositions du Communiqué de Genève. Après cette conférence, le Représentant spécial conjoint a facilité deux séries de pourparlers entre Syriens à Genève, permettant ainsi aux deux parties d'engager des négociations directes pour la première fois depuis que le conflit avait éclaté. Toujours durant cette période, des consultations ont été tenues avec divers représentants de la société syrienne (Gouvernement, groupes d'opposition et société civile) et avec les gouvernements qui ont un intérêt ou une influence dans le conflit syrien. Toutefois, le processus politique s'est enlisé peu de temps après l'achèvement de la deuxième série de pourparlers en février 2014 et le conflit a continué de s'intensifier. La nomination de Staffan de Mistura comme Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie en juillet 2014 a permis à l'Organisation des Nations Unies de renouveler ses efforts en vue de relancer le processus politique.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

157. Le Représentant spécial conjoint Brahimi s'est démis de ses fonctions, avec effet au 31 mai 2014. Le 10 juillet, le Secrétaire général a annoncé qu'il nommait M. de Mistura son Envoyé spécial pour la Syrie et Ramzy Ezzeldin Ramzy l'Envoyé spécial adjoint.

158. Les fonctions générales de l'Envoyé spécial en 2015 devraient être les suivantes :

a) User de ses bons offices en vue de mettre fin à toutes les violences et violations des droits de l'homme et de faciliter l'obtention, sous la conduite des Syriens, d'un règlement pacifique de la crise. À cette fin, l'Envoyé spécial sera en contact et tiendra des consultations avec tous les interlocuteurs nationaux et internationaux, y compris les États voisins et d'autres pays concernés, les autorités syriennes, les groupes de l'opposition et d'autres organisations clefs de la société civile. Guidé par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et agissant en concertation et coordination étroites avec le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, il donnera au Secrétaire général des avis sur le processus politique en vue d'aider au règlement du conflit en République arabe syrienne;

b) S'employer avec tous les organismes compétents des Nations Unies à appuyer les efforts visant à mettre fin à la violence et à promouvoir un règlement politique. L'Envoyé spécial entretiendra, selon qu'il conviendra, une relation étroite avec le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et d'autres organismes compétents

des Nations Unies, y compris le Coordonnateur des secours d'urgence, et facilitera et appuiera leurs efforts. Il entretiendra également des rapports étroits avec le Comité international de la Croix-Rouge;

c) Rendre compte, selon que de besoin, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes compétents de l'ONU.

159. Les objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et la mesure des résultats de la mission sont indiqués ci-après.

Tableau 20

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Parvenir, par des moyens pacifiques, à un règlement politique de la crise en République arabe syrienne conduit par les Syriens de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, sur la base des principes de l'égalité et de la non-discrimination

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Progrès réalisés sur la voie de l'arrêt de la violence et de l'obtention d'un règlement politique global du conflit	<p>a) Augmentation du nombre d'accords de cessez-le-feu locaux qui mènent à l'arrêt des hostilités entre les parties syriennes et qui sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : 0  2014 (estimation) : 5  2015 (objectif) : 10</p>
b) Engagement, dans un climat exempt de violence, d'un processus politique qui permette d'assurer une transition politique et de répondre concrètement aux aspirations et aux préoccupations légitimes du peuple syrien	<p>b) i) Renforcement de la participation des représentants du Gouvernement de la République arabe syrienne et de l'ensemble des groupes d'opposition syriens à un processus politique crédible et global</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  Nombre de réunions  2013 : non disponible  2014 (estimation) : 30  2015 (objectif) : 60</p> <p>ii) Élaboration d'une feuille de route ou conclusion d'un accord concernant une solution conforme à la volonté et aux aspirations légitimes du peuple syrien, garantissant le plein respect de leurs droits fondamentaux</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : 0  2014 (estimation) : 1  2015 (objectif) : 1</p>

c) Amélioration de la situation des droits de l'homme	<p>c) Augmentation du nombre de consultations tenues avec les parties syriennes en vue de faciliter la libération de détenus et prisonniers associés aux événements qui se produisent depuis mars 2011</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2013 : 30</p> <p>2014 (estimation) : 40</p> <p>2015 (objectif) : 50</p>
d) Amélioration de l'accès des personnes dans le besoin à l'aide humanitaire	<p>d) Augmentation du pourcentage de personnes dans le besoin qui reçoivent l'aide humanitaire internationale</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>(Pourcentage de personnes dans le besoin recevant une aide alimentaire)</p> <p>2013 : 71 %</p> <p>2014 (estimation) : 100 %</p> <p>2015 (objectif) : 100 %</p>

#### *Produits*

- Missions de bons offices et organisation de consultations avec toutes les parties concernées aux niveaux national, régional et international, l'objectif étant de trouver un règlement politique à la crise syrienne
- Appui aux parties syriennes dans la négociation et l'application d'accords de cessez-le-feu locaux
- Visites régulières en République arabe syrienne et dans d'autres pays en vue de promouvoir une solution politique à la crise syrienne (20)
- Fourniture de conseils à tous les interlocuteurs syriens, y compris les principales organisations de la société civile, concernant les meilleures pratiques à mettre en œuvre pour parvenir à une solution négociée, y compris les dispositions concrètes à prendre pour mettre fin aux hostilités et questions diverses
- Organisation, à l'intention des parties prenantes, d'ateliers de formation sur les mécanismes de négociation (4)
- Facilitation des rencontres directes et indirectes entre les représentants du Gouvernement de la République arabe syrienne et de l'ensemble des groupes d'opposition syriens en vue de parvenir à un accord mettant un terme au conflit et de proposer une solution politique acceptable par tous les intéressés (60)
- Rapports à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et aux autres organes compétents de l'ONU, ainsi qu'à la Ligue des États arabes et aux autres organisations régionales, sur les progrès de la mission de l'Envoyé spécial
- Initiatives de communication, dont des déclarations publiques soulignant l'importance d'engager un dialogue politique, de mettre fin à la violence et aux violations des droits de l'homme et de garantir l'accès humanitaire (12)
- Fourniture d'un soutien diplomatique aux organismes humanitaires des Nations Unies qui s'efforcent d'apporter de l'aide aux personnes dans le besoin en Syrie
- Exposés réguliers à la communauté diplomatique, notamment aux membres de l'ONU et de la Ligue des États arabes, concernant la situation politique et les conditions de sécurité en République arabe syrienne et l'action menée par l'Envoyé spécial

### Facteurs externes

160. L'objectif sera atteint si toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et international coopèrent avec l'Envoyé spécial.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 21

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	8 365,0	7 031,6	1 333,4	7 998,9	6 665,5	–	(366,1)
Dépenses opérationnelles	4 279,5	4 119,4	160,1	3 872,2	3 712,1	54,5	(407,3)
<b>Total</b>	<b>12 644,5</b>	<b>11 151,0</b>	<b>1 493,5</b>	<b>11 871,1</b>	<b>10 377,6</b>	<b>54,5</b>	<b>(773,4)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits en 2014.

Tableau 22

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total
Effectif approuvé pour 2014	1	1	1	2	6	9	9	–	29	13	14	56	–	24	–	80
Effectif proposé pour 2015	1	1	1	2	6	9	9	–	29	13	9	51	–	29	–	80
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(5)	(5)	–	5	–	–

161. La sous-utilisation des crédits prévue pour 2014 s'explique principalement par le fait que le taux de vacance de postes effectif est supérieur aux prévisions.

162. Les ressources prévues pour le Bureau de l'Envoyé spécial pour 2014, d'un montant de 11 871 100 dollars (déduction faite des contributions du personnel) couvrent les dépenses de personnel civil (7 998 900 dollars) afférentes à 80 postes temporaires (1 SGA, 1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 9 P-4, 9 P-3, 13 SM, 9 G(AC) et 29 AL); ainsi que les dépenses opérationnelles (3 872 200 dollars), au titre des consultants (220 000 dollars), des voyages (969 900 dollars), des installations et infrastructures (1 041 600 dollars), des transports terrestres (242 100 dollars), des communications (429 900 dollars), de l'informatique (161 100 dollars) et des fournitures, services et matériel divers (807 600 dollars).

163. En 2015, il est proposé de transférer cinq postes d'agent des services généraux (Autres classes) de Genève à Damas en tant que postes d'agent local. Les fonctions associées à cinq postes d'agent de sécurité étant devenues superflues à Genève, compte tenu du mémorandum d'accord signé avec l'Office des Nations Unies à Genève pour la fourniture des services correspondants, il est proposé de transférer ces postes à Damas pour renforcer les effectifs du personnel de sécurité sur place.

164. Le nombre de postes temporaires proposés pour la composante opérationnelle de la mission est de 32, dont 1 sera basé à Bruxelles (1 SGA), 14 à Genève [1 SSG, 2 D-1, 2 P-5, 3 P-4, 2 P-3 et 4 G(AC)], 14 à Damas (1 D-2, 2 P-5, 3 P-4, 5 P-3, 1 SM et 2 AL) et 3 à New York [1 P-5, 1 P-4 et 1 G(AC)].

165. Treize postes temporaires sont prévus pour la composante appui de la mission, dont cinq seront basés à Genève [1 P-5, 4 G(AC)] et huit à Damas (1 P-4, 4 SM et 3 AL).

166. Trente-cinq postes temporaires sont prévus pour la composante sécurité de la mission, tous basés à Damas (1 P-4, 2 P-3, 8 SM et 24 AL).

167. La variation entre le montant des ressources proposé pour 2015 et le budget approuvé pour 2014 s'explique par un certain nombre de facteurs, notamment la diminution des crédits demandés au titre des voyages et des communications et la diminution des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, sachant qu'il est proposé de transférer cinq postes d'agent des services généraux de Genève à Damas en tant que postes d'agent local, cette baisse étant en partie contrebalancée par l'augmentation des crédits demandés au titre de la location de locaux à Damas.

#### **Ressources extrabudgétaires**

168. Dans sa résolution 68/247, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de préciser, dans son prochain budget, pourquoi il est prévu de financer les postes temporaires au moyen des ressources extrabudgétaires. Il convient de noter à cet égard que dans la même résolution, l'Assemblée a décidé d'imputer sur le budget ordinaire les deux postes P-3 auparavant financés au moyen des ressources extrabudgétaires. Il n'y a actuellement aucun autre poste financé au moyen des ressources budgétaires pour fournir un appui direct au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie.

## **H. Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud**

*(1 319 500 dollars)*

#### **Historique, mandat et objectif**

169. Le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud a été créé suite à un échange de lettres entre le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité en juillet 2011 (S/2011/474 et S/2011/475), après expiration du mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS), dans le but de continuer à assurer de bons offices au nom du Secrétaire général afin de promouvoir l'instauration et le maintien de relations pacifiques et de bon voisinage entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le Bureau est chargé d'aider les parties à convenir : a) des modalités d'exécution des dispositions de l'Accord de paix global qui n'ont

pas encore été appliquées; b) des principaux arrangements qui s'imposent, suite à la partition, pour instaurer des relations de bon voisinage entre les parties.

170. Le 27 septembre 2012, les Gouvernements du Soudan et du Soudan du Sud ont signé à Addis-Abeba neuf accords conclus sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et avec l'appui du Bureau de l'Envoyé spécial. Dans l'Accord de coopération global, les parties ont réaffirmé leur attachement au principe fondamental constituant à faire du Soudan et du Soudan du Sud deux États voisins viables et se sont de nouveau engagées à coopérer l'une avec l'autre à cette fin. Elles ont également signé huit accords détaillés portant sur le pétrole, le commerce, la banque, certaines questions d'ordre économique, les pensions, les questions concernant la frontière, le statut des ressortissants de chacun des États dans l'autre pays et les arrangements en matière de sécurité.

171. Au début de janvier 2013, les deux Présidents se sont rencontrés à Addis-Abeba pour examiner l'application des accords du 27 septembre 2012 et trouver les moyens de régler les questions en suspens. Ce sommet a abouti à un engagement renouvelé en faveur de la coopération mais les participants n'ont pas réussi à progresser sur les questions clefs, notamment le règlement du litige relatif à la zone des « 14 miles » ou de la question de l'interdépendance de l'accord sur la sécurité et de celui sur le pétrole et les questions économiques connexes. Les sommets ultérieurs n'ont pas produit davantage de résultats sur ces questions. De ce fait, dans son communiqué du 25 janvier 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est déclaré préoccupé par l'éventualité d'une quelconque décision unilatérale tendant à subordonner le respect de certains accords à la résolution de différences dans l'interprétation d'autres accords et a souligné que les deux parties devaient appliquer tous les accords intégralement et sans conditions.

172. Le Bureau de l'Envoyé spécial a déployé des efforts considérables pour amener le Gouvernement sud-soudanais à appliquer les accords du 27 septembre 2012 dans la zone des 14 miles et persuader le Gouvernement soudanais de laisser une certaine latitude au Soudan du Sud quant à la façon de procéder pour ce faire. Le 21 février 2013, après que le Soudan a consenti à accorder au Soudan du Sud la latitude demandée, le Gouvernement sud-soudanais a accepté la solution de compromis. Afin de faire avancer le règlement des autres questions clefs, les membres du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine ont convoqué à Addis-Abeba une réunion extraordinaire du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, ce qui a conduit à la création de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, au déploiement du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et à la mise en place de tous les autres mécanismes relatifs à la sécurité à compter du 10 mars 2013.

173. Depuis lors, il y a eu peu de progrès dans l'application des principales dispositions des accords relatives à la sécurité ou l'utilisation des mécanismes convenus pour le règlement des questions en suspens dans ce domaine. En particulier, le différend relatif à la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et à la présence persistante de forces armées à l'intérieur de cette zone, ainsi que les échanges d'accusations entre le Soudan et le Soudan du Sud faisant état d'un soutien aux groupes rebelles opérant sur leurs territoires respectifs, continuent d'entraver les progrès vers le rétablissement de la sécurité et de la stabilité le long de la frontière contestée.



174. Il est à noter que, en novembre 2013, à la suite d'une tentative faite dans le cadre du Programme frontière de l'Union africaine, avec l'appui de l'ONU, pour procéder à la démarcation de la ligne médiane de la zone en août 2013, le Soudan du Sud a annoncé qu'il n'acceptait plus les coordonnées de ladite zone et leurs liens avec les postes frontière proposés. En novembre 2013 également, le Soudan du Sud a annoncé officiellement la suspension de sa participation aux activités du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière en attendant le règlement du différend relatif à la ligne médiane de la zone. L'annonce, faite par ce pays le 27 mai 2014, de la reprise de sa participation au fonctionnement du Mécanisme pourrait marquer une évolution positive et conduire à une relance des activités dans un avenir proche, mais le Mécanisme ne peut pas fonctionner correctement sans un accord sur la question de la délimitation de la ligne médiane de la zone, qui n'est toujours pas résolue.

175. Parallèlement, deux questions restaient en suspens : a) l'application de l'accord du 20 juin 2011 relatif aux arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei et au statut final du territoire; b) le conflit dans les États soudanais du Kordofan méridional et du Nil Bleu. S'agissant de la zone d'Abyei, les deux gouvernements n'ont accompli aucun progrès pour ce qui est d'appliquer l'accord du 20 juin 2011 ou de régler la question du statut définitif du territoire, au cours de la période considérée. En outre, le Comité mixte de contrôle d'Abyei ne s'est pas réuni depuis le 3 mai 2013. Pour ce qui est du conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, les négociations entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N) ont repris en février 2014 après une interruption de neuf mois. Des progrès modestes ont été réalisés mais les pourparlers – que le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine a l'intention de reconvoquer dans un avenir proche – continuent d'achopper sur les dispositifs de sécurité et les arrangements humanitaires.

176. Le premier semestre de 2014 été marqué par une intensification des conflits internes dans les deux pays et ces conflits ont entravé les progrès dans la mise en œuvre des accords de septembre 2012 et le règlement des questions en suspens. De janvier à juin 2014, le Bureau de l'Envoyé spécial a redoublé d'efforts, en collaboration avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, pour aider le Soudan et le Soudan du Sud à faire face aux situations dans ces pays. Ces efforts ont porté notamment sur : a) l'encouragement des préparatifs pour l'instauration d'un dialogue national au Soudan et b) la recherche d'une solution pacifique à la crise au Soudan du Sud après l'explosion de violence de décembre 2013 qui a entraîné des violations massives des droits de l'homme.

177. L'annonce faite par le Président Bashir en janvier 2014 sur le lancement d'un dialogue national au Soudan et les préparatifs entrepris dans le cadre de cette initiative sont la conséquence directe de l'action soutenue menée auprès du Gouvernement soudanais par l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la communauté internationale et des citoyens soudanais qui l'ont exhorté à apporter une solution globale aux multiples conflits dans le pays en procédant à une réforme constitutionnelle par la voie d'un dialogue national ouvert à tous. Les préparatifs pour l'organisation d'un dialogue national authentique et transparent impliqueront une intensification et une harmonisation des efforts déployés par le Bureau de l'Envoyé spécial, le Représentant spécial conjoint UA-ONU pour le Darfour et

Médiateur en chef conjoint et le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, ainsi que par d'autres acteurs régionaux et internationaux.

### **Coopération avec d'autres entités**

178. À la demande des parties et conformément aux dispositions de la résolution 2046 (2012) du Conseil de sécurité, les négociations entre le Soudan et le Soudan du Sud continuent d'être facilitées par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau. Sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le Bureau de l'Envoyé spécial continuera de coordonner son action avec le Groupe et l'Autorité pour assurer la médiation entre les parties en conflit au Soudan du Sud, et ce, en étroite collaboration avec la communauté internationale et les autres envoyés spéciaux pour le Soudan et le Soudan du Sud.

179. L'Envoyé spécial, qui est aussi le chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, travaillera en coopération et en coordination étroites avec les chefs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), ainsi qu'avec les principales parties prenantes, notamment les États voisins, les pays donateurs et les membres du Conseil de sécurité. Les hauts responsables du Bureau de l'Envoyé spécial, de la FISNUA, de la MINUSS et de la MINUAD continueront de se consulter mutuellement, de coordonner leurs actions politiques et d'entretenir une coopération fructueuse. La collaboration entre le Bureau de l'Envoyé spécial et les trois missions des Nations Unies déployées au Soudan et au Soudan du Sud continuera d'être indispensable au regard de l'action constante de l'Organisation en faveur de la consolidation de la paix et de la stabilité dans les deux pays.

180. La coordination avec d'autres entités des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organisations internationales présentes dans la région demeure prioritaire, comme en témoigne, entre autres, la concertation étroite établie avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le PNUD sur la question de l'accès humanitaire dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu.

181. Le Bureau de l'Envoyé spécial continuera d'être épaulé par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba. La coopération et les échanges d'informations systématiques avec cette antenne de l'ONU à Addis-Abeba facilitent les analyses et contribuent à assurer une cohésion avec les stratégies adoptées par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement en vue de faire face à la situation au Soudan et au Soudan du Sud.

### **Résultats obtenus**

182. De janvier à juin 2014, le Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, agissant de concert avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, a entretenu des rapports fondés sur un dialogue pacifique avec les Gouvernements du Soudan et du Soudan du Sud pour leur apporter une aide sur : a) les questions en suspens de l'Accord de paix global, b) la négociation d'arrangements visant à renforcer leurs relations bilatérales, et c) les conflits internes connexes qui font obstacle à la normalisation des relations bilatérales dans les deux pays.

183. En ce qui concerne le Soudan du Sud, la médiation assurée sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui a été entreprise en janvier 2014 avec la collaboration étroite du Bureau de l'Envoyé spécial, a produit les résultats clefs ci-après : a) la signature de l'Accord de cessation des hostilités, le 23 janvier 2014, entre les délégations du Gouvernement sud-soudanais et du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition et b) la signature de l'Accord sur la résolution de la crise au Soudan du Sud, le 9 mai 2014, par le Président Salva Kiir et l'ancien Vice-Président, M. Riek Machar. La signature du premier accord et la mise en place d'un solide mécanisme de surveillance et de vérification pour favoriser son application constituent un jalon important dans le processus de paix, même si la cessation effective des hostilités n'est pas encore entièrement assurée. Le second accord, quant à lui, a permis, entre autres, d'assurer la participation de toutes les parties prenantes du Soudan du Sud au processus de paix et d'obtenir un consensus pour engager des pourparlers sur la formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale. Cet accord est un acquis important et les efforts déployés sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement en vue de sa mise en œuvre se poursuivent avec une vigueur renouvelée, en conjonction avec un soutien renforcé de la part du Bureau de l'Envoyé spécial.

#### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

184. L'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud continuera d'œuvrer, dans le cadre d'une action politique, à l'instauration et à la consolidation de relations pacifiques et stables entre les deux pays. Basé à Addis-Abeba depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il continuera de faire la navette régulièrement entre le Soudan et le Soudan du Sud et de se déplacer dans les pays de la région et d'autres lieux où il devra tenir des consultations, participera à toutes les séries de négociations officielles menées sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et jouera toujours un rôle actif dans les négociations concernant le Soudan du Sud facilitées par l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

185. Deux questions majeures restent encore à régler dans le cadre de l'application de la résolution 2046 (2012), à savoir la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011 relatif aux arrangements provisoires concernant la zone d'Abyei et son statut final, et le conflit dans les États soudanais du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Le fait que les deux pays sont en proie à des conflits internes a freiné la mise en œuvre de leurs accords bilatéraux et plus encore le règlement des problèmes qui demeurent entre eux. Si la question d'Abyei n'est pas réglée, l'insécurité dans la zone persistera, voire s'aggravera, et l'Envoyé spécial aura de nouveau un rôle important à jouer pour éviter une confrontation entre les deux pays.

186. L'Envoyé spécial continuera par ailleurs, en collaboration avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et le Représentant spécial conjoint pour le Darfour et Médiateur en chef conjoint, de promouvoir auprès du Gouvernement soudanais une approche intégrée de lutte contre les causes sous-jacentes des différents conflits dont le Soudan est le théâtre par l'intermédiaire du dialogue national en cours de préparation.

187. En outre, comme le conflit au Soudan du Sud a une incidence directe sur le règlement des différends en suspens qui opposent le Soudan et le Soudan du Sud et

l'application des accords conclus entre eux, l'Envoyé spécial continuera de mobiliser une coopération pour appuyer les efforts axés sur la recherche d'un règlement pacifique de la crise au Soudan du Sud. La médiation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, instituée en réaction au conflit qui déchire le Soudan du Sud, devrait se poursuivre jusqu'en 2015 et exigera un appui politique et technique régulier de la part du Bureau de l'Envoyé spécial.

188. Dans ce contexte, le Secrétaire général poursuivra sa mission de bons offices en vue de promouvoir et de consolider la paix et la sécurité dans le cadre des suites données à la résolution 2046 (2012) du Conseil de sécurité.

189. Le Bureau de l'Envoyé spécial sera épaulé par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et maintiendra une présence permanente à Djouba et à Khartoum, où la MINUSS et la MINUAD lui fourniront un appui administratif, respectivement. En raison du caractère dynamique des pourparlers et du rôle actif que le Conseil de sécurité entend jouer dans le suivi de l'application de la résolution 2046 (2012), l'Envoyé spécial se rendra fréquemment dans les capitales des deux pays et à New York si les circonstances l'exigent. Il participera régulièrement à des entretiens avec des dirigeants des pays de la région, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et d'autres partenaires internationaux.

190. Les objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et la mesure des résultats de la mission sont indiqués ci-après.

Tableau 23

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Appuyer le processus de négociation pour consolider la paix et la stabilité au Soudan et au Soudan du Sud grâce à la mobilisation politique

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Application des accords bilatéraux signés avant l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance	<p>a) i) Mise en place de l'administration de la zone d'Abyei</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : non  2014 (estimation) : non  2015 (objectif) : oui</p> <p>ii) Retrait des forces armées de la police de la zone d'Abyei</p> <p><i>Mesure des résultats</i>  2013 : retrait partiel  2014 (estimation) : retrait complet  2015 (objectif) : retrait complet</p> <p>iii) Mise en service intégrale du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et mise en place complète de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée</p>

*Mesure des résultats*

2013 : non

2014 (estimation) : oui

2015 (objectif) : oui

iv) Cessation des hostilités dans l'attente d'un accord relatif aux dispositions politiques et en matière de sécurité dans les États du Nil Bleu et du Kordofan méridional

*Mesure des résultats*

2013 : non

2014 (estimation) : oui

2015 (objectif) : oui

v) Accès humanitaire pour les populations vulnérables dans les États du Nil Bleu et du Kordofan méridional

*Mesure des résultats*

2013 : non

2014 (estimation) : oui

2015 (objectif) : oui

b) Aboutissement des négociations sur les questions toujours en litige entre le Soudan et le Soudan du Sud

b) i) Conclusion d'un accord sur les arrangements financiers transitoires et les questions relatives au pétrole, la sécurité des frontières, la citoyenneté, la monnaie et le commerce, les actifs et le passif, les transports, les communications et l'eau, et application des dispositions convenues

*Mesure des résultats*

(Conclusion et application de l'accord)

2013 : oui/non

2014 (estimation) : oui/oui

2015 (objectif) : oui/oui

ii) Conclusion d'un accord sur un calendrier de démarcation de la frontière et la création d'un mécanisme de règlement des différends territoriaux

*Mesure des résultats*

2013 : non

2014 (estimation) : oui

2015 (objectif) : oui

iii) Accord sur le processus conduisant à la détermination du statut final de la zone d'Abyei

*Mesure des résultats*

2013 : non

2014 (estimation) : oui

2015 (objectif) : oui

*Produits*

- Concertation et consultations régulières avec les autorités du Soudan et du Soudan du Sud et les autres parties intéressées sur toutes les questions relatives au processus de consolidation de la paix, tant au niveau des dirigeants qu'au niveau opérationnel (6 visites)
- Prestation de conseils ou d'une assistance technique au Groupe de haut niveau de l'Union africaine et à l'Autorité intergouvernementale pour le développement, sur leur demande, dans le cadre de réunions et de consultations régulières (12 réunions/consultations)
- Dialogue et consultations périodiques (mensuels) avec les principaux États Membres concernés, notamment les pays de la région et les États voisins, en vue de trouver des solutions communes aux problèmes qui se posent au Soudan et au Soudan du Sud et dans les relations entre ces deux États
- Exposés trimestriels de l'Envoyé spécial à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité (4)

**Facteurs externes**

191. L'objectif devrait être atteint sous réserve que les deux dirigeants et leurs communautés respectives continuent de faire preuve de la volonté politique nécessaire et que la communauté internationale continue d'apporter son appui.

**Ressources nécessaires (budget ordinaire)**

Tableau 24

**Ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	1 280,2	1 038,7	241,5	1 063,5	822,0	—	(216,7)
Dépenses opérationnelles	392,5	306,6	85,9	256,0	170,1	19,5	(136,5)
<b>Total</b>	<b>1 672,7</b>	<b>1 345,3</b>	<b>327,4</b>	<b>1 319,5</b>	<b>992,1</b>	<b>19,5</b>	<b>(353,2)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits en 2014.

Tableau 25

**Postes**

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Service généraux	Total partiel (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies Total
Effectif approuvé pour 2014	1	—	—	1	—	2	1	—	5	—	—	5	2	1	— 8

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies	
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Service généraux	Total partiel (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux	Unies	Total
Effectif proposé pour 2015	1	–	–	1	–	2	1	–	5	–	–	5	2	1	–	8
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

192. Le solde inutilisé prévu pour 2014 s'explique essentiellement par : a) le taux de vacance de postes plus élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international; et b) la reprise des négociations par le Soudan du Sud à Addis-Abeba, qui a entraîné une sous-utilisation des crédits alloués au titre des voyages.

193. Le montant des ressources demandées au titre du Bureau de l'Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud pour 2015, qui s'élève à 1 319 500 dollars (déduction faite des contributions du personnel), permettrait de financer les traitements et les dépenses communes de personnel afférents aux huit postes reconduits (1 SGA, 1 D-1, 2 P-4, 1 P-3, 2 AN et 1 AL) (1 063 500 dollars) ainsi que des dépenses opérationnelles d'un montant de 256 000 dollars qui se répartissent comme suit : voyages (191 400 dollars); installations et infrastructures (18 200 dollars); transports terrestres (10 800 dollars); communications (15 000 dollars); informatique (15 400 dollars); services médicaux (5 200 dollars).

194. En 2015, il n'y aura pas de changement en ce qui concerne le nombre et la classe des postes prévus pour le Bureau de l'Envoyé spécial, mais les deux postes P-4 précédemment basés à Djouba et à Khartoum seront transférés à Addis-Abeba.

195. La différence de 353 200 dollars entre le montant des ressources demandées pour 2015 et celui des crédits ouverts pour 2014 s'explique principalement par : a) la budgétisation d'un montant plus faible pour les dépenses de personnel, le taux de vacance de postes appliqué au personnel recruté sur le plan international étant plus élevé; et b) la diminution du montant estimatif des ressources nécessaires au titre des voyages.

#### Ressources extrabudgétaires

196. Il n'y avait pas de ressources extrabudgétaires allouées au Bureau de l'Envoyé spécial en 2014 et il n'en est pas prévu pour 2015.

### I. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen

(5 352 300 dollars)

#### Historique, mandat et objectif

197. Depuis que le soulèvement a éclaté au début de 2011, le Conseil de sécurité suit de près la situation au Yémen. Dans sa résolution 2014 (2011), il a engagé toutes les parties à mettre en œuvre un accord politique et prié le Secrétaire général de continuer à user de ses bons offices, y compris dans le cadre des visites de son

Conseiller spécial. Le 12 juin 2012, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 2051 (2012), dans laquelle il a réaffirmé la nécessité d'appliquer intégralement et rapidement l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre (Accord de transition) conformément à sa résolution 2014 (2011). Le 26 février 2014, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une troisième résolution, la résolution 2140 (2014), dans laquelle il s'est félicité des récentes avancées de la transition politique au Yémen et s'est dit ferme partisan de voir franchir les prochaines étapes de la transition, dans le respect de l'Accord de transition, qui a été établi sous l'égide du Conseiller spécial et signé à Riyad le 23 novembre 2011. Le Conseil continuera d'être tenu informé de la situation au Yémen au moyen d'exposés suivant le cycle de 60 jours établi par sa résolution 2140 (2014). Dans cette résolution, il a également prié le Secrétaire général de continuer à exercer ses bons offices, notamment par l'intermédiaire de son Conseiller spécial, et a pris note avec satisfaction du travail accompli par celui-ci. Le Conseil a souligné l'importance d'une étroite coordination avec les partenaires internationaux afin de concourir à la réussite de la transition et prié le Secrétaire général de continuer à coordonner l'assistance apportée par la communauté internationale à cet égard.

198. Pour assurer une application intégrale et effective des résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012) ainsi que de l'Accord de transition, dans lequel les parties yéménites l'ont notamment prié de continuer, en coopération avec d'autres organismes, de fournir une aide à la mise en œuvre dudit accord, y compris en coordonnant l'assistance fournie par la communauté internationale, le Secrétaire général a créé le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen après en avoir exprimé l'intention dans un échange de lettres avec le Président du Conseil de sécurité en juin 2012 (S/2012/469 et S/2012/470). Les principales fonctions du Bureau sont les suivantes :

a) Exercer des fonctions de bons offices afin de continuer à appuyer la transition politique au Yémen conformément à l'Accord de transition de novembre 2011 et aux résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012) du Conseil de sécurité, et dialoguer avec toutes les parties yéménites, dont le Gouvernement d'unité nationale, les partis politiques ne faisant pas partie du Gouvernement, les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes et d'autres acteurs, à l'appui d'une transition yéménite ouverte à tous;

b) Piloter l'appui fourni par l'ONU à la Conférence de dialogue national et coordonner l'aide internationale à la Conférence;

c) Diriger les efforts de l'ONU visant à fournir un appui aux autres étapes de la transition, y compris la révision constitutionnelle, le référendum sur la Constitution et les nouvelles élections générales;

d) Travailler en étroite collaboration avec le Conseil de sécurité, le Conseil de coopération du Golfe et d'autres partenaires internationaux;

e) Aider le Secrétaire général à établir les rapports que le Conseil de sécurité lui a demandés dans les résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012).

199. Le Bureau est dirigé par le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, qui continue d'exercer les fonctions de bons offices du Secrétaire général, notamment en se rendant fréquemment au Yémen et en entretenant un dialogue suivi avec toutes les parties yéménites.



### **Coopération avec d'autres entités**

200. Le Département de l'appui aux missions coordonnera l'appui administratif apporté aux missions. Le Département des affaires politiques continuera d'appuyer les bureaux de New York. La Division des politiques et de la médiation, la Division de l'assistance électorale et d'autres divisions du Département des affaires politiques apporteront également une aide au Bureau, selon que de besoin. Dans l'exécution de ses tâches, le Bureau du Conseiller spécial travaillera en étroite collaboration avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec le Coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies au Yémen. Par l'intermédiaire de l'Équipe spéciale interorganisations sur le Yémen présidée par le Conseiller spécial, le Bureau du Conseiller spécial continuera d'assurer l'échange d'information et la coordination à l'échelle du système aux niveaux du personnel d'exécution et du personnel de direction avec les entités susmentionnées. En ce qui concerne les questions de sécurité, le Bureau du Conseiller spécial continuera de demander conseil au Département de la sûreté et de la sécurité. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et d'autres bureaux des Nations Unies présents dans la région fournissent un appui en mettant, ponctuellement et moyennant remboursement des coûts, des agents de protection rapprochée à la disposition du Bureau du Conseiller spécial pour renforcer son équipe de sûreté rapprochée. Le Bureau d'appui commun de Koweït fournit un appui administratif, dans la limite des ressources disponibles.

201. Dans l'exercice de son mandat de bons offices, le Conseiller spécial et son bureau maintiendront des contacts étroits avec les États Membres et les organisations régionales, notamment le Conseil de coopération du Golfe, ainsi qu'avec le Conseil de sécurité et d'autres partenaires internationaux, afin de coordonner l'aide de la communauté internationale au processus de transition, conformément à l'Accord de transition. Tout au long de la phase de transition, le Conseiller spécial continuera d'entretenir des relations avec tous les partis politiques et divers membres de la communauté internationale, notamment les acteurs régionaux. Le Bureau du Conseiller spécial maintiendra son étroite coopération avec le secrétariat du Conseil de coopération du Golfe.

202. Le Conseiller spécial continuera de collaborer activement avec le Président, la Commission suprême chargée des élections et des référendums et les partis politiques afin d'assurer le maintien de conditions propices à la préparation des élections et à l'acceptation de leurs résultats. Pour ce faire, il coordonnera étroitement son action avec le Coordonnateur résident et le PNUD, qui fournit, moyennant remboursement, un appui logistique au processus électoral.

### **Résultats obtenus**

203. La création, à la mi-2012, du Bureau du Conseiller spécial a permis de renforcer l'efficacité de l'appui au processus de transition sur le plan du suivi de la situation politique et de l'apport de compétences techniques. Travaillant en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, le Bureau dirige les efforts déployés par l'ONU pour fournir un appui efficace aux prochaines étapes décrites dans l'Accord de transition, à savoir : a) le lancement d'un processus préparatoire sans exclusive aux fins de l'organisation d'une conférence nationale de dialogue; b) la tenue de la Conférence de dialogue national; c) l'élaboration d'une nouvelle constitution, et l'organisation d'un

référendum sur celle-ci; et d) la tenue d'élections générales dans le cadre de la nouvelle constitution.

204. Avec l'aide active du Conseiller spécial, un comité technique préparatoire a été constitué pour le processus de dialogue national en juillet 2012, avec la participation de toutes les grandes factions politiques du pays, ainsi que des femmes et des jeunes, en vue de définir la structure et les modalités d'organisation du dialogue, notamment son règlement intérieur. Travaillant sur la base d'un large consensus, ce comité a mené ses travaux à bonne fin en décembre 2012, ce qui a permis l'ouverture de la Conférence de dialogue national. Comme il est précisé dans l'Accord de transition, la Conférence de dialogue national doit établir les fondements d'une nouvelle constitution qui sera soumise au peuple yéménite par la voie d'un référendum. La Conférence de dialogue national a été inaugurée le 18 mars 2013 par le Président Abd Rabbo Mansour Hadi. L'ouverture de cette conférence, qui rassemblait tous les grands groupes politiques du pays, ainsi qu'un grand nombre de femmes et de jeunes, a marqué une étape importante dans le processus de transition au Yémen.

205. Le 25 janvier 2014, la Conférence de dialogue national sans exclusive s'est conclue sur l'adoption d'un rapport final qui, signé par toutes les parties prenantes, balise le chemin pour la poursuite de la transition dirigée par les Yéménites, sous le signe de l'adhésion à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous au Yémen.

206. À la fin de 2012 et durant la première moitié de 2013, des avancées considérables ont été réalisées dans la restructuration des forces armées. En décembre 2012, le Président Hadi a annoncé la réorganisation de la Garde républicaine et de la 1<sup>re</sup> division blindée, deux des unités militaires ayant pris une part particulièrement active aux affrontements de 2011. En février et avril 2013, il a également réorganisé les forces armées en sept circonscriptions territoriales et les a placées sous un nouveau commandement. Les changements opérés au niveau des principaux chefs militaires se sont poursuivis tout au long de 2013 et 2014.

207. Depuis la conclusion de la Conférence de dialogue national, le processus de transition est passé à l'étape suivante, avec la promulgation du décret présidentiel n° 26 (2014), qui porte création de la Commission de rédaction de la constitution, composée de 17 membres, et du décret présidentiel n° 27 (2014), qui décrit le processus d'élaboration de la constitution, le mode de fonctionnement de la Commission et les modalités de son interaction avec d'autres organismes nationaux. La Commission a tout d'abord adopté son règlement intérieur, son code de conduite et son plan de travail, puis a commencé son travail de rédaction en se fondant sur les principes constitutionnels convenus dans le rapport final de la Conférence de dialogue national.

208. Grâce à ces mesures, la transition politique au Yémen et la mise en œuvre des résolutions 2014 (2011), 2051 (2012) et 2140 (2014) du Conseil de sécurité demeurent en bonne voie, même si le calendrier a été réaménagé, comme convenu par les Yéménites dans le cadre de la Conférence de dialogue national. Il est désormais prévu d'exécuter en 2015 nombre des tâches qu'il reste à accomplir pendant la période de transition, notamment la tenue de vastes consultations publiques sans exclusive au sujet du nouveau projet de constitution, la tenue du référendum sur la constitution, la réforme de l'appareil d'État dans la perspective de

la transition d'un État unitaire à un État fédéral, la réforme électorale et la tenue d'élections générales.

209. Si le processus de transition a jusqu'à présent été globalement très dynamique, la paix demeure fragile et la transition doit être envisagée à la lumière des problèmes de longue date que connaît le Yémen dans les domaines économique, humanitaire et politique et sur le plan de la sécurité. Le pays est en proie à des conflits sévissant sur de multiples fronts. Les gouvernorats du nord, dont de vastes zones sont contrôlées par le mouvement Ansar Allah (Houthis) et où six guerres ont éclaté depuis 2004, sont toujours touchés par des affrontements et des tensions; dans le sud, le sentiment sécessionniste se développe et des éléments armés du Mouvement sudiste (Hiraak) ont commencé à se livrer à des affrontements avec les forces armées. Le Yémen est devenu le champ de bataille de la lutte contre Al-Qaida dans la péninsule arabique, qui aspire à mener des opérations de grande envergure dans la région et au-delà et demeure donc une menace bien réelle et extrêmement grave. Dans ce contexte, la situation humanitaire s'est dégradée, près de 60 % des habitants étant tributaires de l'aide humanitaire pour répondre à leurs besoins élémentaires (vivres, nutrition, eau potable, services d'assainissement, soins de santé, logement et éducation).

210. L'Accord de transition, de même que le rapport final de la Conférence de dialogue national, propose un plan d'action pour la transformation du Yémen en un nouvel État démocratique. Le Secrétaire général est invité à continuer d'apporter une aide à la mise en œuvre de l'Accord de transition et des textes issus de la Conférence de dialogue national, et à coordonner l'assistance fournie par la communauté internationale. La mise en œuvre effective de l'Accord nécessitera un appui important, notamment la poursuite des efforts de médiation et de facilitation menés au titre de la mission de bons offices du Secrétaire général, en vue de la rédaction d'une nouvelle constitution, de la tenue des élections et des autres étapes de la transition.

211. Pour assurer le succès du processus d'élaboration de la constitution, le Bureau du Conseiller spécial a conçu un programme d'appui intégré prévoyant notamment la création d'un secrétariat au Yémen et la fourniture de conseils d'experts, mesures qui visent à permettre à la Commission de rédaction de la constitution de tirer parti de l'expérience internationale et des meilleures pratiques. Le Conseiller spécial continuera d'assurer sa mission de médiation, et son bureau de fournir un appui technique, tout au long du processus de rédaction de la constitution et des préparatifs des élections.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

212. Il est prévu que le Conseil de sécurité demeure activement mobilisé pendant toute la période de transition au Yémen et demande notamment que des rapports lui soient présentés régulièrement, avec une périodicité actuellement fixée à 60 jours.

213. La Commission de rédaction de la constitution, qui a été créée le 8 mars 2014, est chargée de mettre au point un nouveau projet de constitution qui devrait être soumis à référendum au début de mars 2015, conformément au décret présidentiel n° 27 (2014). Sur la base de la constitution, de nouvelles lois électorales seront adoptées en vue de la tenue d'élections générales qui clôtureront la période de transition.

214. Il importera de poursuivre la concertation avec les acteurs régionaux, qui continueront de jouer un grand rôle. Il est prévu d'organiser régulièrement des voyages dans la région, notamment à Riyad, Doha et Abou Dhabi, ainsi que dans d'autres capitales, dont Washington, Moscou, Bruxelles et Londres, pour promouvoir la mobilisation et la coordination de la communauté internationale et renforcer l'action du Groupe des Amis du Yémen.

215. Le Bureau du Conseiller spécial maintient une petite présence au Yémen, ce qui lui permet de dialoguer régulièrement avec toutes les parties politiques intéressées et l'équipe de pays des Nations Unies et de diriger la coordination de l'aide internationale au processus de transition, en particulier à l'élaboration de la constitution et à la tenue d'élections. Tout au long de cette délicate période de transition, y compris pendant les négociations de novembre 2011, les contacts étroits établis entre New York et Sanaa se sont révélés cruciaux. Compte tenu du contexte politique en constante évolution et de la périodicité des rapports à présenter au Conseil de sécurité, conformément aux résolutions 2014 (2011), 2051 (2012) et 2140 (2014), le Conseiller spécial continuera d'exercer ses activités à partir de New York pour entretenir des contacts étroits et réguliers avec les États Membres et, plus particulièrement, les membres du Conseil de sécurité, et se rendra régulièrement au Yémen pour maintenir un dialogue suivi avec tous les intéressés, dont le Président Hadi, le Premier Ministre, Mohammed Salem Basendwa, et tous les partis politiques, ainsi qu'avec d'autres partenaires essentiels tels que les associations féminines, les jeunes, les groupements de la société civile et les mouvements Hiraak et Houthis.

216. Les objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et la mesure des résultats de la mission sont indiqués ci-après.

Tableau 26

**Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Appuyer l'application de l'Accord de transition de novembre 2011, pour contribuer à la paix, à la stabilité et au développement au Yémen

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Application de l'Accord de transition favorisée par la tenue d'une Conférence de dialogue national ouverte à tous, transparente, cohérente et participative	<p>a) i) Accord sur un certain nombre de questions relevant, selon l'Accord de novembre 2011, de la Conférence de dialogue national</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>(Nombre de questions/cadre de l'accord)</p> <p>2013 : 9/groupes de travail</p> <p>2014 (estimation) : Accord de transition appliqué (Conférence de dialogue national achevée en janvier 2014)</p> <p>2015 (objectif) : sans objet</p>

	<p>ii) Meilleure compréhension du processus de dialogue national</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>(Nombre de représentants des médias ayant reçu une formation)</p> <p>2013 : sans objet</p> <p>2014 (estimation) : 5</p> <p>2015 (objectif) : 10</p>
b) Progrès réalisés dans les domaines de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale	<p>b) Augmentation du nombre d'initiatives gouvernementales ou de mesures législatives favorisant la justice transitionnelle et la réconciliation nationale</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2013 : 0</p> <p>2014 (estimation) : 3</p> <p>2015 (objectif) : réalisation de l'objectif prévue en 2014</p>
c) Progrès réalisés dans l'instauration de conditions favorables à la tenue d'élections générales participatives et sans exclusive en 2015	<p>c) i) Augmentation du pourcentage de nouveaux électeurs enregistrés dans le nouveau système biométrique d'inscription sur les listes électorales</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2013 : sans objet</p> <p>2014 (estimation) : 20 %</p> <p>2015 (objectif) : 40 %</p> <p>ii) Mise en place d'une commission électorale pleinement opérationnelle</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2013 : commission créée et pleinement opérationnelle</p> <p>2014 (estimation) : commission créée et pleinement opérationnelle</p> <p>2015 (objectif) : commission maintenue en activité pour assurer la tenue d'élections libres et régulières en 2015</p> <p>iii) Augmentation du pourcentage de textes législatifs adoptés en vue du référendum et d'autres consultations électorales</p> <p><i>Mesure des résultats</i></p> <p>2013 : 0 %</p> <p>2014 (estimation) : 100 %</p> <p>2015 (objectif) : 100 %</p> <p>iv) Nombre de consultations et de mesures de mobilisation de la société civile et des partis politiques concernant les questions électorales</p>

*Mesure des résultats*

2013 : 0

2014 (estimation) : 30

2015 (objectif) : 30

d) Progrès sur la voie de l'adoption d'une nouvelle constitution

d) Nombre d'étapes du processus d'élaboration de la constitution menées à bien

*Mesure des résultats*

2013 : 0 (l'élaboration de la constitution doit commencer après l'achèvement de la Conférence de dialogue national)

2014 (estimation) : 3 (création de la Commission de rédaction de la constitution; présentation du premier projet de constitution au Bureau du Président par l'intermédiaire d'un organe national; présentation du texte final de la constitution)

2015 (objectif) : 1 (adoption de la nouvelle constitution par référendum national)

*Produits*

- Discussions et consultations régulières avec les autorités yéménites et d'autres parties prenantes sur les questions relatives à la mise en œuvre de l'Accord de transition (100)
- Discussions et consultations régulières avec les États Membres intéressés et les organisations régionales, dont le Conseil de coopération du Golfe (50)
- Appui technique au secrétariat de la Conférence du dialogue national, y compris l'élaboration de notes thématiques pendant toute la durée des processus de dialogue national et d'élaboration de la constitution (20); et appui à la mise en place d'un site Web et à des initiatives axées sur les médias en vue de sensibiliser le public aux processus de dialogue national et d'élaboration de la constitution (1)
- Appui technique à la Commission de rédaction de la constitution, dont l'élaboration de notes d'information (10) et la prestation de conseils en matière législative (10) concernant notamment les élections
- Exposés du Conseiller spécial au Conseil de sécurité (6) et à d'autres organes compétents, ainsi qu'aux Amis du Yémen (2) et aux donateurs (2-3)
- Prestation d'une assistance technique au Gouvernement, à la société civile et aux autres acteurs concernés, à la demande des autres entités du système des Nations Unies compétentes et en étroite coordination avec elles, à l'appui du processus de transition, dont une aide à l'organisation de réunions des parties prenantes (10) et d'ateliers (5)
- Facilitation du dialogue politique et appui technique à l'organisation d'un référendum et d'élections générales, et, notamment, établissement de contacts étroits avec la nouvelle Commission électorale, par le biais de l'élaboration de documents d'orientation (5), de consultations (10) et d'activités de formation (2)

**Facteurs externes**

217. On atteindra l'objectif visé si les conditions suivantes sont réunies : a) les conditions de sécurité permettent au Bureau de s'acquitter de son mandat; b) le Gouvernement d'unité nationale continue de faire preuve de la volonté politique et de la détermination voulues et d'apporter son appui au processus; et c) la communauté internationale continue d'apporter son soutien.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 27

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation 2014-2015
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	2 863,4	2 322,4	541,0	3 464,5	2 923,5	–	601,1
Dépenses opérationnelles	2 498,6	2 869,7	(371,1)	1 887,8	2 258,9	2,0	(610,8)
<b>Total</b>	<b>5 362,0</b>	<b>5 192,1</b>	<b>169,9</b>	<b>5 352,3</b>	<b>5 182,4</b>	<b>2,0</b>	<b>(9,7)</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits en 2014.

Tableau 28

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel international)	Adminis- trateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	
Effectif approuvé pour 2014 (1 <sup>er</sup> janvier 2014)	–	1	–	1	2	2	2	–	8	2	1	11	1	6	–	18
Effectif approuvé pour 2014 (1 <sup>er</sup> juillet 2014)	–	1	–	1	2	2	3	–	9	12	1	22	1	10	–	33
Effectif proposé pour 2015	–	1	–	1	3	2	3	–	10	12	1	23	1	10	–	34
Variation <sup>a</sup>	–	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	1

<sup>a</sup> Variation entre l'effectif proposé pour 2015 et l'effectif approuvé le plus récemment pour 2014.

218. Le solde inutilisé prévu pour 2014 s'explique principalement par des retards de recrutement, et est en partie annulé par un dépassement de crédits s'expliquant par le fait qu'il a fallu, avant la mise en place de l'équipe de sûreté rapprochée, faire appel à des agents de sécurité de l'Office des Nations Unies à Genève pour fournir des services de protection rapprochée, les bureaux des Nations Unies voisins n'étant pas en mesure de mettre ces ressources à disposition.

219. Les ressources proposées pour 2015, d'un montant de 5 352 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel), couvriront les traitements et les dépenses communes de personnel correspondant aux 34 postes proposés (1 SSG,

1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 12 SM, 1 G (AC), 1 AN et 10 AL) (3 464 500 dollars), et les dépenses opérationnelles (1 887 800 dollars), à savoir les dépenses afférentes aux consultants (190 800 dollars), aux voyages (685 400 dollars), aux installations et infrastructures (497 000 dollars), aux transports terrestres (105 600 dollars), aux communications (244 800 dollars), à l'informatique (48 400 dollars) et aux fournitures, services et matériel divers (115 800 dollars).

220. Compte tenu des conditions de sécurité au Yémen, le Bureau du Conseiller spécial a été renforcé en 2014, son effectif à Sanaa ayant fait l'objet d'une augmentation nette de 15 postes (1 poste P-3 de chef du service de sécurité créé pour remplacer 1 poste de spécialiste de la sécurité du Service mobile, qui a été supprimé, 11 postes d'agent du Service mobile et 4 postes d'agent local).

221. En 2015, il est proposé de doter le Bureau du Conseiller spécial d'un poste P-5 supplémentaire.

222. Le spécialiste hors classe des questions politiques (P-5), qui serait affecté à Sanaa, serait chargé d'aider le Conseiller spécial à appuyer la mise en œuvre des textes issus de la Conférence de dialogue national, l'accent étant mis en particulier sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, conformément à la demande du Conseil de sécurité tendant à ce que se poursuivent les efforts nationaux entrepris pour contrer la menace que toutes les armes, y compris les engins explosifs et les armes légères et de petit calibre, constituent pour la stabilité et la sécurité au Yémen, et la collecte ou la destruction des restes explosifs et des stocks excédentaires et des armes et munitions saisies, non marquées ou détenues illicitement (résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité). Il est d'autant plus important de s'intéresser aux questions liées au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration que le conflit entre Ansar Allah (Houthis) et d'autres groupes armés s'intensifie dans le nord du Yémen. Le spécialiste hors classe des affaires politiques aiderait le Conseiller spécial à mener des activités de facilitation politique et de médiation visant à permettre aux Yéménites de parvenir à un accord sur ces questions, l'objectif étant de mettre fin au conflit et de faire en sorte que l'État jouisse de nouveau de l'exercice exclusif de l'emploi de la force.

223. La variation constatée entre les ressources prévues pour 2015 et le budget approuvé de 2014 est essentiellement imputable à l'augmentation des dépenses de personnel, qui s'explique par le fait que les ressources demandées pour les postes supplémentaires approuvés en 2014 concernent l'ensemble de l'année alors que seuls huit mois ont été prévus au budget en 2014, et par la création proposée d'un poste. Elle est en partie compensée par une réduction des crédits nécessaires au titre des dépenses opérationnelles, principalement en raison d'une diminution des frais de voyage des agents de sécurité venant d'autres bureaux des Nations Unies, l'équipe de sûreté rapprochée ayant été mise en place, et de la non-reconduction en 2015 de dépenses non renouvelables destinées à l'achat de mobilier et de matériel de bureau et de matériel de sécurité et à la rénovation des locaux à usage de bureaux pour les rendre conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle.

### **Ressources extrabudgétaires**

224. En 2014, des ressources extrabudgétaires d'un montant estimatif de 132 834 dollars ont été affectées au Bureau du Conseiller spécial pour l'aider à exécuter les complexes fonctions d'appui (administration et gestion des ressources humaines et des programmes) nécessaires pour appuyer la transition politique, y compris la suite



donnée au processus de dialogue national, à la rédaction de la constitution et à la réforme électorale. Le Bureau cherche toujours des ressources extrabudgétaires pour 2015, mais aucun donateur n'a annoncé de contribution.

## **J. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel**

(3 987 700 dollars)

### **Contexte, mandat et objectifs**

225. Le Sahel continue d'exiger toute l'attention et la solidarité de la communauté internationale au moment où il doit faire face à des difficultés multiformes et complexes qui font obstacle à la paix, à la stabilité et au développement à long terme.

226. Au cours du débat général que l'Assemblée générale a tenu en 2012, le Secrétaire général a réuni les représentants des États Membres pour appeler leur attention sur la détérioration de la situation humanitaire et des conditions de sécurité dans le Sahel. La majorité des États membres, y compris ceux siégeant au Conseil de sécurité, a estimé que la situation constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales et qu'il fallait y trouver une solution globale.

227. En conséquence, le Secrétaire général a nommé, en octobre 2012, un Envoyé spécial pour le Sahel chargé d'élaborer une stratégie intégrée et d'en superviser la mise en œuvre. Cette stratégie viserait à traiter les causes profondes de l'insécurité dans la région, notamment celles liées aux quatre domaines clefs que sont la sécurité, la gouvernance, l'aide humanitaire et le développement, et à faire respecter les droits de l'homme, question commune à tous ces domaines. Dans sa résolution 2071 (2012), le Conseil de sécurité s'est félicité de la désignation de l'Envoyé spécial pour le Sahel, rappelant que ce dernier avait pour mission de mobiliser la communauté internationale en faveur du Sahel, de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de définir les paramètres d'une solution globale à la crise malienne.

228. Comme le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 2056 (2012), l'ONU a élaboré une stratégie intégrée pour aider les gouvernements et les populations de la région à faire face aux causes de l'instabilité dans une perspective à long terme. Le 26 juin 2013, l'Envoyé spécial a donné au Conseil de sécurité des informations sur la situation dans la région du Sahel et a présenté le rapport du Secrétaire général sur la question (S/2013/354), qui a reçu l'appui du Conseil. Dans une déclaration de son président (S/PRST/2013/10) datée du 16 juillet 2013, le Conseil a pris note avec satisfaction de la proposition concernant la mise en place d'un mécanisme de coordination ainsi que des objectifs spécifiques de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et des mesures à prendre (à titre indicatif) concernant ses trois domaines stratégiques : a) le renforcement d'une gouvernance efficace et sans exclusive dans toute la région; b) le renforcement des capacités des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux pour faire face aux menaces transfrontières; c) l'intégration des interventions humanitaire et de développement pour renforcer la résilience à long terme.

229. La sécurité dans la région du Sahel au sens large est menacée du fait de l'intensification des activités menées par des terroristes et des groupes criminels, qui affaiblissent l'autorité de l'État et compromettent les possibilités de

développement. La capacité limitée des gouvernements de la région s'agissant d'assurer la sécurité de leur population, de fournir des services de base et d'encourager le dialogue et la participation des citoyens a des répercussions sur les domaines économique et social. Pour remédier à la situation humanitaire et aux problèmes de sécurité, il convient d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles afin de mieux cibler les activités destinées à lutter contre la pauvreté et la sécurité. À cet égard, la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel est un instrument souple qui vise à orienter les interventions communes dans la région et qui a vocation à évoluer et à s'adapter aux circonstances changeantes. La stratégie intégrée a une portée géographique ouverte et englobe les pays de la région sahélo-saharienne au sens large.

230. L'élan imprimé lors de la première réunion des ministres des États du Sahel, tenue le 5 novembre 2013 à Bamako, qui a abouti à la création du pôle de coordination pour le Sahel, a suscité de nouvelles stratégies pour le Sahel élaborées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine, et mené à la création, en février 2014, du Groupe des cinq pays pour le Sahel, une initiative du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, visant à promouvoir une vision commune de la coopération régionale dans les domaines du développement et de la sécurité entre les cinq pays. Ces importantes initiatives régionales et sous-régionales témoignent d'une prise en main par les pays de la région et visent à mobiliser les énergies pour surmonter les obstacles à court et à long terme qui entravent la paix et le développement dans la région. Cependant, elles témoignent aussi de la nécessité d'une meilleure coordination.

231. Le 1<sup>er</sup> mai 2014, le Secrétaire général a annoncé avoir nommé Hiroute Guebre Sellassie Envoyée spéciale pour le Sahel. M<sup>me</sup> Hiroute Guebre Sellassie succède à Romano Prodi, dont la mission s'est achevée le 31 janvier 2014. Elle continuera de consulter régulièrement tous les acteurs concernés aux niveaux national, régional et international, pour assurer la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et promouvoir des interventions coordonnées dans la région.

#### **Coopération avec d'autres entités**

232. Pour appliquer la stratégie intégrée pour le Sahel, l'Organisation des Nations Unies a mis en place un mécanisme de coordination comprenant un Comité directeur et trois groupes de travail régionaux interinstitutions sur la gouvernance, la sécurité et la résilience. Depuis sa nomination le 12 mai 2014, l'Envoyée spéciale pour le Sahel préside le Comité directeur, qui trace les grandes orientations stratégiques et supervise la mise en œuvre de la stratégie par les entités des Nations Unies agissant de concert. Le Comité se compose de l'équipe des directeurs régionaux, des coordonnateurs résidents des pays du Sahel [notamment le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)], ainsi que des responsables de la coordination des trois groupes de travail régionaux.

233. Le groupe de travail régional sur la gouvernance, coordonné par le PNUD, se compose des représentants du HCR, du HCDH, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), du FNUAP, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), de l'UNICEF,

de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), de la direction exécutive du Comité contre le terrorisme et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

234. Le groupe de travail régional sur la sécurité est coordonné par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et se compose des représentants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, du PNUD, de la MINUSMA, du Département des affaires politiques, du Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1267, du HCR, de la direction exécutive du Comité contre le terrorisme, de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, de l'OIM, d'ONU-Femmes et d'ONUSIDA.

235. Le groupe de travail régional sur la résilience se réunit sous l'égide du Coordonnateur régional des secours humanitaires pour le Sahel. Il est composé des représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de l'UNICEF, de l'Organisation mondiale de la Santé, d'ONU-Femmes, de l'UNESCO, du PNUD, du HCDH, du HCR, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, du FNUAP, de l'OIM et de la Banque mondiale.

236. Cette formule permet une coordination effective de tous les acteurs concernés du système des Nations Unies dans la région.

237. De plus, le Bureau de l'Envoyé spécial bénéficie de l'appui fonctionnel du Département des affaires politiques et de l'assistance administrative du Département de l'appui aux missions. Dans l'exécution du mandat qui leur a été attribué, l'Envoyé spécial et son bureau poursuivront leurs consultations et continueront à coordonner leurs activités avec les organismes des Nations Unies opérant dans la région et tous les membres de l'équipe interorganisations des Nations Unies sur le Sahel, au Siège.

238. Le Bureau de l'Envoyé spécial est situé dans les mêmes locaux que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, qui lui fournit l'appui logistique et le soutien technique nécessaire sur place. Il bénéficie également des services rendus par le Centre de services mondial. Des économies d'échelle sont ainsi réalisées en utilisant les capacités de services, l'expertise, le réseau de communications et le réseau des technologies de l'information et des communications du Centre de services mondial et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

### **Informations sur les résultats**

239. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel a déménagé de Rome à Dakar le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et, tout au long de son mandat terminé le 31 janvier 2014, l'ancien Envoyé spécial pour le Sahel n'a cessé d'inciter la communauté internationale à s'intéresser aux problèmes interdépendants de développement et de sécurité que connaît la région.

240. En attendant la désignation de la nouvelle Envoyée spéciale, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest a supervisé la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies avec clarté et détermination. Il s'est rendu à plusieurs reprises au Sahel pour entretenir les chefs d'État et les ministres de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie intégrée des

Nations Unies pour le Sahel et a orienté les efforts des Nations Unies dans la région dans le cadre de la stratégie. En particulier, il a mis en place le comité directeur et les trois groupes de travail régionaux. En 2014, les organismes des Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un certain nombre d'activités à l'appui des efforts déployés par les pays sahéliens pour résoudre leurs problèmes de gouvernance, de sécurité et de résilience. On en trouvera une présentation détaillée dans le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (S/2014/397).

241. Le 16 mai 2014, l'Envoyée spéciale a représenté les Nations Unies à la deuxième réunion ministérielle sur le Sahel, organisée à Bamako par le Gouvernement malien sous la présidence du Ministre des affaires étrangères du Mali et à laquelle ont participé les États membres du Sahel et les pays voisins ainsi que des organisations et des institutions financières régionales et internationales. Les participants à la réunion ont approuvé la feuille de route pour le pôle de coordination présentée par le Mali et ont renouvelé leur engagement à éliminer les obstacles institutionnels afin de renforcer la coordination et de rationaliser l'affectation de ressources en faveur des initiatives de coopération régionale. En vue du renforcement de la coordination, dans les conclusions qu'ils ont adoptées, les participants à la réunion ont donné pour mission au secrétariat technique du pôle de coordination, coprésidé par l'Envoyée spéciale et par le Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, de mener une analyse comparative des diverses initiatives régionales existant dans le Sahel. Les coprésidents se sont engagés à appuyer le fonctionnement effectif du pôle de coordination ministériel pour le Sahel, qui est chargé de la coordination générale des initiatives régionales dans le Sahel.

### **Hypothèse de planification pour 2015**

242. En 2015, l'Envoyée spéciale et son équipe à Dakar s'attacheront à compléter les activités de programme des entités des Nations Unies en faisant de la médiation politique et en apportant leur appui. En particulier, le bureau s'efforcera de :

- a) continuer de donner des orientations stratégiques aux interventions régionales de l'ONU dans le cadre de sa stratégie intégrée pour le Sahel (S/2013/354);
- b) promouvoir la réponse coordonnée de la communauté internationale, notamment en apportant son appui aux activités du pôle de coordination pour le Sahel en étroite collaboration avec la présidence malienne et l'Union africaine;
- c) promouvoir l'engagement politique des gouvernements de la région à entreprendre des réformes structurelles en vue de la réalisation des objectifs de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel;
- d) promouvoir la coopération régionale et interrégionale pour la réalisation des objectifs de la stratégie intégrée;
- e) faire rapport au Conseil de sécurité sur les progrès réalisés en vue de la mise en œuvre de la Stratégie.

243. En 2015, la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel reposera sur une définition souple de sa vocation géographique, pour pouvoir ainsi opérer des ajustements en fonction des problèmes particuliers que chaque initiative ou activité viserait à résoudre. Elle s'appliquera notamment au deuxième objectif de la stratégie intégrée, à savoir le renforcement des mécanismes nationaux et régionaux de sécurité face aux menaces transfrontières, ce qui nécessite une coopération étroite entre pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Nord.

244. En ce qui concerne l'orientation stratégique à donner aux interventions régionales des Nations Unies, l'Envoyée spéciale continuera, en 2015, à présider le comité directeur et à orienter les activités des trois groupes de travail régionaux. Même si chaque groupe de travail est dirigé par une entité distincte des Nations Unies, l'Envoyée spéciale et son bureau seront chargés d'assurer l'homogénéité et la cohérence de la mise en œuvre de leurs activités respectives pour établir des rapports sur les progrès accomplis.

245. Les membres du pôle de coordination, qui est chargé de la coordination générale des initiatives sur le Sahel, devraient se réunir deux fois en 2015. L'Envoyée spéciale et son équipe, en étroite collaboration avec la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, en qualité de coprésidents du secrétariat technique du pôle de coordination, continueront d'appuyer la présidence malienne du pôle dans la suite à donner aux discussions entre les acteurs concernés, s'agissant des corrections à apporter aux stratégies et initiatives respectives concernant le Sahel, du suivi des progrès accomplis, de la mobilisation de fonds et du financement des déficits. Pour cela, il faudrait aussi, en coordination avec les entités compétentes des Nations Unies, tenir des informations à jour sur le travail des organisations régionales, comme la CEDEAO, la Communauté des États sahélo-sahariens, l'Union du Maghreb arabe, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et promouvoir des interventions coordonnées dans la région.

246. Le Bureau de l'Envoyée spéciale est également chargé de produire un rapport annuel complet sur les progrès accomplis en vue de la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en coordination avec les entités compétentes des Nations Unies. En 2015, le Conseil attend un rapport du Secrétaire général, suivi d'un exposé de l'Envoyée spéciale.

247. Les frais liés au déménagement du Bureau de l'Envoyé spécial de Rome à Dakar s'élèvent à environ 317 100 dollars, qui comprennent essentiellement les dépenses communes de personnel, les voyages, les aménagements du Bureau, le mobilier et l'équipement, l'acquisition et le transport de véhicules et autres services. En 2015, la collocation du Bureau de l'Envoyé spécial et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest permettra d'exploiter l'infrastructure ainsi que les capacités d'appui administratif et logistique existant au Bureau de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, la composante « appui » du Bureau du Représentant spécial a été intégrée sur le plan fonctionnel à celle du groupe d'appui du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest, afin d'exploiter les capacités d'appui existant dans la zone de la mission.

248. L'objectif, les résultats escomptés, les indicateurs de résultats et la mesure des résultats de la mission sont présentés ci-dessous.

Tableau 29

**Objectif, résultats escomptés, indicateurs de résultats et mesure des résultats****Objectif** : Assurer la stabilité à long terme et le développement dans la région du Sahel**Réalisations escomptées****Indicateurs de succès**

a) Amélioration de la gouvernance, renforcement des mécanismes de sécurité et amélioration des conditions humanitaires et de développement dans toute la région

a) i) Amélioration de la coordination entre les acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour promouvoir une vision commune de la stabilité et du développement à long terme dans la région du Sahel

*Mesure des résultats*

Nombre de documents finaux adoptés aux réunions du pôle de coordination pour le Sahel, précisant les modalités d'amélioration de la coopération régionale et de la coordination de l'aide internationale

Réalisation (2013) : 1

Estimation (2014) : 2

Objectif (2015) : 2

ii) Mise en œuvre améliorée de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel

*Mesure des résultats*

Nombre de documents finaux adoptés aux réunions consultatives visant à examiner et valider les progrès accomplis, dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, par les trois groupes de travail régionaux sur la gouvernance, la sécurité et la résilience

Réalisation (2013) : sans objet

Estimation (2014) : 1

Objectif (2015) : 1

*Produits*

- Consultations avec les États Membres des Nations Unies, les organisations régionales et les organisations internationales, notamment les institutions financières internationales, pour mieux faire connaître les problèmes persistants que connaît la région du Sahel en matière de paix et de développement et pour renforcer la volonté politique d'améliorer la coopération régionale pour s'y attaquer
- Organisation d'une conférence régionale et des six conférences nationales de la société civile tenant compte de la contribution que la société civile et les populations concernées peuvent apporter à la conception et à la mise en œuvre des interventions régionales des Nations Unies de la région du Sahel (7)
- Services de secrétariat de deux réunions du pôle de coordination pour le Sahel, qui est chargé de la coordination générale des initiatives régionales dans le Sahel (2)
- Analyse comparative de toutes les initiatives régionales dans le Sahel, en collaboration avec l'Union africaine, pour approbation par le pôle de coordination pour le Sahel en 2015 (1)
- Rapport annuel adressé au Conseil de sécurité en juin 2015 sur les « progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel » (1)

### Facteurs externes

249. L'objectif du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel sera atteint si les pays du Sahel s'engagent fermement en faveur de la coopération régionale et des réformes structurelles nécessaires pour assurer l'exécution de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et si la communauté internationale, en particulier les principaux États donateurs et les membres du Conseil de sécurité, continue de les appuyer.

### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 30

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31-décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	1 603,9	1 149,0	454,9	2 112,6	1 657,7		508,7
Dépenses opérationnelles	1 719,5	1 706,6	(12,9)	1 875,1	1 862,2	23,5	155,6
<b>Total</b>	<b>3 323,4</b>	<b>2 855,6</b>	<b>467,8</b>	<b>3 987,7</b>	<b>3 519,9</b>	<b>23,5</b>	<b>664,3</b>

<sup>a</sup> Compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2014.

Tableau 31

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel internat- ional)	Adminis- trateurs	Agents locaux		
Effectif approuvé pour 2014	1 <sup>a</sup>	1	—	—	3	4	3	—	12	—	—	12	1	2	—	15
Effectif proposé pour 2015	—	1	—	—	3	5	3	—	12	1	—	13	1	3	—	17
Variation	(1)	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	2

<sup>a</sup> Le poste de secrétaire général adjoint est approuvé jusqu'au 31 janvier 2014.

250. Les prévisions de diminution des dépenses en 2014 s'expliquent essentiellement par le recrutement tardif du personnel de la mission.

251. Les ressources proposées pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel s'élèvent à 3 987 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel). Ce montant permettrait de couvrir les traitements et les

dépenses communes de personnel correspondant aux 17 postes proposés (1 SSG, 3 P-5, 5 P-4, 3 P-3, 1 SM, 1 AN et 3 AL) (2 112 600 dollars), ainsi que les dépenses opérationnelles (1 875 100 dollars), à savoir les dépenses afférentes aux consultants (246 800 dollars), aux voyages (449 300 dollars), aux installations et infrastructures (116 700 dollars), aux transports terrestres (22 200 dollars), aux transports aériens (550 500 dollars), aux communications (122 700 dollars), à l'informatique (77 500 dollars) et aux fournitures, services et matériel divers (289 400 dollars).

252. En 2015, les changements proposés quant au nombre et à la classe des postes du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel sont les suivants : a) suppression du poste de secrétaire général adjoint qui a été approuvé pour un mois en 2014; b) création d'un poste de spécialiste des questions politiques; c) création d'un poste d'assistant spécial/agent de sécurité du Service mobile et d'un poste de chauffeur (agent local).

253. Il est proposé de baser le spécialiste des questions politiques à Bamako, en vue de la coordination avec la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel. Dans la déclaration de son président (S/PRST/2014/17) du 27 août 2014, le Conseil de sécurité a pris note avec satisfaction de la création d'un pôle de coordination ministériel pour le Sahel pour examiner les priorités communes relatives aux initiatives prises dans le Sahel, et invite la communauté internationale, notamment les Nations Unies et l'Union africaine, en qualité de coprésidents du secrétariat technique, d'appuyer le fonctionnement du pôle. Le titulaire du poste de spécialiste des questions politiques sera chargé d'exécuter les tâches confiées au secrétariat technique, en particulier d'organiser des manifestations, conférences et séminaires liés à la stratégie et à la mobilisation des ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

254. L'assistant spécial/agent de sécurité du Service mobile apportera un appui à l'Envoyée spéciale et, pour ce faire, gèrera les demandes d'information et de suivi, préparera les documents des réunions et des voyages officiels, participera aux réunions et assurera la prise de notes, donnera des orientations aux autres membres du personnel et assurera leur supervision dans son domaine de responsabilité.

255. Le chauffeur apportera son appui à l'Envoyée spéciale, qui est désormais à Dakar à temps plein.

256. L'écart entre les ressources proposées pour l'exercice 2015 et le budget approuvé pour l'exercice 2014 tient essentiellement aux propositions de postes supplémentaires et à l'accroissement des dépenses liées au transport aérien, partiellement compensé par la diminution des besoins en consultants.

### **Ressources extrabudgétaires**

257. Il n'y avait pas de ressources extrabudgétaires disponibles pour l'exercice 2014 et il n'en est pas prévu pour l'exercice 2015.



## **K. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs**

(4 982 700 dollars)

### **Historique, mandat et objectif**

258. Depuis 1996, des cycles de violence successifs ont frappé l'est de la République démocratique du Congo. Au fil des ans, ils ont provoqué le renversement d'un régime, la division de fait du pays pendant plusieurs années et des crises humanitaires de grande ampleur qui ont eu des conséquences régionales.

259. Le 24 février 2013, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Zambie ont signé l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, qui définit les grande lignes des principaux engagements nationaux, régionaux et internationaux que les États signataires ont pris pour mettre un terme aux cycles de conflit récurrents dans l'est de la République démocratique du Congo.

260. Le 18 mars 2013, le Secrétaire général a nommé Mary Robinson, ancienne Présidente irlandaise et ancienne Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Envoyée spéciale pour la région des Grands Lacs, et l'a chargée d'appuyer l'application de l'Accord-cadre.

261. Le 28 mars 2013, le Conseil de sécurité a adopté sa résolution 2098 (2013), dans laquelle il s'est félicité de la signature de l'Accord-cadre et de la nomination de l'Envoyée spéciale. Il a invité celle-ci à diriger, coordonner et évaluer, en coordination avec le Représentant spécial pour la République démocratique du Congo et avec le concours voulu de celui-ci, la mise en œuvre des engagements nationaux et régionaux pris au titre de l'Accord-cadre, y compris l'établissement dans les meilleurs délais de points de référence et de mesures de suivi appropriés. Se fondant sur l'Accord-cadre, il a également invité l'Envoyée spéciale à conduire un processus politique global ouvert à toutes les parties prenantes qui permette de remédier aux causes profondes du conflit.

262. En mars 2014, dans sa résolution 2147 (2014), le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et prié l'Envoyée spéciale de poursuivre ses efforts en faveur de l'application de l'intégralité de l'Accord-cadre.

263. Depuis sa création en 2013, le Bureau de l'Envoyé spécial joue un rôle de premier plan dans les efforts que celui-ci déploie pour atteindre les objectifs suivants :

a) Appui à la conclusion du Dialogue de Kampala entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Mouvement du 23 mars (M23) et aux processus de suivi connexes;

b) Appui technique et animation des sessions du Comité d'appui technique de l'Accord-cadre concernant l'élaboration d'indicateurs régionaux et de plans d'action et le recensement des activités prioritaires pour l'application de l'Accord-cadre;

c) Mobilisation et coordination de l'appui international à l'Accord-cadre avec une équipe d'envoyés spéciaux et de représentants internationaux pour la région des Grands Lacs, notamment l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, le Représentant spécial de l'Union africaine, l'Envoyé spécial des États-Unis d'Amérique et le Coordinateur principal de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs;

d) Lancement et exécution du programme pour les femmes;

e) Programmation et organisation des réunions du mécanisme de suivi régional;

f) Tenue d'un dialogue consultatif avec la société civile;

g) Renforcement de la coordination et de la coopération avec les organismes des Nations Unies et collaboration avec les partenaires régionaux, notamment la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des pays des Grands Lacs et l'Union africaine, et aide au Président de la Conférence pour conduire un dialogue de haut niveau sur les causes profondes du conflit, en premier lieu avec les groupes armés illicites de l'est de la République démocratique du Congo.

264. Les conditions de sécurité demeurent précaires dans l'est de la République démocratique du Congo. La présence persistante de groupes armés illicites, en particulier des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des Forces démocratiques alliées, le fait que les causes profondes de conflits durables ne soient pas réglées, notamment la question de l'application des conclusions du Dialogue de Kampala, et le manque de confiance mutuelle continueront de peser sur les relations entre les États Membres et d'avoir des conséquences considérables sur la stabilité à long terme de la région et l'exécution du mandat de l'Envoyé spécial.

265. Dans la lettre qu'il a adressée au Président du Conseil de sécurité, en date du 14 juillet 2014 (S/2014/502), le Secrétaire général a informé celui-ci de son intention de nommer Said Djinnit, d'Algérie, Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général, en date du 16 juillet 2014 (S/2014/503), le Président du Conseil de sécurité a informé celui-ci que les membres du Conseil avaient pris note de cette intention.

#### **Coopération avec d'autres entités**

266. Le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) continuera de fournir des services techniques, logistiques et administratifs au Bureau de l'Envoyé spécial, à titre gracieux. Le personnel chargé de la planification administrative et technique de l'UNSOA est principalement basé à Nairobi et, par conséquent, bien placé pour fournir rapidement ce type de services au Bureau de l'Envoyé spécial. Un appui sera également apporté, contre remboursement, par l'Office des Nations Unies à Nairobi.

267. Le Bureau de l'Envoyé spécial continuera de se coordonner régulièrement et de collaborer étroitement avec la MONUSCO et les équipes de pays intervenant dans la région, en particulier au sujet des engagements nationaux pris par les autorités de la République démocratique du Congo, comme il est prévu dans l'Accord-cadre. La MONUSCO aidera le Gouvernement de la République

démocratique du Congo dans la mise en œuvre des engagements nationaux qu'il a pris au titre de l'Accord-cadre. En juillet 2013, le Bureau de l'Envoyé spécial et la MONUSCO ont créé, dans la limite des ressources disponibles, une cellule de liaison conjointe chargée de renforcer la collaboration et la coordination en faveur d'une synergie et d'une efficacité optimales des deux entités. La cellule facilite les opérations en coordonnant tous les voyages et toutes les activités de l'Envoyé spécial et du personnel du Bureau, en République démocratique du Congo et dans la région, y compris l'organisation de quatre ateliers de travail régionaux avec la société civile.

268. Dans l'exercice de ses fonctions, l'Envoyé spécial est tenu de consulter, selon qu'il convient, les coordonnateurs résidents dans les pays signataires de l'Accord-cadre et d'autres missions des Nations Unies dans la région. Pour promouvoir les synergies et optimiser les retombées, le Bureau a collaboré avec les équipes de pays des Nations Unies et les représentants des organismes, fonds, programmes et bureaux des Nations Unies intervenant dans la région, notamment dans le cadre d'une réunion conjointe tenue à Kigali à la fin du mois de mai 2014. Les participants ont convenu d'appuyer l'application de l'Accord-cadre.

269. Aux fins du renforcement de la coopération avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs en faveur de l'application de l'Accord-cadre, le Bureau de l'Envoyé spécial met actuellement la dernière main à un mémorandum d'accord avec la Conférence. Des activités de partenariat pour la mobilisation politique, programmatique et financière en faveur de l'application de l'Accord-cadre sont prévues dans le mémorandum, qui facilitera la mise en place par le Bureau de l'Envoyé spécial et la Conférence de projets conjoints concernant les quatre programmes gérés par la Conférence (jeunes, femmes, parlementaires et secteur privé).

### **Résultats obtenus**

270. Au premier semestre de 2014, le Bureau a, sous la direction de l'Envoyé spécial, aidé les pays signataires à appliquer l'Accord-cadre, conformément à son mandat. Les activités ont été guidées par le plan d'action de l'Envoyé spécial, les points de référence régionaux et le plan d'action découlant de l'Accord-cadre, y compris les 15 activités prioritaires prévues dans celui-ci. En janvier 2014, signe du solide appui régional en faveur de l'Accord-cadre, le Kenya et le Soudan ont signé celui-ci, ce qui a porté le nombre de pays signataires à 13.

271. Le 28 mars 2014, l'Envoyé spécial a présenté au Conseil de sécurité le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre (S/2014/153). Le 7 août 2014, il a également informé le Conseil des nouveaux progrès réalisés dans l'application de l'Accord-cadre. Le prochain rapport du Secrétaire général sera présenté au Conseil en septembre 2014.

272. En 2014, l'Envoyé spécial s'est rendu à plusieurs reprises au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Rwanda pour s'entretenir avec les autorités de l'application de l'Accord-cadre. En janvier 2014, il a participé au mini-sommet organisé par le Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, le Président angolais, pour engager le dialogue avec les responsables de la région au sujet du processus d'application. L'Envoyé spécial et son conseiller spécial se sont rendus en Angola à deux autres reprises pour s'entretenir avec le Président de la Conférence. L'Envoyé spécial a également

coordonné l'appui international à l'Accord-cadre, conjointement avec l'équipe internationale des Envoyés spéciaux et Représentants pour la région des Grands Lacs, notamment en réalisant des voyages conjoints dans la région, et collaboré avec les partenaires internationaux pour qu'ils continuent de s'intéresser de près aux questions concernant la région des Grands Lacs.

273. La première réunion du mécanisme de suivi régional s'est tenue à Addis-Abeba en janvier 2014 et la deuxième réunion est prévue pour le mois de septembre 2014 à New York. En août 2014, le Comité d'appui technique avait tenu deux réunions [les 27 et 28 mars à Nairobi et du 20 au 23 mai à Goma (République démocratique du Congo)]. Sa prochaine réunion devrait avoir lieu du 4 au 6 septembre à Nairobi.

274. Si la tendance est globalement positive, la situation demeure fragile, plusieurs facteurs étant à même de raviver le conflit et de retarder l'application de l'Accord-cadre. À la mi-juin, dans une zone frontalière en litige entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, un échange de tirs a fait plusieurs morts.

275. Le Bureau de l'Envoyé spécial a, pour appuyer l'application du pilier économique de l'Accord-cadre, engagé la programmation de la conférence pour l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs, qui devrait s'échelonner sur un an. Il a également organisé, conjointement avec le Pacte mondial des Nations Unies, une table ronde sur l'investissement responsable dans la région des Grands Lacs, tenue à Addis-Abeba en juin 2014.

276. En septembre 2014, le Bureau de l'Envoyé spécial tiendra une réunion sur les stratégies régionales de développement dans la région des Grands Lacs, conjointement avec la Banque mondiale, le PNUD, l'Union européenne et le Gouvernement belge. Les conclusions de cette réunion alimenteront la consultation régionale concernant la conférence pour l'investissement du secteur privé, qui se tiendra à Luanda en septembre 2014.

277. Les 30 mai et 1<sup>er</sup> juin 2014, le Bureau de l'Envoyé spécial a organisé avec l'UNICEF, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Gouvernement burundais le Forum des enfants pour l'espoir dans la région des Grands Lacs, au cours duquel l'Envoyé spécial a pris la parole et quatre enfants ont été élus « ambassadeurs de l'espoir ». Ces enfants ont ensuite participé au sommet extraordinaire pour l'emploi des jeunes organisé par la Conférence à Nairobi en juillet 2014. Le Bureau a également parrainé la participation de 30 jeunes à ce sommet, auquel ont assisté l'Envoyé spécial et les présidents, vice-présidents, premiers ministres et ministres des affaires étrangères de la région des Grands Lacs. Le sommet a donné lieu à la sélection de nouveaux représentants au Forum des enfants et à la signature d'une déclaration, contenant 40 engagements en faveur de l'emploi des jeunes dans la région des Grands Lacs. Pour le second semestre de 2014, le Bureau a par ailleurs programmé une conférence régionale sur la coopération judiciaire, une mission conjointe sur les réfugiés congolais avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et des concertations régionales avec la société civile.

### **Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2015**

278. En 2015, l'Envoyé spécial continuera, aidé de son bureau, d'appliquer le plan en six points établi par sa prédécesseur, notamment en encourageant la concrétisation rapide des déclarations résultant du Dialogue de Kampala et le suivi de celle-ci, et en obtenant des engagements techniques au plus haut niveau dans le cadre du Comité d'appui technique et du mécanisme de suivi régional, respectivement. Le Bureau continuera également d'apporter un appui technique et logistique au Comité d'appui technique, composé des principaux représentants des chefs d'État des pays signataires de l'Accord-cadre, en ce qui concerne le respect des engagements, notamment le suivi et l'évaluation efficaces de l'application de l'Accord-cadre, comme le prévoit le plan d'action régional, et l'établissement de rapports sur l'application de l'Accord-cadre et les avancées enregistrées, autant que de besoin, présentés dans le cadre du mécanisme de suivi régional, en septembre 2015. En outre, il fournira un appui technique à l'Envoyé spécial en matière de suivi, d'analyse et de médiation, dans le cadre des dialogues de haut niveau concernant des questions sensibles.

279. Compte tenu de la mission que le Conseil de sécurité a confiée à l'Envoyé spécial dans sa résolution 2098 (2013), les principales hypothèses retenues aux fins des prévisions pour le budget de 2015 tiennent compte des activités programmatiques suivantes :

- a) Appuyer les efforts déployés par l'Envoyé spécial, conjointement avec le Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, pour promouvoir le dialogue concernant les causes profondes du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo et d'autres questions régionales, notamment les défis susceptibles de se présenter avant les élections, prévues dans plusieurs pays de la région en 2016 et 2017;
- b) Aider la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et les responsables politiques de la région à concrétiser les conclusions du Dialogue de Kampala telles que formulées dans les Déclarations de Nairobi et à suivre et évaluer efficacement ce processus;
- c) Poursuivre la mission de bons offices devant permettre d'établir la confiance entre les pays de la région et apaiser les tensions régionales, notamment en appuyant les capacités du Mécanisme conjoint de vérification élargi et l'application des accords conclus en faveur de l'intégration économique régionale et de la liberté de circulation des biens et des personnes, y compris les femmes et les enfants, en garantissant que les orientations concernant les femmes, la paix et la sécurité ainsi que le programme pour les femmes soient suivis, comme prévu dans le plan d'action régional de l'Accord-cadre et au titre des activités prioritaires approuvées;
- d) Appuyer le suivi de la conférence pour l'investissement du secteur privé et la création, sous les auspices de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, d'un forum permanent du secteur privé pour l'investissement et le développement durables dans la région;
- e) Appuyer le bon fonctionnement du Comité d'appui technique et du mécanisme de suivi régional, en renforçant les capacités, notamment en ce qui

concerne la programmation et l'organisation des réunions et le suivi et l'évaluation de l'application de l'Accord-cadre;

f) Consolider les avancées enregistrées grâce aux efforts déployés pour faire participer la société civile et les jeunes à l'application de l'Accord-cadre et, conjointement avec la Conférence, suivre la concrétisation des conclusions du sommet sur le chômage des jeunes et les activités des organisations de la société civile favorisant l'application de l'Accord-cadre;

g) Appuyer les efforts réalisés pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et des déplacés en veillant à ce que leur retour puisse se dérouler en toute sécurité;

h) Organiser des réunions et des ateliers de travail devant permettre de faciliter l'élaboration d'une stratégie conjointe de sécurité, notamment la gestion commune des frontières entre la République démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda;

280. Compte tenu de la complexité et du caractère chronique des problèmes dont souffre la région des Grands Lacs, des navettes diplomatiques seront nécessaires entre les signataires de l'Accord-cadre et l'Envoyé spécial, et des réunions d'experts devront être régulièrement organisées au niveau opérationnel pour préparer les réunions semestrielles de haut niveau tenues dans le cadre du mécanisme de suivi. Des moyens d'analyse politique solides seront donc nécessaires pour permettre à l'Envoyé spécial de disposer d'analyses contextuelles et gérer les activités courantes.

281. Les objectifs, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats de la mission sont indiqués ci-après.

Tableau 32

**Objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

**Objectif :** Appuyer les efforts en faveur de l'application de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, et contribuer à la définition d'une solution durable aux conflits récurrents dans la région des Grands Lacs

**Réalisations escomptées**

**Indicateurs de succès**

a) Progrès dans la mise en œuvre des engagements pris au titre de l'Accord-cadre, conformément aux objectifs de référence

a) i) Augmentation du pourcentage de recommandations proposées par le Comité d'appui technique relatif aux objectifs de référence et au plan d'action régionaux convenus

*Mesure des résultats*

(Pourcentage de recommandations)

2013 : sans objet

2014 (estimation) : 30 %

2015 (objectif) : 60 %

ii) Diminution en nombre et en intensité des activités des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo

*Mesure des résultats*

(Nombre de groupes armés neutralisés)

2013 : 1

2014 (estimation) : 2

2015 (objectif) : 2

iii) Augmentation du pourcentage d'engagements pris dans les déclarations du Dialogue de Kampala concrétisés par les pays signataires

*Mesure des résultats*

(Pourcentage d'engagements concrétisés)

2013: sans objet

2014 (estimation) : 20 %

2015 (objectif) : 40 %

*Produits*

- Dialogue et consultations trimestriels et mensuels, aux niveaux décisionnel (4) et opérationnel (12), avec les autorités des 13 pays signataires de l'Accord-cadre
- Rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité (2)
- Réunions du Comité d'appui technique (4)
- Réunions du mécanisme de suivi régional au niveau des chefs d'État (2)
- Exposés réguliers de l'Envoyé spécial au Conseil de sécurité (2) et au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (2)
- Facilitation de conférences internationales sur la région des Grands Lacs (2)

**Réalisations escomptées****Indicateurs de succès**

b) Progrès dans la mise en œuvre des activités de renforcement de la confiance auxquelles participent la communauté internationale, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes, menées pour remédier aux causes profondes du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo

b) i) Augmentation du nombre de projets de renforcement de la confiance mis en œuvre dans la région

*Mesure des résultats*

(Nombre de projets mis en œuvre)

2013 : 1

2014 (estimation) : 5

2015 (objectif) : 8

ii) Augmentation du nombre d'engagements pris au sujet de l'application de l'Accord-cadre

*Mesure des résultats*

(Nombre d'engagements pris)

2013 : 2

2014 (estimation) : 3

2015 (objectif) : 4

iii) Augmentation du nombre de réunions devant permettre de remédier aux causes profondes, telles que les questions foncières, et de faciliter le retour et la réinsertion des réfugiés et des déplacés

*Mesure des résultats*

(Nombre de réunions de coordination au niveau opérationnel et d'interactions axées sur les résultats entre le Bureau, les autorités du pays hôte et les autres parties prenantes)

2013 : 1

2014 (estimation) : 6

2015 (objectif) : 10

---

*Produits*

- Articles thématiques ou projets connexes établis conjointement avec les partenaires, notamment les équipes de pays des Nations Unies, la Banque mondiale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Fonds mondial pour les femmes, dans lesquels sont proposées des actions régionales concrètes d'élargissement et d'approfondissement de l'intégration régionale (5)
  - Facilitation, conjointement avec les partenaires, notamment les équipes de pays des Nations Unies, la Banque mondiale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et le Fonds mondial pour les femmes, de conférences sur les piliers politique, économique, social, judiciaire et des droits de l'homme, l'objectif étant de formuler des recommandations pratiques, avec la participation de représentants gouvernementaux, de groupes de la société civile, de défenseurs des droits de l'homme et de groupes de femmes de la région des Grands Lacs (4)
  - Consultations régionales tenues par l'Envoyé spécial ou le Conseiller spécial, l'objectif étant de faire en sorte que les dirigeants politiques concrétisent tous les engagements pris au titre de l'Accord-cadre (5)
  - Lancement de projets transfrontières en coopération étroite avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les partenaires des Nations Unies, notamment ONU-Femmes, le PNUE, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'UNICEF (6)
  - Réunions avec les donateurs pour la mobilisation de ressources en faveur de certains pays (8)
- 

**Facteurs externes**

282. Le mandat du Bureau de l'Envoyé spécial devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés si les pays signataires et les témoins de la signature de l'Accord-cadre ainsi que les États membres du Conseil de sécurité continuent d'appuyer le processus politique et d'appliquer les mesures de suivi voulues, telles que proposées par le Comité de suivi régional et l'Envoyé spécial, et si la situation dans la région est propice au dialogue politique entre les pays concernés.



### Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 33

#### Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 <sup>er</sup> janvier-31 décembre 2014			Montants nécessaires pour 2015			
	Crédits ouverts	Montant estimatif des dépenses	Écart	Total	Total net <sup>a</sup>	Dépenses non renouvelables	Variation (2014-2015)
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (4) - (3)	(6)	(7) = (4) - (1)
Personnel civil	2 534,1	2 869,4	(335,3)	3 069,2	3 404,5	–	535,1
Dépenses opérationnelles	1 842,7	1 741,7	101,0	1 913,5	1 812,5	11,5	70,8
<b>Total</b>	<b>4 376,8</b>	<b>4 611,1</b>	<b>(234,3)</b>	<b>4 982,7</b>	<b>5 217,0</b>	<b>11,5</b>	<b>605,9</b>

<sup>a</sup> Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2014.

Tableau 34

#### Postes

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Total (personnel international)	Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total mobile/partiel	Service de sécurité	Services généraux		Adminis-trateurs	Agents locaux			
Effectif approuvé pour 2014	1 <sup>a</sup>	1	–	1	4	5	3	–	15	1	2	18	1	7	–	–	26
Effectif proposé pour 2015	1	1	–	1	4	6	3	–	16	1	2	19	1	7	–	–	27
<b>Variation</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>

<sup>a</sup> En 2014, le Secrétaire général adjoint est engagé en vertu d'un contrat-cadre.

283. Le dépassement de crédits estimé pour 2014 s'explique principalement par les facteurs suivants : a) approbation par l'Assemblée générale d'un plus grand nombre d'emplois de temporaire que celui prévu dans le budget; b) taux moyen de vacance de postes inférieur à celui prévu dans le budget pour le personnel recruté sur les plans national et international; c) recrutement d'un secrétaire général adjoint à temps plein à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014 alors qu'un engagement en vertu d'un contrat-cadre était prévu dans le budget; d) niveau plus élevé que prévu des dépenses au titre des ajustements de poste du fait du transfert de trois postes de Dublin à Genève à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014. Le dépassement de crédits estimé en ce qui concerne les dépenses de personnel est en partie compensé par les économies prévues au titre des dépenses opérationnelles, qui s'expliquent principalement par les facteurs suivants : a) dépenses au titre des services de l'appui aux communications moins importantes que prévu; b) annulation de l'achat de

serveurs à la rubrique « Informatique » en raison de l'utilisation du serveur du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

284. Les ressources proposées pour le Bureau de l'Envoyé spécial pour 2015, d'un montant de 4 982 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel), couvriraient les traitements et les dépenses communes de personnel, d'un montant de 3 069 200 dollars, se rapportant aux 27 postes proposés (1 SGA, 1 SSG, 1 D-1, 4 P-5, 6 P-4, 3 P-3, 1 SM, 2 G(AC), 1 AN, 7 AL), et les dépenses opérationnelles, d'un montant de 1 913 500 dollars, nécessaires au titre des consultants (125 900 dollars), des voyages (723 500 dollars), des installations et infrastructures (155 400 dollars), des transports terrestres (36 700 dollars), des transports aériens (220 000 dollars), des communications (349 100 dollars), de l'informatique (124 500 dollars) et des fournitures, services et matériel divers (178 400 dollars).

285. Le Bureau propose la création d'un poste supplémentaire d'administrateur des affaires politiques (P-4) chargé d'appuyer le mandat élargi du Bureau, comme suite à l'augmentation du nombre de pays signataires de l'Accord-cadre. Le fait que le Kenya et le Soudan se soient ajoutés à la liste des signataires de l'Accord-cadre a notablement élargi les zones d'intervention de l'équipe politique du Bureau de l'Envoyé spécial en ce qui concerne le suivi de l'évolution de la situation, l'établissement de rapports et la réalisation d'analyses contextuelles et de fond sur le rôle joué par ces pays dans l'application de l'Accord-cadre. On s'attend à ce que certains pays signataires dont la transition politique est imminente soient amenés à relever d'importants défis politiques, ce qui nécessitera du personnel supplémentaire. En 2014, les tâches découlant de l'élargissement du mandat du Bureau ont un temps relevé d'un emploi de temporaire (P-4) financé par des ressources extrabudgétaires.

286. Le Bureau propose également la création d'un poste d'administrateur (P-3) chargé du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion et la suppression d'un poste d'administrateur (P-3) responsable de la coordination des mesures de sécurité. La neutralisation du Mouvement du 23 mars et la concrétisation des Déclarations de Nairobi, comme suite à la conclusion du Dialogue de Kampala, auront pour conséquence le rapatriement et le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des anciens rebelles. En outre, les FDLR ont volontairement engagé un processus de reddition et de désarmement qui impliquera d'importantes activités de désarmement, de démobilisation, de réinsertion, de rapatriement et de réinstallation, ce qui nécessitera l'intervention d'un administrateur. En conséquence, il est proposé de créer un poste dont le titulaire sera chargé d'exercer des fonctions de suivi et d'appui efficaces.

287. Dans la mesure où l'Envoyé spécial et le Bureau reçoivent, pour les questions concernant la sécurité, l'appui de l'UNSOA, appuyé par le Département de la sûreté et de la sécurité de Nairobi, il est proposé de supprimer un poste (P-3) d'administrateur responsable de la coordination des mesures de sécurité, ce qui compenserait la création du poste (P-3) d'administrateur chargé du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion.

288. Les ressources demandées pour 2015 représentent une augmentation de 605 900 dollars par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice 2014, principalement du fait d'un accroissement des dépenses de personnel qui s'explique par les facteurs suivants : a) déploiement prévu de l'intégralité du personnel recruté sur les plans national et international en 2015, contre un déploiement échelonné en

2014; b) taux de vacance de postes pour le personnel recruté sur les plans national et international inférieur en 2015 par rapport à celui de 2014; c) création d'un poste de P-4 supplémentaire en 2015; d) recrutement d'un secrétaire général adjoint à temps complet pour 2015, contre un engagement en vertu d'un contrat-cadre pour 2014; e) transfert de trois postes de Dublin à Genève, avec ce que cela comporte en matière d'augmentation des indemnités de poste. L'augmentation des ressources demandées au titre des dépenses opérationnelles s'explique principalement par les facteurs suivants : a) augmentation des dépenses prévues au titre des voyages, principalement imputable à l'augmentation du volume des activités du Secrétaire général adjoint, employé à plein temps, et à l'augmentation du nombre de voyages réalisés dans la région des Grands Lacs à l'appui de l'application de l'Accord-cadre; b) augmentation des ressources demandées au titre des transports aériens, un plus grand nombre de vols spéciaux étant prévus dans la région. Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des ressources demandées au titre des communications et de l'informatique, les dépenses en matériel inscrites au budget de 2014 n'étant pas renouvelables, et par la diminution des crédits demandés au titre des services informatiques et de communication, compte tenu des prévisions de dépenses pour 2014.

### **Ressources extrabudgétaires**

289. Conformément aux vues de l'Envoyé spécial et aux objectifs énoncés dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, le Bureau a créé un fonds d'affectation spéciale devant permettre de faciliter le financement des projets à effet rapide dans les localités touchées par les conflits. Au mois de juin 2014, les donateurs s'étaient engagés à verser un montant de 1,6 million de dollars. Le premier projet qui a été engagé est un projet transfrontalier relevant du programme de l'Accord-cadre pour les femmes. En 2014, les fonds extrabudgétaires ont été utilisés pour financer divers programmes, notamment un sommet extraordinaire sur la lutte contre le chômage des jeunes au moyen du développement de l'infrastructure et de la promotion de l'investissement; l'appui à la coalition régionale de la société civile pour l'application de l'Accord-cadre; l'appui à la mise en place du programme de l'Accord-cadre pour les femmes; des renforts à l'appui du Bureau. Au second semestre de 2014 et en 2015, les ressources extrabudgétaires serviront à financer les activités supplémentaires suivantes : tenue de la conférence pour l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs, y compris le forum consultatif régional organisé en Angola; tenue d'un forum régional sur l'amplification de la contribution des petites et moyennes entreprises à la création d'emplois et à la concrétisation des objectifs énoncés dans l'Accord-cadre; coopération judiciaire régionale; appui à la coalition régionale de la société civile, notamment dans le cadre d'ateliers de travail sous-régionaux, et facilitation de la participation des femmes aux pourparlers de paix dans la région des Grands Lacs; renforcement du programme de paix et de sécurité de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs; appui de la formation régionale contre la violence sexuelle et sexiste; appui à la conférence de haut niveau sur la gestion foncière. Pour 2015, le Bureau compte réunir 1 million de dollars en ressources extrabudgétaires.